



Phénomènes émergents liés aux drogues

Tendances récentes sur les usages de drogues à Metz en 2019

Tendances récentes et nouvelles drogues



Fabienne Bailly
(CMSEA)

Table des matières

Méthodologie générale et mise en œuvre sur le site local.....	6
Approche transversale : espaces, usages et populations observées	13
Spécificités de la région lorraine	13
Organisation du trafic en région lorraine.....	17
Le trafic de cité et son organisation pyramidale	17
Trafic de cité entre visibilité et discrétion.....	18
Des producteurs de cannabis repérés par les Forces de l'Ordre	20
Adaptation à la clientèle et logiques commerciales	20
Les transactions à domicile et les modalités de trafic en 2019.....	22
Des offres de produits diversifiées.....	23
Des armes pour se défendre, se protéger et dissuader	24
Globalisation des trafics et mobilité des acteurs	25
Equipement urbain et circulation des produits en centre-ville	26
Multiplication des revendeurs indépendants	26
Des vendeurs interchangeables	28
Présence de mineurs impliqués dans les trafics.....	28
Transport in corpore de cocaïne	30
Espace de la marginalité urbaine : profils et usages.....	31
Free base : stabilisation des usages et évolution des perceptions	31
L'ammoniac reste largement plébiscité	32
Des usagers de free base aux différents profils	32
Fortes consommations d'alcool et RdRD	33
De nouveaux espaces <i>squattés</i>	34
Environnements festifs : spécificités des espaces observés	35
Éléments transversaux aux espaces observés.....	35
Banalisation des usages de drogues et d'alcool.....	35
Porosité des espaces et circulation des publics	36
Les évolutions dans l'espace festif électro alternatif	38
L'offre de free party sur le territoire	38
Un renouvellement des organisateurs et des soirées.....	39
Des relations <i>aléatoires</i> entre pouvoirs publics et organisateurs de soirées	39
Des produits toujours disponibles dans les <i>free</i>	40
Etat des lieux de l'espace festif commercial	41
Des lieux et des ambiances	41
Des populations hétéroclites.....	41

Les évolutions dans l'espace festif généraliste	42
Métamorphose d'un quartier et impact sur la ville	42
Densification de la vie festive autour des places emblématiques de la ville	44
L'organisation du trafic en hyper centre	46
Usages privés : quand les produits de la fête s'invitent à domicile	48
Paradoxe des espaces privés en hébergement collectif	48
La kétamine sort de la fête.....	49
Cocaïne et MDMA : les substances de la convivialité	51
Modification des pratiques de consommation et usages privés en centre-ville	52
Approche par produits	54
Les prix des principales drogues observés en Lorraine en 2018.....	54
Alcool.....	55
Opioides et opiacés	55
Héroïne	55
Opium-Rachacha	58
Buprénorphine haut dosage - BHD.....	58
Méthadone.....	59
Médicaments contenant de la codéine et des opiacés.....	61
Les médicaments psychotropes non opioïdes détournés de leur usage	63
L'Artane®	63
Le flunitrazépan (Rohypnol®) et le clonazépan (Rivotril®).....	63
L'oxazépan (Séresta®)	64
Le diazépan (Valium®).....	64
Substances psychostimulantes.....	65
Cocaïne	65
Ecstasy - MDMA.....	66
Amphétamines (ou speed)	67
Hallucinogènes d'origine naturelle	69
Les champignons/plantes hallucinogènes.....	69
Hallucinogènes d'origine synthétique.....	69
LSD.....	69
Kétamine	70
Solvants : poppers, protoxyde d'azote.....	71
Cannabis et ses dérivés	72
Cannabis	72
Un intérêt croissant pour le CBD.....	73

Nouveaux produits de synthèse (NPS)	74
Des consommations de cannabinoïdes par vapotage.....	74
Visibilité plus importante des chemsexeurs.....	74
Pratiques et modes de consommation	75
Usages et usagers	75

Liste des sigles

ARS : Agence Régionale de Santé

CAARUD : Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues

CJC : Consultation Jeunes Consommateurs

CSAPA : Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie

CEIP : Centre d'Évaluation et d'Information sur la Pharmacodépendance

MILDECA : Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues Et les Comportements Addictifs

MSO/ TSO : Médicaments de Substitution aux Opiacés, Traitement de Substitution aux Opiacés

OCRTIS : Office Central pour la Répression du Trafic Illicite

OFDT : Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies

PJJ : Protection Judiciaire de la Jeunesse

RdRD : Réduction des Risques et des Dommages

RdRDA : Réduction des Risques et des Dommages Alcool

SINTES : Système d'Identification National des Toxiques et Substances

Méthodologie générale et mise en œuvre sur le site local

Objectif du dispositif

Depuis sa mise en place en 1999, le dispositif TREND est coordonné par l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) et s'appuie sur un réseau de huit sites répartis en France métropolitaine autour des territoires de Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes et Toulouse. Adossé à ces sites, le dispositif TREND a pour objectif de fournir, en complément des enquêtes en population générale, des éléments de connaissance sur les phénomènes émergents liés aux usages de drogues. Le dispositif vise ainsi à améliorer à la fois les connaissances à propos des produits, leurs modes de diffusion, leurs modalités d'usage mais aussi celles concernant les profils d'usagers, leurs motivations à l'usage et leurs représentations ainsi que les risques et les dommages associés à ces consommations.

Le dispositif permet de recueillir une information directement sur des terrains où les produits sont particulièrement présents et au sein de populations à forte prévalence d'usage, au plus près des réalités locales. Essentiellement qualitatives, ces données permettent d'identifier et de décrire, ne serait-ce qu'à gros traits au début, des phénomènes émergents, non perceptibles par les indicateurs quantitatifs habituels des autres systèmes d'observation.

Dans ce cadre, le dispositif TREND s'attache à observer les évolutions à partir de six thématiques principales :

- Les populations émergentes d'usagers de produits illicites ;
- Les modalités d'usage de produits ;
- Les produits émergents ;
- Les dommages sanitaires et sociaux associés à la consommation de produits ;
- Les perceptions et représentations des produits ;
- Les modalités d'acquisition de proximité et le trafic local.

Méthodologie

L'ensemble des huit sites du dispositif TREND est doté d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information, définie par l'OFDT en concertation avec les coordonnateurs locaux. Cette méthodologie se fonde sur le recoupement d'informations issues de différentes sources et méthodes : observations ethnographiques, entretiens collectifs et individuels. La triangulation autorisée par cette approche vient consolider les tendances identifiées.

Cette méthode est appliquée à deux espaces d'investigations :

- L'espace urbain recouvre les lieux d'accueil du dispositif d'addictologie dits de « première ligne », les CAARUD (Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques des usagers de drogues), les Programmes d'échanges de seringues et les lieux de consommation ouverts (rue, squats, etc.), ainsi que les CSAPA (Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie). La plupart des personnes rencontrées dans ce cadre sont des usagers problématiques de produits illicites dont les conditions de vie sont fortement dégradées. CSAPA et CAARUD sont des établissements médico-sociaux pluridisciplinaires. Les CSAPA proposent une prise en charge des conduites addictives ou des dépendances à travers l'articulation de différents services, parfois adressés à des publics jeunes (Consultation jeunes consommateurs (CJC), etc.). Leur mission s'étend également aux personnes souffrant d'addictions sans substance. Les CAARUD sont destinés à accueillir des usagers de drogues

avec un minimum de conditions. Les CAARUD ont des missions d'accueil, de soutien, d'intervention de proximité et de mise à disposition de matériels de prévention des infections.

- L'espace festif techno/électro comprend les événements ou les espaces propres à ce courant musical, qu'ils relèvent du mouvement contre-culturel électro (*free party, raves, teknivals...*) ou d'entreprises commerciales dans des lieux plus conventionnels (clubs, boîtes de nuit, bars musicaux...)

Les substances investiguées pour les deux espaces sont : l'héroïne, la buprénorphine haut dosage (Subutex®), les sulfates de morphine (Skénan®, Moscontin®), la méthadone, la cocaïne, la cocaïne basée (crack/free base), les médicaments psychotropes et autres benzodiazépines, le cannabis, la kétamine, l'ecstasy et la MDMA, les amphétamines, le LSD, les champignons et plantes hallucinogènes, les nouveaux produits de synthèse (NPS) et autres substances le cas échéant.

Pour chaque produit, sont abordés l'appellation du produit ; la description des consommateurs et des contextes ; les effets ; la disponibilité, l'accessibilité, l'offre et la pureté ; le prix ; la perception du produit ; les conséquences sanitaires ; les pratiques, régulation, mode d'administration et préparation.

Les observations ethnographiques

Les observations ethnographiques sont réalisées dans l'espace festif (commercial ou alternatif) et dans l'espace urbain (espaces privés, squats, scènes ouvertes...) par des enquêteurs familiers du terrain, usagers de drogues ou fréquentant régulièrement les espaces ciblés. Ces observateurs, nommés *informateurs clés* (IC) maîtrisent les méthodes d'observation, de la prise de notes à la retranscription. Ils sont tenus de remettre régulièrement au cours de l'année, un compte rendu de leurs observations à un Responsable d'Observation (RO), recruté par le coordinateur du site. Le Responsable d'Observation a, quant à lui, la charge de produire une synthèse des éléments recueillis tout au long de l'année, Il s'intéresse en particulier à la consommation de produits psychoactifs et aux phénomènes qui lui sont associés comme la préparation, la vente et les sociabilités spécifiques.

Les questionnaires qualitatifs

Les questionnaires sont remplis en collaboration avec le coordinateur du site dans le cadre d'un entretien mené avec les équipes de structures de première ligne : Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en addictologie et Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques (CSAPA et CAARUD) et d'associations intervenant en espaces festifs.

Les groupes focaux

L'organisation des groupes focaux (GF) s'inspire d'une méthode de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour l'élaboration de diagnostics rapides de situation qui consiste à réunir des personnes concernées par une thématique commune mais ayant des pratiques et des points de vue diversifiés. Cet outil permet d'observer des convergences et des divergences d'opinion sur l'absence, l'existence et le développement de tel ou tel phénomène. Chaque coordination locale a donc en charge au moins trois groupes focaux :

- Un groupe focal « sanitaire » qui rassemble des professionnels investis dans la prise en charge sanitaire d'usagers de drogues (médecins, infirmiers, psychiatres...). Ce groupe fournit principalement des informations sur les comorbidités associées à l'usage de drogues, sur les conséquences sanitaires, sur les profils d'usagers ou encore sur les pratiques et modes d'administration.
- Un groupe focal « application de la loi » qui réunit des professionnels amenés à rencontrer des usagers de drogues (police, gendarmerie, douane, justice). Ce groupe fournit

essentiellement des données sur l'évolution de la structuration et l'organisation des trafics de proximité, des profils des trafiquants, des prix de vente des produits.

- Un groupe focal « usagers » regroupant des consommateurs de drogues issus de l'espace urbain et festif qui apporte des informations liées aux produits et à leurs modalités d'usage.

Les entretiens semi-directifs

Pour compléter les données collectées au travers des groupes focaux, des questionnaires qualitatifs, des observations de terrains ou des entretiens semi-directifs peuvent être menés auprès d'usagers, de personnes impliquées dans les trafics ou encore de professionnels qui n'ont pas participé aux différents groupes focaux.

Les enquêtes nationales

La valorisation et l'actualisation de données quantitatives recueillies en routine par différents organismes et susceptibles de caractériser le site étudié du point de vue de la consommation de substances illicites viennent étoffer et mettre en perspective les données recueillies au plan local. Parmi ces sources nationales, figurent :

- Enquête sur la santé et les consommations lors de la journée d'Appel de préparation à la Défense (ESCAPAD de l'OFDT) ;
- Données de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS) ;
- Données de l'antenne lorraine du Centre d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance (CEIP) relevant de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) ;
- Données du Système d'information sur l'accessibilité au matériel officinal d'injection et de substitution (SIAMOIS) de l'Institut de veille sanitaire

Les données SINTES

Le site TREND de Metz est partie prenante du Système National d'Identification des Toxiques et Substances, dit SINTES. La base de données SINTES vise à identifier, par le biais d'analyses toxicologiques de produits psychoactifs, les nouvelles tendances (suivi épidémiologique) et les nouveaux produits (identification de molécules ou d'associations de molécules inconnues jusqu'alors). Les collectes réalisées au niveau local permettent de disposer d'informations sur la composition des drogues qui circulent dans une région donnée.

Au niveau régional, la responsabilité administrative du site est confiée à Lionel Diény, directeur du CSAPA « les Wads », service géré par le CMSEA, la coordination du dispositif à Fabienne Bailly, chargée de prévention et de recherche. La fonction de coordination englobe le recrutement des Responsables d'Observation, leur formation, le suivi des recueils de données, l'animation du réseau et la rédaction du rapport.

L'observation dans les espaces festifs a été répartie en 2019 entre trois Responsables d'Observation :

- L'observation dans l'espace festif électro-alternatif est sous la responsabilité d'Aurélien de Marne, éducateur spécialisé. Il anime par ailleurs une action de prévention et de réduction des risques menée en espace festif pour le service « En Amont ». Pour sa mission d'observation, il a été accompagné d'une équipe d'informateurs-clés qui lui ont fourni des données sur l'évolution des soirées, des styles musicaux, des relations entre les différents *sound systems* ainsi que des informations sur les produits rencontrés en soirées free.
- L'observation dans l'espace électro commercial est sous la responsabilité d'Angélique Kummerer, éducatrice spécialisée et détentriche d'un master en sociologie. Les données qu'elle a recueillies auprès de ses informateurs sont de nature à renseigner, non seulement les usages de

drogues (licites ou illicites) de personnes plutôt insérées qui fréquentent les bars, boîtes de nuit et autres salles de concerts dans lesquels passe de la musique électro, mais aussi leurs profils et attitudes. L'espace généraliste est confié à Thibaut Bruck, étudiant en master de sociologie.

- Les observations menées dans l'espace généraliste (soirées étudiants, fête de la musique, etc.) ont permis de mieux appréhender les transformations du centre historique de la ville de Metz, sous l'impulsion des politiques de rénovation urbaine et de poursuivre l'état des lieux entamé en 2018.

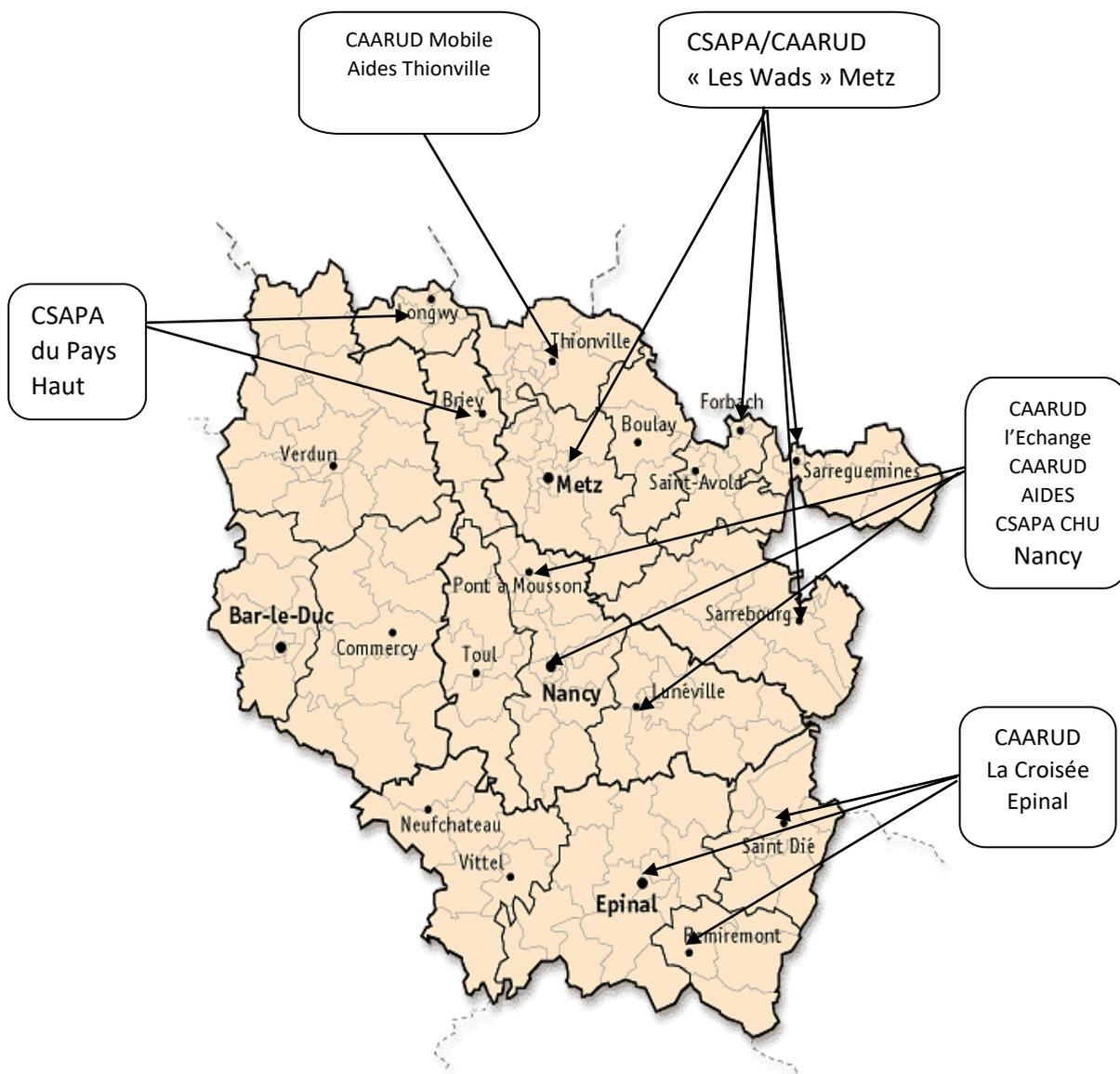
Pour l'espace urbain, la responsabilité de l'observation est confiée à Florian Muratori, éducateur spécialisé au CSAPA/CAARUD « les Wads » sur un périmètre d'observation qui s'étend entre Metz, Forbach, le territoire plus rural du Saulnoy (Dieuze, Château Salin, Vic sur Seille) et le Sud de la Moselle avec Sarreguemines. Trois usagers, ayant eux-mêmes une bonne connaissance des produits, des pratiques et modes d'approvisionnement ont été en mesure de fournir des informations pertinentes et ont contribué à la rédaction d'une note de synthèse abordant notamment les traitements de substitution aux opiacés.

Afin de compléter le recueil de données en espace urbain, deux rencontres du « réseau des informateurs régionaux » ont été organisées en juin à Metz et en novembre à Epinal, en 2019. Ces journées ont rassemblé entre 15 et 20 professionnels (infirmiers, éducateurs, médecin, etc.) des CSAPA et CAARUD de Thionville, Nancy, Forbach, Epinal, Villerupt et Metz, engagés dans le dispositif TREND depuis de nombreuses années pour certains, plus récemment pour d'autres. Ces rencontres régulières dans l'année ont pour objectif de recueillir des informations au niveau régional. Il s'agit également de permettre à chaque professionnel de se familiariser avec les attentes du dispositif TREND pour être en mesure de renseigner de la façon la plus pertinente possible les questionnaires qualitatifs locaux. Ainsi les CSAPA/CAARUD de Nancy, Thionville, Metz et Épinal ont chacun rempli un questionnaire qualitatif offrant des points de comparaison entre les départements sur la diffusion et la disponibilité des produits et sur les particularités locales.

Pour une meilleure visualisation du territoire d'observation du dispositif local, la carte ci-dessous pointe la répartition des différents services investis tout au long de l'année et qui constituent le « réseau des informateurs régionaux ». Leur spécificité réside dans le fait que ces services développent tous des missions de réduction des risques et des dommages. Les données sont recueillies dans les centres villes, principaux sites d'implantation des CSAPA et CAARUD mais également sur la base des observations faites dans leurs permanences décentralisées ou à domicile. Le territoire d'investigation prend donc en compte les usages dans les principales villes, à leur périphérie ainsi qu'en milieu rural.

En revanche, cette carte ne tient pas compte des services qui sont invités à participer tous les ans aux groupes focaux notamment au groupe focal sanitaire, à savoir : le CSAPA Baudelaire de Thionville, la Maison des Addictions de Metz, le Centre Edison de Metz, l'Espace Ressources de Thionville, le Centre de Soins des Dépendances de Lorquin ainsi que le CAARUD mobile « La voie », actif depuis 2019 dans le département de la Meuse.

Figure 1 Carte de l'implantation du réseau des informateurs régionaux



Source : Yvon Schleret, rapport TREND 2014

En complément et pour répondre aux exigences méthodologiques du dispositif TREND, trois groupes focaux ont été organisés en étroite collaboration avec le Pôle Sécurité Intérieure de la Préfecture de la Moselle et se sont tenus dans les locaux de la Préfecture :

- Le groupe focal « sanitaire » a réuni 10 professionnels : psychologue, médecin, éducateur, chef de service, intervenant en CHRS, Elsa, CSAPA, équipe mobile, CAARUD mobile et CEIP ;
- Le groupe « Application de la loi » a réuni 18 professionnels des services de la Brigade de prévention de la délinquance juvénile de Nancy, des brigades de Gendarmerie des Vosges, de la Meuse, de la Moselle et de la Meurthe et Moselle, du Tribunal de Metz, des douanes de Nancy, des sous-préfectures de Thionville, Boulay et Forbach, de la Direction Zonale de la Police aux Frontières, des Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) de Metz, de la Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de Moselle, de la Préfecture de la Moselle, de la direction départementale de la sécurité publique de Moselle.

- Le groupe focal « social » a réuni cinq professionnels, chefs de service et éducateurs spécialisés intervenants dans des équipes de prévention spécialisées sur les territoires de Forbach, Thionville, Fameck, Uckange et Metz.

Remerciements

Nous tenons à remercier ici l'ensemble des acteurs ayant participé à la production de ce rapport, pour leur contribution directe aux informations et analyses qui y sont développées :

- Les usagers en premier lieu, pour leur contribution à la production de notes d'observations dans les différents milieux investigués, qu'ils soient très sincèrement remerciés.
- Les responsables d'observations
 - Angélique Kummerer (espace festif électro commercial)
 - Aurélien de Marne (espace festif électro alternatif)
 - Thibaut Brück (espace festif généraliste)
 - Florian Muratori (espace urbain)
- Les informateurs des CSAPA et CAARUD régionaux :
 - CAARUD « l'Échange » - NANCY
 - CSAPA/ CAARUD « la Croisée »-AVSEA- Epinal
 - CAARUD / CSAPA-CMSEA antenne de Forbach
 - CAARUD / CSAPA-CMSEA antenne de Sarrebourg/Sarreguemines
 - CAARUD / CSAPA-CMSEA Metz
 - CAARUD mobile Thionville, AIDES Lorraine
 - AIDES Lorraine, CAARUD 54
 - CSAPA du Pays Haut-Briey
 - CSAPA/CPN Nancy
- Madame la Cheffe du pôle Sécurité Intérieure, Préfecture de Moselle pour son précieux soutien et sa disponibilité pour la mise en œuvre des groupes focaux
- Les professionnels ayant participé au groupe focal « sanitaire », représentant les services suivants :
 - CSAPA Baudelaire Thionville
 - CEIP Nancy
 - Equipe Mobile AIEM Metz
 - CSAPA du Pays Haut-Briey
 - CAARUD mobile 55
 - Centre Hospitalier Spécialisé de Jury
 - Armée du Salut Metz
 - CSAPA/CAARUD Metz-CMSEA
 - Pôle Sécurité Intérieure, préfecture de la Moselle
- Les professionnels ayant participé au groupe focal « Social », représentant les services suivants :
 - Equipe de Prévention Spécialisé, CMSEA Forbach
 - Equipe de Prévention Spécialisé, APSIS-Emergence Thionville
 - Equipe de Prévention Spécialisé, APSIS-Emergence Uckange
 - Equipe de Prévention Spécialisé, APSIS-Emergence Metz
 - Equipe de Prévention Spécialisé, AISF Fameck
- Les professionnels ayant participé au groupe focal « Application de la loi », représentant les services suivants :

- Brigade de Prévention de la Jeunesse, Meurthe et Moselle
 - Gendarmerie de Meurthe et Moselle
 - Gendarmerie des Vosges
 - Gendarmerie de Moselle
 - Gendarmerie de la Meuse
 - Tribunal de Metz
 - Sous-Préfecture de Thionville
 - Douanes de Lorraine
 - Service de Probation et Insertion Pénitentiaire de Metz
 - Service de la Politique de la Ville de Forbach
 - Police judiciaire de Metz
 - Direction Départementale de la Sécurité Publique de la Moselle à Metz
 - Direction zonale de la police aux frontières à Metz
 - Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse
 - Préfecture de Moselle
- L'Agence Régionale de Santé Grand Est pour son soutien financier au dispositif régional
 - L'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) et l'équipe de la coordination nationale TREND pour son soutien et en particulier Julien Morel d'Arleux, Directeur, Fabrice Guilbaud, Clément Gérôme, Michel Gandilhon, Maitena Milhet, Carine Mutatayi et Caroline Protais.

Approche transversale : espaces, usages et populations observées

Spécificités de la région lorraine

Bien que la fusion des anciennes régions Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine, ait donné naissance en 2015 à l'actuel *Grand Est*, les données recueillies dans le cadre de TREND suivent les contours géographiques de l'ancienne Lorraine et s'intéressent tout particulièrement aux quatre départements qui la composent : Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse et Vosges.

Avec 2,316 millions d'habitants en 2019¹, la Lorraine enregistre une baisse constante de sa population depuis 2008 qui s'explique par une baisse des naissances, une augmentation des décès (liée au vieillissement de la population) et peu de nouvelles installations génératrices d'emplois. La Lorraine perd ainsi 8 500 habitants entre 2018 et 2019. Plus précisément, la population a décliné dans certaines communes, c'est notamment le cas de Metz (-1461 habitants), Nancy (-306) ou encore Verdun (-438) alors que qu'elle a augmenté dans d'autres, comme Thionville (+115), Epinal (+182) ou alors Toul (+125). Avec ses 23 547 km² de superficie, la Lorraine s'étend ainsi sur 2 339 communes. Le territoire s'articule autour d'un « sillon mosellan » (axe Thionville-Metz-Nancy-Epinal) où se concentre une dynamique économique et démographique autour des principaux pôles urbains (Metz et Nancy), des bassins ruraux avec une activité agricole soutenue et des bassins industriels, souvent en restructuration.

Si la baisse de sa population est une réalité, l'ancienne région Lorraine n'en reste pas moins attractive et notamment grâce à sa situation géographique à la frontière de la Belgique, de l'Allemagne et du Luxembourg. L'interdépendance entre le Luxembourg et le Nord de la Lorraine est toujours plus forte et le Grand-Duché attire de plus en plus de nouveaux travailleurs français leur offrant un niveau de vie nettement supérieur au reste du territoire. Cependant, dans la perspective de maintenir un niveau de vie confortable, ces travailleurs frontaliers font le choix de traverser tous les jours la frontière pour travailler tout en conservant leur lieu d'habitation en France :

« Répartis dans 903 communes lorraines, les quelques 104 000 frontaliers vivant en France se retrouvent majoritairement dans les principales agglomérations du sillon mosellan. Thionville en tête. Avec 8140 frontaliers officiellement recensés au premier trimestre 2019, la commune enregistre une progression de 35 % de cette partie de la population au cours de la décennie écoulée. Si Metz et, dans une moindre mesure, Longwy et Villerupt ont également vu leur population de frontaliers croître entre 2009 et 2019, l'attrait pour les communes rurales reste également vivace. 25 % des salariés du Grand-Duché vivant en France ont ainsi fait le choix de vivre dans des zones plus éloignées des grands axes de circulation, dans des villages où le nombre de frontaliers ne dépassent pas les 250 » (« Où résident exactement les frontaliers du Luxembourg ? » (Luxembourg Wort, Jean-Michel Hennebert et Mariella de Crouy Chanel, le 24/09/2019, <https://www.wort.lu/fr/luxembourg/o-resident-exactement-les-frontaliers-du-luxembourg>).

Globalement, le Luxembourg attire des actifs plus diplômés. Ils exercent dans le secteur du tertiaire, en particulier dans les activités liées à la banque et à la finance. En Allemagne, les actifs frontaliers sont souvent ouvriers ou relèvent du secteur industriel alors que la Belgique recrute plutôt dans les secteurs de la santé et de l'action sociale. Le recrutement des travailleurs frontaliers luxembourgeois suit une courbe ascendante entre 1999 et 2015 ce qui n'est toutefois pas le cas des actifs employés en Allemagne dont le nombre tend à baisser, notamment en Sarre². Cette particularité frontalière

¹ Les évolutions démographiques du territoire lorrain figurants dans cette partie sont issues des données de l'INSEE parues en décembre 2019 : <https://www.insee.fr/fr/information/1303542>

² Insee Analyses, *Grand Est*, N°97, juin 2019, <https://oref.grandest.fr/sites/default/files/documents/ea-et-insee-frontaliers>

présente un intérêt pour l'observation dans le cadre du dispositif TREND au regard de l'accessibilité des produits, corrélée aux différents aspects suivants :

- Un pouvoir d'achat plus élevé pour les français salariés au Luxembourg, leur offrant de larges possibilités financières de fréquenter assidûment discothèques et lieux de fête :

« Le thionvillois, par rapport au reste de la région, est le seul arrondissement qui gagne de la population, les autres sont stables ou en baisse. Nous on gagne et on gagne surtout une population qui a un fort pouvoir d'achat parce qu'il y a beaucoup de transfrontaliers et on sait que leur pouvoir d'achat moyen est de 100 000 € (revenu annuel) par rapport au 24000 € du reste de l'arrondissement. On a une grande différence ce qui peut aussi favoriser la circulation de produits plus chers parce que de toute façon, ils ont les moyens de les payer » (GF Application de la loi).

- Des échanges fréquents et soutenus entre l'Est mosellan et la région sarroise. De nombreux mosellans traversent la frontière pour répondre à des obligations professionnelles, ils perçoivent souvent des salaires supérieurs à ceux appliqués en France. Les lieux de détente (restaurants, bars, discothèques, salle de jeux et cabarets) attirent également de nombreux français non seulement pour les prix moins élevés mais également parce que le retour chez soi est simplifié par la présence de nombreux taxis peu onéreux :

« On peut faire Forbach-Sarrebruck pour 10 € grand maximum avec un taxi » (une habitante de Forbach)

- Les prix des carburants, du tabac et des alcools en Belgique, au Luxembourg et en Allemagne inférieurs à ceux appliqués en France :

« On sait que le litre d'essence est à 1,08 € et les cigarettes sont moins chères et des cigarettes on en ramasse des kilos et des kilos » (GF Application de la loi, Représentant les douanes)

Destinés à la consommation personnelle, au troc, à l'échange et quelques fois à la revente au marché noir, tabac et alcool sont des motifs qui justifient et motivent de nombreux échanges entre les pays, principalement avec le Luxembourg, particulièrement concurrentiel pour le tabac, comme l'illustre le tableau suivant qui compare le prix de la cartouche de Camel® filtre et celui d'une bouteille d'un litre de whisky :

Tableau 1. Comparatif du prix du tabac et de l'alcool (sur un exemple) entre les pays frontaliers à la Lorraine

2019	Luxembourg	Belgique	Allemagne	France
Camel				
La cartouche de 100 cigarettes	41 €	63 €	64 €	98 €
Whisky				
Jack Daniel (1L)	24,50 €	42,95 €	37,13 €	26,90 €

Source : Ces prix ont été directement relevés dans des commerces frontaliers, entre mars et mai 2019 : dans une station-service de la ville de Schengen pour le Luxembourg, un supermarché alimentaire pour la Ville de Florenville en Belgique et à Sarrebruck, dans un supermarché alimentaire, pour l'Allemagne.

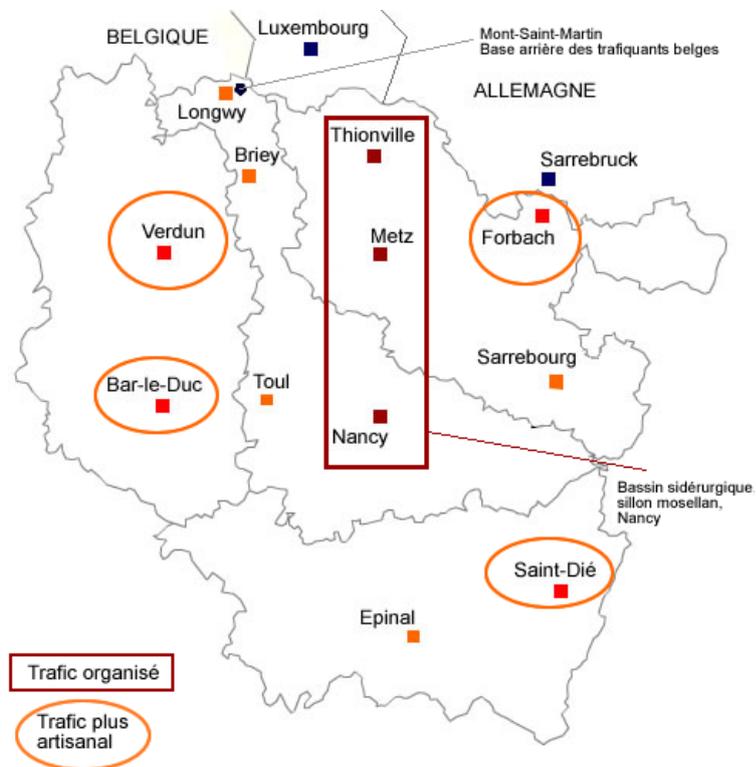
Par ailleurs, dans les rues de Sarrebruck, des trafics s'organisent depuis de nombreuses années

notamment autour du Subutex® et concernant des usagers français comme allemands :

« Le Subutex® est très recherché en Allemagne depuis toujours. Regardez, en France au marché noir il se vend en gros 5 € le comprimé alors qu'en Allemagne on le trouve à 20 balles. Il est plus difficile de se faire prescrire du Subutex® en Allemagne qu'en France, c'est ça qui fait la grosse différence et il est très recherché par les réseaux russes et albanais » (Usager revendeur de 36 ans, vit en logement autonome à 10 km de la frontière allemande).

- Une situation géographique qui place le territoire lorrain à un carrefour majeur du trafic d'héroïne, de cocaïne et de cannabis, au croisement des autoroutes qui traversent les Pays Bas, la Belgique et le Luxembourg de celles qui rejoignent le Sud de la France, l'Italie et l'Espagne, l'Île de France à l'ouest et l'Allemagne à l'est. La carte ci-dessous schématise l'axe reliant Thionville à Nancy en passant par l'ancien bassin sidérurgique et la ville de Metz, secteur qui concentre la plus grande part du trafic organisé local. Cet axe a une ramification vers Longwy et plus particulièrement Mont-Saint-Martin, ville frontalière avec la Belgique et le Luxembourg qui constitue une porte d'entrée des stupéfiants en provenance des Pays-Bas. Mont-Saint-Martin est souvent présenté par la police comme « la base arrière » de trafiquants wallons. La demande en produits stupéfiants caractéristique d'une zone de forte densité urbaine et la proximité des Pays-Bas constituent des facteurs propices au développement des petits trafics plus individuels et artisanaux. Les zones problématiques, hormis l'axe Thionville-Nancy, se situent autour de Verdun et de Bar-le-Duc en Meuse, de Forbach en Moselle et de Saint-Dié dans les Vosges. Le département des Vosges est lui aussi fortement impacté par le trafic de stupéfiants. C'est une zone de transit avec des axes majeurs : l'A31 qui dessert Dijon, Nancy et Metz et la RN 57 qui dessert Mulhouse, Vesoul, Nancy et Metz.

Figure 2. Carte de synthèse des principaux lieux de trafic de drogues en Lorraine



Source : Schleret, all 2015

Au-delà de ces spécificités régionales, la région Grand Est se démarque du reste de la France par une surconsommation de tabac chez les femmes et une surmortalité générale liée au tabac, une prise en

charge conséquente des problématiques impliquant l'alcool, un niveau d'usage de cannabis plutôt inférieur au reste de la France métropolitaine et une consommation conséquente d'héroïne³.

Les usagers des CSAPA et CAARUD en Grand-Est se caractérisent par leur degré de poly usage et se démarquent par des consommations plus importantes d'opiacés. Il s'agit notamment d'héroïne mais aussi de buprénorphine haut dosage (BHD) et de méthadone. Les ventes de Subutex® sont deux fois supérieures à celles enregistrées au niveau national, à population égale. L'estimation du nombre de patients traités par méthadone indique également une surreprésentation de ces patients dans le Grand-Est comparée au reste du territoire.

Les usagers des CAARUD du Grand-Est sont, à l'inverse, moins consommateurs de stimulants, notamment de cocaïne basée (22 % en ont consommé contre 32 % au plan national).

La mortalité qui découle de ces consommations de drogues illicites est particulièrement importante au regard de la situation métropolitaine : les surdoses mortelles ont atteint depuis une petite dizaine d'années des niveaux jusqu'à 2 fois plus élevés dans le Grand-Est qu'au niveau national.

Etat du trafic de stupéfiants en France (OFDT, 2019)

« L'herbe de cannabis est la seule substance illicite dont on observe la production en France. Alors que la culture d'herbe était majoritairement en métropole le fait de petits cultivateurs autosuffisants, la situation a commencé à changer, à partir des années 2000, avec l'apparition de cannabis *factories* tenues par le crime organisé et l'investissement de particuliers dans la culture commerciale.

La France, compte tenu de sa position géographique au cœur de l'Europe occidentale, est une zone de transit pour les principales substances illicites (cannabis, cocaïne, héroïne, drogues de synthèse) produites dans le monde. Elle l'est aussi par ses départements d'outre-mer situés sur le continent américain (Guadeloupe, Martinique et Guyane) à proximité des grandes zones de production et de transit de la cocaïne (Colombie, Venezuela).

La résine de cannabis consommée en France provient du Maroc, le plus souvent via l'Espagne, tandis que l'herbe de cannabis est importée principalement d'Espagne, des Pays-Bas et de Belgique.

La cocaïne consommée en France est produite essentiellement en Colombie. Elle transite, par la voie maritime, au sud par l'Espagne (Algesiras) et au nord par les Pays-Bas (Rotterdam), la Belgique (Anvers) et dans une moindre mesure l'Allemagne (Hambourg). Depuis quelques années, la cocaïne transitant par le Venezuela puis les Antilles françaises pénètre sur le continent européen par le port du Havre. Le trafic de « mules » empruntant la voie aérienne entre la Guyane et la métropole est aussi en forte augmentation.

L'héroïne consommée en France provient majoritairement d'Afghanistan (héroïne brune) et transite via la route des Balkans (Turquie, Grèce, Albanie). Les Pays-Bas, devant la Belgique, sont la plateforme principale où les trafiquants français s'approvisionnent.

Les drogues de synthèse (MDMA/ecstasy, amphétamines) consommées en France proviennent également principalement des Pays-Bas »⁴

³ Addictions en Grand-Est- Consommations de substances psychoactives et offre médicosociale, OFDT, 2017.

⁴ OFDT, Rapport national à l'EMCDDA, 2019 : <https://www.ofdt.fr/index.php?cid=182>.

Organisation du trafic en région lorraine

Le trafic de cité et son organisation pyramidale

Certains quartiers lorrains sont réputés depuis de nombreuses années pour le trafic de drogues illicites. Aujourd'hui, bien que cette notoriété soit encore vivace, il est nécessaire de rappeler que le marché des drogues a subi de profondes transformations : diversification des produits, transformation des réseaux de vente et renouvellement des acteurs. Par ailleurs, l'évolution du marché des drogues sur des quartiers comme Borny à Metz ou le Haut du Lièvre à Nancy relève aussi de facteurs locaux et notamment la transformation de la morphologie de ces quartiers sous l'effet de politiques de rénovation urbaine. La démolition de barres de logements par exemple, a contraint certains dealers à trouver d'autres points de vente. Le trafic a gagné en discrétion dans les cités lorraines mais son organisation pyramidale persiste toujours.

Contraints ou forcés, les habitants de certains quartiers participent de près ou de loin à une organisation particulièrement efficace du trafic. Qu'il s'agisse de laisser sa porte d'entrée ouverte pour faciliter la fuite d'un vendeur lors d'une descente de policiers, d'accepter un dédommagement pour des nuisances ou pour le prêt de son appartement le temps d'une grosse transaction, ces arrangements font partis du quotidien :

« Le gars du 4ème qui touche 500 balles de RSA, qui a 50 piges, il ne touche pas beaucoup, peut-être 100 € par semaine mais il touche, les petits jeunes en bas qui sont en train de charbonner, ils touchent aussi, un petit « chouf », il peut avoir entre 50 et 100 € par jour. En fait, tout le monde mange ce qui fait que la cité se tait. En fait malgré les désagréments, c'est pénible pour les gens de voir des gens rentrer et sortir comme ça, le bruit et tout ça, donc tout le monde prend son petit billet...Oui et on arrose. Moi j'étais gentil avec les voisins... alors ceux qui ne savent pas, on est gentils avec eux et ceux qui savent, ils ramassent un billet pour fermer les yeux et après les gens, ils vivent avec 500 € par mois, quand le gars il en ramasse plus que son RSA, il se dit pourquoi pas ! Et puis il faut bien se dire que là où il y a du deal, il y a des emmerdements parce qu'on ne peut pas se permettre d'avoir les flics. Plus c'est calme, mieux c'est » (Usager-revendeur de 36 ans, habite dans une cité depuis ses 5 ans, en couple).

En bas de l'échelle de cette organisation, les « choufs » (guetteurs) ont un rôle essentiel de surveillance :

« Donc en gros, chouf ça consiste à des heures précises, à être posté à certains endroits. En fait, t'es assis sur une chaise et tu attends et dès qu'on voyait un truc suspect, une voiture qu'on ne connaissait pas... nous on avait un calepin où tout était noté : les plaques d'immatriculation des voitures de la BAC, des flics, des douanes etc., leur couleur, leur marque et dès qu'on en voyait une on signalait par talkies-walkies (jugés plus rapides d'utilisation que les téléphones). On signalait aussi toutes les voitures qu'on ne connaissait pas. Certains jours quand les livraisons arrivent, on doit être encore plus vigilants donc là, on signale tout et le gérant fait le tri » (Ce jeune homme de 21 ans gère un petit réseau de vente de cannabis dans une cité lorraine. Devenu gérant après avoir fait ses preuves en tant que chouf, il vit chez ses parents et a quitté l'école à 16 ans).

Ils sont rémunérés de 40 à 60 €/jour, souvent à la fin de chaque soirée, à heure précise pour certains.

Tous les choufs n'accèdent pas au statut de gérant. Les moins chanceux se font interpellés ou ont manqué à leurs responsabilités et dans ce cas, sont exclus. Certaines de ces exclusions se soldent même par une mise à l'écart de la famille toute entière, contrainte à déménager. C'est notamment le cas d'une situation rapportée par un éducateur de la PJJ. Il s'agissait d'un jeune garçon de 15 ans, L., il avait pour mission de signaler tout mouvement suspect dans sa zone de trafic. Il n'a pas été

suffisamment rapide et les forces de l'ordre l'ont interpellé ainsi que deux autres garçons de 22 et 24 ans. Dans les jours suivants, les parents de L. subissaient des menaces, réitérées à plusieurs reprises qui les ont contraints à quitter la région, ils vivent depuis 6 mois dans le Sud de la France :

« Chose plus étonnante encore, ils sont allés voir ses parents en leur disant qu'ils n'étaient plus les bienvenus sur le quartier, qu'ils feraient mieux de déménager, que la ville n'était plus faite pour eux et que leur place était ailleurs » (Propos recueillis auprès d'un éducateur de la PJJ).

Les repréailles de ce type restent peu nombreuses mais les passages à tabac et menaces sont fréquents.

C'est après de nombreux efforts et un réel investissement dans son activité que le chouf devient gérant :

« En gros, c'était milieu/fin de 4ème, ils ont bien vu que j'étais réglo, je faisais mon boulot sérieusement, j'étais toujours là, à l'heure, je ne rechignais pas au taf et j'étais super bien organisé. Pour moi, c'est le plus important, il faut être organisé... plus organisé que les flics, toujours plus...quitte à être trop organisé, il fallait l'être toujours plus et toujours mieux que les flics. C'est simple, plus tu es organisé, plus tu montes vite, en tout cas, sur ce terrain-là, ça fonctionnait comme ça... Moi j'en avais marre de me faire 50 balles, je voulais toujours plus... le truc c'est que tu commences à rentrer dedans... si tu veux c'est comme quand on commence à boire, au début c'est un peu barbant et tu continues, tu continues et au bout d'un moment, tu n'arrives plus à t'arrêter. C'est à peu près ça, tu vois que t'as des tunes et des tunes et plus t'en as, plus t'en veux et surtout, on a des tunes comme ça, ce n'est pas mis sur un compte bancaire, c'est du cash... on a 1300/1500 balles en main. Le gérant est celui qui tient le trafic sur son territoire, il va chercher ce qu'il faut, c'est le roi du quartier »

(Ce jeune homme de 21 ans gère un petit réseau de vente de cannabis dans une cité lorraine. Devenu gérant après avoir fait ses preuves en tant que chouf, il vit chez ses parents et a quitté l'école à 16 ans).

Même si des dispositifs de prévention de la délinquance, de renforcement de la sécurité urbaine pour endiguer les trafics existent, force est de constater qu'ils ne font souvent que déplacer le problème :

« Dans les communes où il y a une ZSP (Zone de Sécurité Prioritaire), on voit des choses évoluer. Dans une ZSP on investit des moyens, il y a plus de patrouilles et donc forcément les petits choufs des quartiers vont aller ailleurs mais vous savez, on ne supprime pas de réseaux, si on en arrête un, un autre prendra rapidement sa place... » (GF application de la loi, Représentant de la Gendarmerie).

Trafic de cité entre visibilité et discrétion

Le trafic dans les cités n'a pas subi de grands bouleversements en 2019 et ce, même en considérant la modification de la morphologie de ces quartiers, sous l'influence de la poursuite des plans de rénovation urbaine (destruction de bâtiments, aménagements d'espaces verts, désenclavement avec la création de zones franches, etc.). Le marché des drogues gagne en visibilité dans certaines cités avec des vendeurs inscrits dans les trafics depuis quelques années déjà. Ils ont acquis une certaine notoriété et sont reconnus par leurs pairs pour tenir une place importante dans l'organisation locale. Ils n'hésitent pas à faire commerce ouvertement. Ils sont repérés dans l'espace public par les éducateurs comme par la gendarmerie :

« Des jeunes de 26/27 ans aujourd'hui, ils tiennent le marché de cannabis et de cocaïne, ils consomment ouvertement et vendent comme ça dans la rue, avec les tables et les chaises sorties et ils sont installés tranquillement » (GF Social, éducateur spécialisé)

« En pleine cité, il (un vendeur) vendait tranquillement et faisait sa journée alors pas trop tôt le matin parce qu'il fallait dormir un peu mais en journée, de 11h à 19h, il était là. (GF Social, éducateur PJJ)

Il y a eu aussi une autre histoire où des dealers s'étaient installés devant un centre social et la personne de ce centre a exercé son droit de retrait. En fait, ils (les constructeurs) avaient détruit un immeuble qui servait au deal et du coup, les dealers se sont repliés devant le centre social » (GF Application de la loi, représentant la sécurité publique).

Après des années d'utilisation intensive du téléphone portable dans le commerce de stupéfiants, les représentants de la Police Nationale constatent une tendance à la baisse de son utilisation, notamment dans les cités de Metz, Nancy et Forbach. Ce repli s'expliquerait par la crainte de la confiscation des téléphones portables avec pour conséquence, la convocation systématique au poste de police, des personnes figurant sur les répertoires. Désormais, afin de gagner en discrétion, de nouvelles formes de *drive* apparaissent dans ces cités reposant sur le bouche-à-oreille pour l'information sur la disponibilité et l'accessibilité des produits :

« Ce que j'appelle le drive c'est qu'il n'y a plus de téléphone, il n'y a plus de contact téléphonique au préalable. Les gens savent qu'en venant de telle heure ou à telle heure, ils trouveront des rabatteurs pour leur indiquer où il faut aller pour se fournir » (GF Application de la loi, représentant la police nationale)

Des stratégies de contournement des services de répression perdurent dans un environnement en mouvement avec des vendeurs qui s'adaptent à la réalité évolutive de ces lieux de commerce ainsi qu'à la fluctuation du marché. Des éducateurs décrivent également la capacité d'invisibilisation déployée par des vendeurs qui recherchent la discrétion et adaptent leur façon de vivre à leurs activités illégales.

« Ils (les dealers) s'adaptent à nos habitudes. C'est à dire qu'à Metz par exemple, on a la BAC⁵ et la BCI qui travaillent l'après-midi donc le drive est ouvert le matin, ils ont cette faculté de très vite s'adapter au moindre changement. On trouvera des rabatteurs qui indiquent dans quelle entrée il faut aller pour trouver tel ou tel produit et les entrées changent régulièrement ce qui n'est pas facile pour nous » (GF Application de la loi, représentant la police nationale)

« Il y a un grand, il a 24 ans, il a tout compris. Il ne paye pas de mine, il habite chez ses parents, il ne s'amuse pas à louer de voiture, il fait tout à pieds, il a une vieille camionnette et se fond dans la masse, je crois même qu'il touche le RSA et il ne s'est jamais fait chopper » (GF Social, éducateur spécialisé)

Généralement, ce sont les vendeurs qui sont soumis le plus souvent à des contrôles mais des éducateurs spécialisés ont constaté un nombre croissant d'interpellations policières visant des clients :

« Nous ce qu'on remarque depuis quelques mois c'est que les flics contrôlent les acheteurs et ça c'est nouveau. Avant ça ne se voyait jamais. Maintenant, ils arrêtent ceux qui achètent, ils

⁵ Brigade anticriminalité (BAC) ; Groupe d'intervention régional (GIR).

se font tester et comme ils sont positifs au volant, le permis saute. Le but du jeu en fait c'est de tuer la clientèle, c'est de dissuader les acheteurs » (GF Social, éducateur spécialisé)

Des producteurs de cannabis repérés par les Forces de l'Ordre

La production de cannabis n'est pas un phénomène nouveau. De nombreux usagers cultivent quelques plants dans leur appartement de manière à alléger le plus possible les coûts liés à leur consommation ou pour consommer un produit qu'ils jugent plus naturel. Ils vont ainsi répondre à leurs besoins personnels et dépanner l'une ou l'autre de leurs connaissances en cas de rupture de stock. Certains aménagent un grenier, une cave ou seulement un placard, les équipent de lampes et de tout le matériel nécessaire. Ils envisagent d'écouler leur production parmi les quelques usagers de leur entourage proche et ne cherchent pas à réaliser de grands bénéfices. D'autres visent à établir des cultures plus importantes dans des endroits souvent inutilisés :

« Le Vosgien qui cultive son cannabis et quelques fois à grande échelle puisqu'il va utiliser des bâtiments désaffectés, que l'on trouve dans des corps de ferme, il va donc, à grande échelle, cultiver du cannabis pour pouvoir le revendre. La vente est organisée sur le territoire, ça ne sort pas du territoire lorrain mais surtout sur le département des Vosges » (GF Application de la loi)

En parallèle, 2019 connaît une augmentation des productions de grande taille. Les saisies de pieds de cannabis sont passées de 474 en 2018 à 731 en 2019, pour la zone d'intervention de la gendarmerie (données chiffrées des saisies). Un phénomène à suivre plus particulièrement est une forme de production « industrialisée » de cannabis identifiée dans des territoires situés de part et d'autre de la frontière franco-belge. Selon, les forces de l'ordre, cette configuration suggère la structuration émergente d'un trafic de plus grande envergure avec un potentiel ancrage dans le crime organisé international.

« Le phénomène nouveau par contre c'est un constat de plantations industrielles de cannabis des deux côtés de la frontière franco-belge. Il y a quelques semaines, on est intervenu avec le commissariat du Val de Briey pour saisir 4 400 pieds de cannabis sur trois bâtiments et il y avait eu des saisies similaires de l'autre côté de la frontière. Alors là on n'est plus sur des profils de dealers mais de producteurs et pour le moment c'est encore difficile à dire mais on pense que c'est à visée internationale. On sait que ça ne va pas servir qu'au marché local, du côté belge on pense à des réseaux albanais et je pense qu'on aura les mêmes constats en France » (GF Application de la loi, représentant les douanes)

Bien qu'on ne dispose pas encore du recul suffisant pour pouvoir parler de phénomène émergent lié à la culture de cannabis sur le territoire lorrain, cette production a permis de maintenir une offre conséquente.

Adaptation à la clientèle et logiques commerciales

Si les vendeurs de cité poursuivent leur activité commerciale sur place en s'adaptant toujours davantage à leur environnement, ils livrent également leurs produits dans des territoires ruraux, c'est notamment le cas de petites villes où certains vendeurs livrent leurs clients à leur domicile (ou dans des appartements prêtés pour l'occasion) :

« On a eu à faire à des dealers de Metz qui partaient en tournée à partir de 14h, dans un véhicule avec du produit et ils allaient livrer des petites communes et ça se finissait le soir à minuit voire 2h du mat, ils étaient en livraison à domicile » (GF Application de la loi, représentant la gendarmerie)

Des regroupements d'achat sont également repérés en zone rurale, les produits sont ainsi livrés à des points de rendez-vous ou, dans de rares cas, directement chez le consommateur :

« Ce qu'on remarque c'est des consommateurs qui se regroupent et prennent une quantité de produits assez importante pour que quelqu'un du quartier de Metz se déplace et fasse les 60 bornes pour vendre son produit et la transaction se fait souvent dehors dans un endroit planqué, un parking, un truc comme ça même si c'est déjà arrivé que des transactions se fassent directement chez les usagers, ils n'aiment pas trop parce qu'ils ne veulent pas que les vendeurs sachent où ils habitent » (GF Sanitaire, éducateur spécialisé)

Les modalités de trafic sont variables et s'adaptent toujours un peu plus à la clientèle visée, qu'elle soit précaire, de milieux sociaux plus favorisés ou encore issue de territoires ruraux. Ainsi, selon les cas de figures, les produits sont accessibles dans les rues, directement livrés chez le client ou encore disponibles sur les lieux de consommation comme c'est le cas en espace festif.

Le marché de rue se développe essentiellement dans les villes et plus particulièrement dans certains parkings, autour des automates/distributeurs de matériel (TOTEM) ou encore sur certaines places voire les escaliers d'une église. Il concerne l'héroïne, bien que de façon très discrète et les médicaments, notamment le Subutex®, le Séresta®, le Valium® et la méthadone. Ces substances sont souvent échangées, vendues ou troquées par des usagers en situation de précarité. Usagers-revendeurs, ils financent fréquemment l'achat de produits en revendant une partie des traitements qui leur ont été prescrits.

Le cannabis est également l'objet d'un marché de rue, accessible dans les centres-villes de Nancy, Thionville, Metz ou encore Epinal ainsi que dans les quartiers périphériques où il est possible d'en acheter au détail ou en plus grosse quantité (par dizaine de grammes).

Le cannabis peut également se vendre à domicile. Observé depuis 2014/2015, ce phénomène s'étend encore. Lorsque vendeur et client se connaissent bien, les transactions peuvent se dérouler au domicile du vendeur mais la plupart du temps c'est le client qui reçoit le vendeur chez lui. Dans ce contexte, il peut se tisser des relations entre eux qui vont au-delà de la simple relation commerciale :

« Et puis tu sais pour le cannabis par exemple, c'est souvent des gens qu'on connaît bien qui vendent, des potes quoi. Ils viennent chez nous et on a d'autres relations avec eux que la simple vente de shit » (un usager de 24 ans, intérimaire dans le bâtiment, en logement autonome depuis 2 ans)

Les mêmes logiques de rentabilité et de discrétion s'opèrent dans la vente de l'héroïne dans l'espace public. Les transactions se déroulent dans des endroits à l'abri des caméras et des regards. Le lieu du rendez-vous ainsi que l'heure sont souvent fixés au préalable, par téléphone (de vive voix ou par SMS), le plus souvent par le vendeur et les transactions se font rapidement pour s'exposer le moins possible aux risques d'interpellation. C'est notamment le cas de transactions observées d'une part dans certains parkings souterrains de Nancy et de Metz par des éducateurs en maraude et d'autre part, par des usagers qui s'approvisionnent de cette manière et décrivent la rapidité des opérations :

« C'est ultra rapide, tu sais où aller et qui va te fournir alors dès fois mon vendeur, je le croise en ville et dès fois on s'arrête dans un coin de la fac, près de l'Esplanade ou dans un parc, c'est moins risqué et ça reste discret » (un usager de 34 ans, hébergé en CHRS depuis 6 mois)

Quasiment inexistante du marché de rue en Lorraine, la cocaïne se vend principalement par livraison au domicile du client ou, de façon plus exceptionnelle, sur le lieu de sa consommation (certains bars et discothèques). Il est possible de trouver de la cocaïne à la vente dans les quartiers périphériques des grandes villes mais son commerce reste très discret et les clients souvent cooptés.

Des revendeurs d'ecstasy, peu nombreux, sont repérés aux abords de certains bars et discothèques des grandes villes de la région. Certains de ces vendeurs sont susceptibles de fournir leurs clients en cannabis et plus rarement en cocaïne. D'après nos informateurs et certains usagers, la MDMA se

vend principalement sous forme de comprimés.

Selon une logique commerciale, les quantités s'adaptent toujours plus à la demande de la clientèle. Le fractionnement de la vente de la cocaïne par exemple que l'on observe depuis quelques années est une logique qui gagne peu à peu le marché de l'héroïne. Il est désormais possible d'acheter une dose d'héroïne à 10 € voire à 5 €.

Les transactions à domicile et les modalités de trafic en 2019

Les livraisons à domicile sont toujours observées en 2019, elles n'ont cessé de gagner en visibilité depuis 2015. Au domicile du client :

« Mon dealer vient régulièrement, il sait ce que je prends, il passe une fois par semaine et si je veux plus, je l'appelle et il vient »⁶

Et quelques fois au domicile du vendeur :

« Je passe chez mon vendeur quand je veux, c'est moi qui décide, après c'est un pote aussi, je le connais »⁷.

Les transactions à domicile s'opèrent fréquemment entre deux personnes qui se connaissent, entre lesquelles s'est tissée une relation de confiance voire de fidélité. Dans l'espace public, les lieux de rendez-vous pour les transactions (parking d'hyper marchés, souterrains, entrées d'immeubles, etc.) sont souvent choisis par le vendeur, il donne l'information à son client par sms :

« Je reçois un message pour me prévenir du lieu de rendez-vous, ça change tout le temps »⁸.

Ainsi, les ventes par téléphone portable progressent de façon importante et leurs modalités évoluent. Des professionnels de la PJJ ont par ailleurs, fait remonter des informations concernant des répertoires téléphoniques qui deviennent objets de transactions :

« On a quelque chose de tout nouveau qu'on a vu apparaître sur au moins deux situations avec le même modus operandi. On retrouve sur un des téléphones, ils en ont régulièrement plusieurs, les photos de répertoires téléphoniques de près de 200-250 noms de clients avec leurs numéros de téléphones à côté. Les deux jeunes en question qui se font chopper avaient en gros 100 grammes de coc/héro l'un et l'autre. Les flics ont donc trouvé l'argent correspondant à la vente de ces quantités et ces fameux numéros de téléphones qui apparaissent systématiquement avec des sms envoyés à la rafale en disant « j'ai de la bombe, contactez-moi » avec à chaque fois un nouveau pseudo. Ces transactions par téléphone, on s'en doutait mais maintenant on en a la preuve. Et ce qui nous inquiète c'est que le nombre de gamins dans les trafics est en constante augmentation » (éducateur de la PJJ).

Des répertoires téléphoniques sont revendus entre dealers ce qui contribue à maintenir un flux de clients important. Ils seront joignables rapidement pour des offres promotionnelles par exemple.

Parfaitement organisés, certains dealers imposent des heures d'ouverture précises et n'en dérogent pas :

« Un usager me dit hier qu'il a voulu acheter de la C, mais qu'il est arrivé trop tard, son deal était fermé. Je lui dis "comment ça, ton deal était fermé ?". Il m'explique que le gars travaille de 12h à 20h, pas plus tôt, pas plus tard et qu'il est strict sur les horaires. Ce matin, au petit déj, je demande à deux consommateurs s'ils ont déjà entendu parler de ce genre de pratique. Les deux me disent que de plus en plus de deals font comme ça. Certains ont même des

⁶ S. a 36 ans, elle est poly consommatrice d'amphétamines, de cocaïne et d'alcool. Elle vit en appartement avec sa fille de 17 ans. Elle bénéficie du RSA et d'une allocation pour adulte handicapé.

⁷ F. a 32 ans, il est consommateur d'opiacés depuis de nombreuses années, il est hébergé en CHRS et bénéficie des minimas sociaux.

⁸ T. a 28 ans, poly consommateur d'opiacés, de cocaïne et d'alcool, il vit temporairement chez un proche.

téléphones « perso » et des téléphones « pro », qu'ils allument et éteignent pendant leur activité de deal » (éducateur spécialisé en CAARUD).

Excellent négociateur, parfaitement organisé, le vendeur de stupéfiants est capable d'anticipation et de stratégies finement réfléchies pour éviter les pièges de la justice utilisant les nouvelles technologies afin de faciliter son activité. Les livraisons au domicile du client se multiplient et les livraisons à des points de vente connus du vendeur et de son acheteur sont devenues une norme.

En milieu rural, les usagers s'approvisionnent à proximité de leur lieu de vie où globalement, tous les produits sont disponibles même si leur qualité peut varier :

« Pour s'approvisionner les usagers font appel à des réseaux dans leurs villages, il y a moins de concurrence qu'en ville, les prix sont à peu près les mêmes qu'en ville : 70 € pour un gramme de cocaïne et 30 € pour un gramme d'héroïne » (éducateur, RdRD à domicile).

Les transactions se passent souvent à domicile, chez le vendeur ou le client, qui se connaissent bien souvent.

Des offres de produits diversifiées

Bien que le phénomène d'une offre *multi produits*⁹ ne soit pas nouveau, il en est observé en Lorraine depuis 2014. Il se renforce encore cette année et il devient rare que le trafic ne concerne qu'une seule substance, l'ensemble des services d'application de la loi s'accorde sur ce point :

« Les offres sont de plus en plus hétéroclites, on a à la fois tout ce qui est dérivé de cannabis et on a en même temps de la cocaïne et de l'héroïne » (GF Application de la loi, représentant des douanes)

Dans les grands pôles urbains, les marchés sont généralement tenus par plusieurs réseaux qui couvrent aussi bien les centres villes que les quartiers périphériques. Certains des vendeurs appartenant à ces réseaux se déplacent en zone rurale, de petites villes en petites villes pour livrer une clientèle éloignée des centres urbains. Dans ce contexte, ils parviennent à se faire prêter des appartements pour les besoins de leur commerce et disposent d'un panel élargi de produits qu'ils proposent à la vente :

« Ils (les dealers) squattent de 14 à 16h00 un appart à Bouzonville après de 16 à 18h00 ils sont à Boulay et le soir ils sont à Creutzwald et comme ça, ils tournent dans des appartements contre un peu de produit et ça concerne essentiellement l'héroïne et la cocaïne. Après ils vendent de tout, du shit, de l'herbe et tu peux même trouver des trucs plus rares comme la MDMA si tu le demandes à l'avance » (Usager-revendeur de 36 ans, habitant à la frontière allemande. En logement autonome, il est à la recherche d'un emploi depuis sa sortie de maison d'arrêt où il a passé 18 mois pour des faits liés à de la vente de cocaïne)

Comme les années précédentes, les réseaux de trafic couvrent le maillage territorial : les pôles urbains qui concentrent une forte densité de population, les villes secondaires mais aussi les petites villes des zones rurales, relais des villages voisins. Outre l'amplitude des réseaux régionaux d'approvisionnement, chaque vendeur est désormais capable de fournir plusieurs produits à un même client.

⁹ Une offre multiproduits se définit par la possibilité pour un acheteur d'acheter un et/ou plusieurs produits chez un même vendeur, comme par exemple de la cocaïne et du cannabis.

Des armes pour se défendre, se protéger et dissuader

En 2018, la plupart des armes repérées étaient des armes blanches (coup de poing américain, cran d'arrêt, etc.). Les armes à feu sont peu visibles sur le territoire et servent principalement à dissuader un éventuel réseau rival. En 2019, la présence d'armes de dissuasion est toujours constatée, notamment lors de déplacements pour les livraisons :

« Oui, quand il y a des grosses quantités on est armé pour faire peur, on ne se sert pas des armes, elles servent à dissuader mais quand on livre un kilo d'héro et deux de coke, on a des armes ». (Ancien vendeur de cocaïne et d'héroïne, il livrait des zones rurales, entre Nancy et l'Est de la Moselle, avant de se faire interpeller, en attente de jugement)

Certains vendeurs qui se déplacent au domicile de leur client peuvent vouloir se protéger en gardant une arme sur eux :

« Quand on livre à domicile, on ne sait jamais sur qui on tombe... Je vais jamais à domicile sans arme, c'est une règle, il faut se protéger mais je l'ai jamais utilisé, c'est juste pour faire peur Vous savez une fois, je suis arrivé chez un client, il a voulu me faire du chantage. Il a commencé à me menacer, je n'étais pas tranquille mais je savais aussi que je devais rester calme. Ce n'est pas dans des moments comme ça qu'on doit avoir peur, en tout cas, il ne faut pas le montrer ! Le jour-là, j'avais 60g de coke sur moi et le gars ne voulait plus me laisser partir, il voulait que je lui laisse ce que j'avais mais il n'avait pas les sous pour payer » (Vendeur de cocaïne et de cannabis, 23 ans en recherche de formation ou d'emploi, vit chez sa mère).

Le recours aux armes est néanmoins rare, leur présence discrète, et certains vendeurs préfèrent au contraire s'abstenir d'en porter, ils se méfient d'éventuelles répercussions devant un tribunal :

« Moi je n'ai jamais voulu d'armes chez moi pour la simple raison que les armes ça rajoute des problèmes. La dernière fois au tribunal, on m'a ajouté « association de malfaiteurs en bande organisée » alors je ne voulais pas encore rajouter des armes parce que ça fait beaucoup » (Usager-revendeur de 36 ans, habitant à la frontière allemande. En logement autonome, il est à la recherche d'un emploi depuis sa sortie de maison d'arrêt où il a passé 18 mois pour des faits liés à de la vente de cocaïne).

Ces organisations détiennent des armes dans un objectif de dissuasion, de défense et de protection. Lorsque les réseaux se déplacent pour des achats de produits vers les Pays-Bas ou la Belgique mais également lorsque les grossistes remontent d'Espagne (ce qui est nettement plus rare), la présence d'armes automatiques, de fusils de chasse ou de fusils d'assaut a tendance à devenir plus fréquente comme le remarquent les agents de la Police Judiciaire :

« Notre action vise essentiellement les grossistes et semi-grossistes avec des importations quasi totales des pays bas et la présence des armes est effectivement constante » (GF Application de la loi, représentant de la police)

Retracer l'origine de ces armes demeure difficile et l'hypothèse d'une provenance des pays de l'Est reste à confirmer. Ce qui est par contre avéré, c'est l'augmentation constante du nombre de saisies de stupéfiants permettant également de saisir des armes comme le Tribunal de Grande Instance de Metz le fait remarquer :

« Sur le Parquet, on a saisi une quarantaine d'armes en 2019. Sachant qu'il y a eu 270 gardes à vue et dans ces 270 il y a aussi des usagers, cela fait donc un ratio important et je confirme qu'il y a une facilité plus importante à se procurer des armes » (GF Application de la loi, représentant le Tribunal d'Instance de Metz)

La présence d'armes est également remarquée dans les convois de véhicules pour les achats à l'étranger mais également pour livrer en grosses quantités des semi-grossistes, dans les espaces ruraux par exemple. Ces convois sont en augmentation en 2019 et rares sont désormais les véhicules

qui se déplacent seuls. Les déplacements en convois permettent de brouiller les pistes et compliquent l'action des forces de l'ordre : dans un convoi de 3 à 4 voitures, il est plus difficile de savoir si les produits et armes sont dans la voiture ouvreuse ou dans une des suiveuses. L'augmentation du nombre de convois est à mettre en parallèle avec la baisse des quantités transportées par camion même si les enjeux sont toujours aussi importants, le transit se fait par plus petites quantités :

« Sur le fret commercial, on ne voit plus de véhicules qui transportent 5, 6 ou 7 tonnes. Aujourd'hui dans le fret commercial, on est entre 500 kg et une tonne. Il n'est pas rare d'avoir des affaires qui portent sur des dizaines de kg de drogues dures. [...] L'année dernière, on a eu une affaire de 280 000 comprimés d'ecstasy, dans un véhicule léger, ça ne s'est jamais vu, en provenance des Pays Bas à destination de Barcelone. L'offre existe bien et les tendances laissent à penser que les enjeux sont importants. Autant sur le fret commercial, on voit une segmentation des quantités transportées, autant sur les véhicules légers, les quantités sont en constante augmentation d'où le transport en convoi plus fréquent » (GF Application de la loi, représentant les douanes)

Ainsi les réseaux locaux continuent à gagner en expertise pour s'adapter à la répression. Ils changent régulièrement leur itinéraire et feuille de route lors de leurs déplacements, ils se débarrassent fréquemment de leur téléphone portable qu'ils n'utilisent qu'en cas de nécessité. Ils n'hésitent pas à louer leur voiture ouvreuse. Ce véhicule précèdera la tête du convoi sur le chemin du retour, vide de tous produits afin de s'assurer de l'absence de barrage des douanes et autres services de police. Ces stratégies sont élaborées quelles que soient les quantités transportées, même les petits volumes.

Globalisation des trafics et mobilité des acteurs

Le développement des dispositifs de vidéosurveillance dans l'espace public couplé à des conventions de participation citoyenne¹⁰, notamment pour la surveillance en milieu rural, ont progressivement modifié le fonctionnement des réseaux de trafic permettant ce faisant, une meilleure identification de leur territoire d'implantation et de leurs protagonistes. Loin de pouvoir contenir la diffusion des réseaux d'approvisionnement, les choix en matière d'action publique et de répression ont eu pour effet de les déplacer et de renforcer la mobilité des jeunes vendeurs. Cette mobilité grandissante est constatée par les éducateurs spécialisés qui interviennent dans les cités thionvilloises ou messines :

« Avant il y avait des frontières de quartiers et ces frontières aujourd'hui n'existent plus. Les jeunes voyagent partout, on peut dire que le trafic s'est globalisé »

« Ce qu'on remarque et qui est quand même flagrant au niveau du deal et des jeunes qu'on suit dans les quartiers, c'est qu'ils se déplacent et pas seulement de quartier en quartier mais de ville en ville. On le voit bien, comme on est implanté au niveau de notre association dans plusieurs quartiers et dans plusieurs villes, on reconnaît nos publics qui se déplacent et on en cause entre nous, entre collègues » (GF Social)

Cette mobilité s'inscrit également dans un contexte plus large, au-delà des frontières lorraines, des connexions et ramifications dans des villes plus éloignées sont constatées par les forces de l'ordre, Paris et Orléans par exemple :

« Des liens forts ont été constatés entre la Moselle et le Loiret notamment sur le secteur du thionvillois où on a démantelé deux réseaux de trafic de stupéfiants qui avaient des liens avec Orléans »

¹⁰ Instaurée pour la première fois en 2006, la démarche participation citoyenne consiste à sensibiliser les habitants d'une commune ou d'un quartier et à les associer à la protection de leur environnement. Mis en place dans les secteurs touchés par des cambriolages et des incivilités, ce dispositif encourage la population à adopter une attitude solidaire et vigilante ainsi qu'à informer les forces de l'ordre de tout fait particulier (<https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/>).

« On a déjà interpellé des jeunes du coin avec des jeunes de Paris dans la même voiture » (GF Application de la loi)

Bien qu'elle ne puisse être affirmée comme une généralité, la mobilité des vendeurs s'est toutefois renforcée ces dernières années, accentuée par les livraisons à domicile ou sur des lieux de rendez-vous entraînant dans le même temps des modifications des modes d'approvisionnement, notamment vers un fonctionnement de livraison en flux tendu. De petites quantités font en effet courir moins de risques au revendeur, dans le cas d'une interpellation.

Equipement urbain et circulation des produits en centre-ville

La ville de Metz est équipée depuis 2013 d'un nouveau transport en commun rapide, le Mettis. L'optimisation et l'amélioration des services de transports en commun sur la ville et son agglomération s'est avérée nécessaire et son impact se mesure au quotidien. Les habitants des quartiers dits populaires bénéficient d'un accès au centre-ville considérablement raccourci par rapport à ce qu'ils ont connu avant les travaux et on observe des effets de désenclavement de ces quartiers. À l'inverse, les habitants du centre-ville se déplacent également plus rapidement et plus discrètement vers les quartiers périphériques. La population étudiante utilise également le METTIS qui dessert les principaux sites universitaires de la ville : Campus du Saulcy, Technopôle et Bridoux dans le but de faire de Metz une ville étudiante en développant des projets culturels qui leur sont destinés.

Des vendeurs de cité empruntent également les transports en commun pour se rendre au centre-ville, ils se fondent dans la masse des autres voyageurs pour livrer leurs produits sur des lieux de rendez-vous convenus à l'avance par SMS, Snapchat ou encore WhatsApp. Certains vendeurs font la promotion de leurs produits avec leur prix, directement sur les réseaux sociaux.

Des vendeurs sont encore repérés par les nos informateurs, en centre-ville. Certains vendent un seul produit, principalement du cannabis ; ils vendent du cannabis pour assurer leur consommation personnelle et dégager une marge de profits. Ils achètent en grosse quantités à un grossiste puis remboursent une fois la marchandise écoulee. D'autres jeunes de 18/20 ans ayant une situation professionnelle, veulent dégager un supplément de revenus de leur activité illégale, la plupart consomment également le cannabis qu'ils vendent. Des usagers-revendeurs de cocaïne qui en vendent pour pouvoir assurer leur propre consommation sont également repérés, même si plus exceptionnellement.

D'autres vendent plusieurs produits. Ils possèdent en quantité de la MDMA, de la cocaïne, du cannabis et des amphétamines. Ils peuvent se procurer des produits plus rares ou plus difficiles à trouver à Metz comme la mescaline, les plantes hallucinogènes, le LSD, ou la Kétamine (NT festif généraliste). Les protagonistes communiquent leurs lieux de rendez-vous par téléphone et se déplacent en fonction de leur besoin dans un environnement qui favorise leur mobilité et leur circulation.

Multiplication des revendeurs indépendants

Le trafic organisé est tenu par des revendeurs qui s'approvisionnent à l'étranger (principalement en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas ou, de façon plus occasionnelle, en Espagne) puis écoulent leur marchandise sur le territoire en prenant soin que chaque maillon de l'organisation soit indépendant de l'autre : le guetteur ne connaît pas le rabatteur qui ne connaît pas le vendeur. Ce cloisonnement vise à mieux se protéger d'éventuelles interpellations en cascade.

Dans le sillage de ce marché très structuré, une multitude d'usagers-revendeurs se déplacent sur les lieux de deal (à l'étranger ou en région), pour de petites quantités :

« Les usagers-revendeurs profitent de la proximité avec les Pays-Bas pour financer leur propre consommation en revendant à leur camarade » (représentant de la gendarmerie)

C'est notamment le cas d'usagers-revendeurs meusiens qui se procurent de l'héroïne aux Pays Bas. Un véritable trafic « de fourmis » est opéré par des usagers qui cherchent à se fournir en produit de bonne qualité :

« Nous on allait avec deux voitures, par toujours les mêmes d'ailleurs.... Et puis j'allais toujours acheter chez le même gars. On se connaît depuis une vingtaine d'année, c'est toujours le même, on me l'avait conseillé, c'est comme ça que ça marche si on veut des bons produits » (Usager d'héroïne, il se fournit régulièrement aux Pays Bas, généralement pour sa propre consommation ou alors pour dépanner un proche, il vit en zone rurale, dans un logement autonome)

« L'usager revendeur qui va aux Pays-Bas chercher 300 ou 400 grammes et qui les revend aussitôt rentré en gardant sa propre consommation, il n'y a pas d'enrichissement, ils ne vont pas en vivre. Ce sont souvent des hommes de 18 à 40 ans maximum qui font régulièrement des allers-retours et souvent ce sont des gens qui n'ont pas d'activité ou alors une activité avec des revenus qui sont tellement faibles qu'ils ne peuvent s'en sortir » (GF Application de la loi, représentant la gendarmerie)

Ce type « d'auto-entrepreneuriat » transfrontalier, de petite échelle, est observé depuis de nombreuses années par les services répressifs et judiciaires. Le Parquet de Metz observe la réalité de vendeurs à la marge :

« Des gens qui ne sont pas inscrits dans un trafic organisé mais qui vont récupérer des produits sur internet et se mettre à vendre des stupéfiants sur des petits trafics locaux. [...] Ils vendent ponctuellement des produits stupéfiants pour d'autres et on voit que dès qu'ils sont interpellés, il y en a d'autres qui reprennent le flambeau pour vendre pour les trafiquants qui sont au-dessus d'eux » (GF Application de la loi, représentant les douanes)

Le témoignage de R., 44 ans, permet ici d'illustrer le constat des forces de l'ordre en décrivant le processus d'achat d'un usager indépendant d'héroïne aux Pays Bas. R. a cessé toute consommation d'opioïdes il y a 7 ans après s'être injecté de l'héroïne pendant plus de 10 ans. Mais il continue quotidiennement à consommer de la cocaïne dont il alterne les modes d'usage, entre inhalation et voie fumée, en fonction du contexte. Il a été incarcéré pendant 3 ans pour vols et violences (jamais pour trafic) et revient sur ses déplacements aux Pays-Bas, à Rotterdam :

« Maintenant j'y vais plus mais je l'ai fait longtemps... plus de 10 ans. Pendant plus de 10 ans je suis allé à Rotterdam deux fois par mois. Toujours à deux voitures, une voiture ouvreuse et moi derrière... On n'a pas tellement besoin de voiture qui ferme, c'est bon pour les plus gros déplacements, en Espagne par exemple... (...) Alors on partait mais vous savez quand on arrive à Rotter ou à Dam, on est vite repéré par les rabatteurs et ils peuvent être violents ceux-là alors ce qu'il faut faire c'est appeler son dealer... Moi je l'appelais quand je partais de chez moi, après je m'arrêtais sur la route, en milieu de chemin et je le rappelais pour lui dire que tout allait bien et là il me disait où on se retrouverait une fois à Rotter et puis c'est lui qui prévient les rabatteurs de laisser tomber sinon je vous jure ils vous balancent des pastèques, des melons et des gros trucs comme ça sur la bagnole pour vous faire arrêter, c'est des fous !

Après j'allais souvent dans un appart, c'était pas toujours le même mais il y a tout ce qu'il faut dedans... Moi ce que j'aimais bien c'est qu'avec mon dealer j'étais pas obligé de partir tout de suite, je pouvais rester dormir la nuit et repartir le lendemain. Alors on était dans un appart et il y avait tout, on pouvait prendre une douche, dormir et consommer, ils avaient du matos, des pipes, des seringues, des filtres... Tout ce qu'il fallait et si on voulait qu'ils planquent le matos dans la bagnole, ils s'en occupaient. Moi je préférais le garder sur moi, moi j'appelle ça des salles de shoots, tout sur place !!! Moi je ne consommais plus d'héro mais j'étais complètement accroc à la coke. Mais ça coûte super cher alors je montais deux fois par mois

pour 200 g, 100 g d'héro et 100 g de coke et je vendais l'héro pour payer ma conso de coke... Je suis jamais tombé mais j'ai failli souvent ! ».

Des vendeurs interchangeables

Les informations recueillies auprès des professionnels des services en milieu ouvert de la PJJ en 2018 illustraient une nouvelle tendance de vendeurs interchangeables :

« C'est des dealers kleenex quoi, c'est à dire à usage unique. Tant qu'il est là, et qu'il fait le boulot, et qu'il ramène l'argent, je pense qu'il y a des mecs au-dessus très clairement et qui prend tous les gamins qu'il peut récupérer, filent du matos pour commencer et vérifier que ce n'est pas trop un nul, et puis rapidement il se retrouve avec des quantités assez importantes parce que le bénéfice est tel, que les pertes même si c'est 100 grammes. Là on a des jeunes qui nous parlent de 1 000/2 000 euros de bénéfice, de rentrée d'argent quotidienne, si on en a 3 ou 4 qui font ça, même si on perd 50 ou 100 grammes une fois par mois, ça ne va pas forcément être un drame. C'est à dire que ça va être 5 jours de trafic qui vont être perdus une fois par mois. On fait le chiffre sur 25 jours c'est pas grave quoi. Donc moi j'ai vraiment l'impression qu'une fois qu'ils ont été utilisés, comme les jeunes ont des comptes à rendre à la justice... ben je pense qu'ils sont à usage unique quoi » (éducateur de la PJJ).

En 2019, cette tendance reste stable. Des vendeurs interchangeables sont toujours observés par les personnels de la PJJ ou par les éducateurs de prévention spécialisée sans que ce phénomène n'ait pris d'ampleur :

« Si les jeunes font ce qu'on leur demande ça va mais dès qu'ils se rebellent un peu ou s'ils ont des problèmes avec la justice, ils se retrouvent seuls et ils sont vite remplacés par les intermédiaires » (éducateur, prévention spécialisée)

Présence de mineurs impliqués dans les trafics

L'implication de mineurs à différents niveaux dans le trafic de drogues est encore confirmée en 2019, qu'ils soient guetteurs, rabatteurs ou même vendeurs. Le recours aux mineurs s'explique en grande partie par le fait qu'ils sont passibles de sanctions pénales bien plus clémentes s'ils sont interpellés. Leur implication n'est pas un fait nouveau et est même plutôt bien connue des services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) en ce qui concerne le cannabis.

« Au niveau de la PJJ, nous avons énormément de consommateurs de cannabis et beaucoup de ces jeunes sont dans le trafic de cannabis » (GF Application de la loi, représentant la Protection Judiciaire de la Jeunesse).

« On voit pas mal de 14/15 ans, on les connaît. Ils commencent par être guetteurs et ils montent petit à petit. Au début ils se font financer avec des habits, un kebab » (GF Social, éducateur, prévention spécialisée)

La présence de ces mineurs est observée par certains acteurs du champ social tout comme leur engagement dans le trafic de cocaïne. Or la présence de cocaïne dans les quartiers inquiète tout particulièrement les éducateurs spécialisés qui y interviennent.

« Si on parle de changement, c'est surtout le rajeunissement des jeunes dans le trafic qui me frappe, ça touche des 13/15 ans, ils trafiquent du cannabis mais depuis quelques mois de la cocaïne aussi. Ils trafiquent en toute impunité et savent qu'ils ne risquent rien, au plus des mesures éducatives » (éducateur en prévention spécialisée)

L'implication des mineurs dans les réseaux de trafic est une problématique multifactorielle qui s'exprime dans les différents cadres et étapes d'éducation et d'insertion traversés par les jeunes, de l'école au monde du travail en incluant la cellule familiale. L'échec scolaire, la déscolarisation et les

difficultés pour des jeunes, même mineurs, à trouver une formation, un emploi sont des facteurs motivant l'entrée dans les trafics, et l'attrait du gain financier les y maintient.

« On a des gamins déscolarisés avec du poly accompagnement comme je l'appelle : des gamins qui viennent de l'AES ou qui cumulent des suivis SERAD et dans ces cas, la famille est forcément suivie et puis après ils se retrouvent en CER voire en CEF et pour certains, c'est un vrai moyen de subsistance¹¹ » (éducateur en prévention spécialisée)

L'exemple de J. (rencontré par un professionnel d'un service de prévention des addictions à l'occasion d'une action collective menée en partenariat avec un service de la PJJ.) est illustratif. Il a 16 ans et son parcours est similaire à celui des 5 autres jeunes qui composent le groupe. Ils ont adopté les codes vestimentaires des cités urbaines et comparent même les baskets dont ils sont chaussés : « *Sur internet je les eues, c'est une paire de Nike série limitée, 300 balles, ça va* » (garçon, 15 ans, vit dans un quartier populaire de Metz). Ils portent un survêtement de marque, une sacoche en bandoulière (d'une marque haute couture le plus souvent) et la casquette « vissée » sur la tête complète une tenue assez repérable. Ils arborent les signes extérieurs d'une richesse qu'ils considèrent comme : « *le nec plus ultra, c'est la classe !* ». Condamnés à cette action collective par le Juge des enfants, ils sont tenus de s'investir en participant activement au programme proposé qui aborde des questions relatives à la loi, à la santé, aux drogues, etc. Les conversations restent assez générales mais J. est plus bavard sur son parcours, à la pause, une cigarette à la main :

« *J'ai arrêté l'école quand j'étais en prépa pro. Bon avant j'y allais déjà pas souvent mais en pro j'aimais pas... Au début je gagnais 50-60 balles par jour. Vous savez, il faut pas croire que c'est facile, c'est pas facile ! J'allais livrer surtout du shit et de la beuh et j'ai fait ça pendant un moment et je gagnais plutôt bien. Je pouvais m'acheter ce que je voulais, des fringues, kebabs, mac do... Je sortais aussi et comme ça je ne demande rien à rien à mes parents, ni à personne... Alors vous savez ça ne sert à rien d'aller à l'école, on gagne plus dehors et quand on est jeune, ils ne peuvent pas nous faire grand-chose. Moi j'ai eu un éduc à la maison, c'est tout... Avec la coke, il faut faire plus attention mais bon c'est aussi parce que j'ai 16 ans que je me calme... Après je me suis jamais fait choper avec de la coke mais ça fait moins longtemps et c'est plus discret* » (J, 16 ans).

Certains d'entre eux verront leur carrière stopper dès leur majorité et dans ce cas, ils seront écartés des réseaux puis remplacés par leurs cadets. Mais les gains issus des trafics sont fréquemment associés à une vraie source d'enrichissement pour ces mineurs pour ces mineurs et par ricochets pour leurs familles. C'est pourquoi certains éducateurs tempèrent ces croyances et les nuancent :

« *On connaît des gamins qui sont à leur quatrième, cinquième condamnations en tant que mineurs, certains sont même passés par des CER/CEF et globalement ils pensent qu'ils ne risquent rien mais majeur c'est une autre histoire alors ils se font plus discrets quand ils ont 16/17 ans et beaucoup seront carrément remplacés une fois leurs 18 ans atteint* » (éducateur de la protection judiciaire de la jeunesse)

L'utopie de s'enrichir grâce au commerce des drogues, concernant les mineurs, semble relever davantage du mythe que de la réalité. Cette activité relève surtout d'une économie de survie.

« *Les signes extérieurs de richesse ne sont pas aussi visibles et je suis même sûr qu'ils s'enrichissent pas tant que ça quand je vois que la plupart ont des survêtements avec des trous de boulettes dedans donc ça veut dire qu'ils ne changent pas de survêtement toutes les 5 minutes après ils ont de quoi se payer un kebab, un paquet de clopes et leur conso de shit mais j'ai pas l'impression qu'ils ont tant de fric* » (GF Social, éducateur, prévention spécialisée)

¹¹ SERAD : service éducatif renforcé d'accompagnement à domicile, CEF : centre éducatif fermé, CER : centre éducatif renforcé.

Friands de l'utilisation des nouveaux moyens de communication, les jeunes mineurs utilisent Snapchat, WhatsApp pour communiquer entre eux mais également avec leurs clients, pour se mettre d'accord sur une commande et leur fixer rendez-vous. Les mineurs vendent principalement du cannabis (herbe et résine), parfois de la cocaïne, des ecstasys en fonction de la demande. Mais à ce jour, aucune vente d'héroïne n'a été rapportée dans ce contexte.

Transport in corpore de cocaïne

Le territoire lorrain n'est pas connu pour être le théâtre de transports fréquents de cocaïne par des mules mais en 2019 ce type de transactions marque cependant une augmentation. Principalement issues de la filière guyanaise, les mules repérées partent des aéroports parisiens et se dirigent vers les gares qui desservent les grandes villes de la région. Les transports s'effectuent ensuite par voie routière en empruntant des bus ou, le plus souvent, par voie ferroviaire, le train offrant rapidité et discrétion. Dans les affaires recensées en 2019, des hommes et des femmes entre 25 et 35 ans ont été interpellés pour avoir ingéré des ovules de cocaïne ou pour en avoir transportés dans des objets personnels ou dans les doubles fonds de valises par exemple. Les quantités saisies se situaient entre 500 g et 1,5 kg pour la plus importante.

Espace de la marginalité urbaine : profils et usages

L'activité des CSAPA/CAARUD Lorrains restait relativement stable en 2018 et n'avait pas subi d'évolution significative en dehors de la forte augmentation des usages de cocaïne fumée. L'alcool arrive toujours largement en tête des produits consommés suivi des opioïdes et des stimulants. A l'image des années précédentes, l'héroïne et la cocaïne restent très accessibles et disponibles sur l'ensemble du territoire lorrain en 2019, même si leur qualité varie fortement d'une ville à l'autre. Dans le prolongement de ces constats, les professionnels du Caarud d'Epinal observent toutefois une augmentation des actes de violence et des phénomènes de précarisation chez les usagers dépendants à la cocaïne. Le fractionnement de la cocaïne en doses « à la demande » accentue encore son accessibilité. Son prix reste inchangé et varie entre 45 € et 100 €/gramme (prix courant 80 €) en fonction du territoire et de la qualité. Ainsi, réputée de meilleure qualité à Metz qu'à Thionville par exemple, les usagers de cocaïne n'hésitent pas à se déplacer pour des produits qu'ils jugeront meilleurs. Si l'année 2018 était marquée par une forte augmentation des usages de cocaïne fumée, 2019 se distingue par une stabilisation de ces modes d'usages bien qu'ils se maintiennent à un niveau élevé.

Free base : stabilisation des usages et évolution des perceptions

En 2018, certains professionnels observaient une évolution de la perception de la pratique du basage et de la consommation de cocaïne basée qui deviendraient moins risquées et de plus en plus visibles :

« Je trouve que c'est une pratique qui se démocratise. Avant on basait avec des potes qui basaient aussi et je trouve que maintenant même si dans une soirée, ça ne fait pas l'unanimité, ceux qui basent ne se gênent plus pour consommer seuls, si les autres n'en veulent pas. Le basage se démocratise. Alors qu'avant c'était plus caché, c'était considéré comme une pratique plus dangereuse que le sniff. On voit bien aujourd'hui que ça fait moins peur » (éducateur en CAARUD).

Toujours visibles en 2019, les pratiques de basage de la cocaïne se maintiennent à un niveau élevé mais semble toutefois se stabiliser :

« Des gars qui basent on en voit toujours beaucoup mais j'ai l'impression que le phénomène commence à stagner » (infirmier en CAARUD)

Pour les intervenants de l'ensemble des CAARUD interrogés : (Thionville, Epinal, Nancy, Metz, Forbach ou encore dans le *Pays Haut*), l'usage de cocaïne se développe fortement, notamment en 2018 :

« Il y a une vraie explosion du crack. On le voit nettement dans la distribution de pipes, leur nombre augmente constamment mais on entend aussi de plus en plus d'usagers en parler, ils pratiquent quasiment tous le basage. Il y a eu toute une période où certains seulement basaient, en tout cas, ceux qui ne savaient pas avaient des gens autour d'eux qui savaient le faire mais aujourd'hui, tout le monde sait baser sa coke » (éducateur en CAARUD).

Ce n'est pas tant l'augmentation du matériel distribué qui sert d'indicateur d'évolution aux professionnels mais le discours expert des usagers quant aux manières de transformer la cocaïne chlorhydrate en cocaïne basée. Toutefois, de nombreux professionnels soulignent de mauvaises pratiques :

« Ils basent mal, ils ne rincent pas assez pour les effets de l'ammoniac ou pour gagner du temps » (éducateur en CAARUD)

Les usages de cocaïne basée n'ont pas subi de forte augmentation entre 2018 et 2019 mais la perception de leur pratique par les usagers comme étant moins dangereuse perdure :

« En fait si c'est bien fait c'est pas dangereux. Déjà il faut bien rincer... moi je base à l'amo j'aime pas le bica alors je fais attention de bien rincer... et puis je fume des clopes depuis des années alors pour moi c'est pareil, c'est fumé ! » (Usagère de cocaïne basée, 38 ans, vit seule, en recherche d'emploi, en démarche de soins)

L'ammoniac reste largement plébiscité

L'initiation à la préparation se transmet par les pairs ou alors se fait chez soi, via internet et à l'aide de tutoriel, comme pour cette femme :

« Alors euh, j'ai appris toute seule en regardant sur internet, un tiers un tiers un tiers. Euh j'ai appris toute seule, la première fois j'ai fait n'importe quoi donc j'ai fumé de la mousse, mais c'était pas grave. J'apprenais quoi. La fois d'après j'ai su qu'il fallait que je chauffe un peu plus etc.... » (Usagère célibataire de 28 ans, vit seule).

De façon générale, on observe une rapide diffusion de la maîtrise des techniques de basage. Les craintes, observées les années précédentes, de perdre du produit en cas de basage au bicarbonate perdurent. L'ammoniac reste par conséquent le produit le plus souvent utilisé pour le basage, même s'il est plus nocif :

« Ils aiment aussi les effets de l'ammoniac, ce qui explique qu'ils ne rincent pas le caillou. Beaucoup préfèrent aussi ce mode de préparation car il est perçu comme plus facile, plus rapide et moins « risqué » en termes de perte de produit » (infirmier en CAARUD).

Que ce soit pour des raisons d'habitudes, de produit, de temps ou encore d'effets, l'ammoniac est largement plébiscité, les pratiques sont particulièrement difficiles à faire évoluer et les croyances tenaces :

« Alors ça c'est un fantasme de croire que la défonce est pas la même mais tout le monde pense ça, ils pensent tous que le bica, en fait ils ont des à priori voilà, sur le fait que baser au bica ça va donner du crack alors que quand c'est de l'amo c'est de la vraie base. C'est jouer sur les mots et pour eux c'est moins dangereux la vraie base que le crack alors que c'est des conneries » (Usager, 32 ans, vit en CHRS).

Dans la plupart des Caarud, les initiatives prises par les professionnels, sous forme d'ateliers basage pour endiguer les pratiques d'utilisation de l'ammoniac se soldent souvent par des échecs, par manque de participants.

Des usagers de free base aux différents profils

L'usager de free base est rarement novice en matière de psychotropes. Il a acquis au contraire, une expertise et une expérience, essentielles pour la préparation et la consommation du free base. Certains naviguent entre deux modes d'administration qu'ils choisissent en fonction du moment :

« Alors je crois qu'ils injectent plutôt seuls et fument en groupe. Ils te disent que du fait des effets procurés par la fume qui se rapprochent plus de ce qu'ils ont connu avec l'héro, il y a plus l'esprit du vivre ensemble avec la fume, éphémère mais quand même là, c'est un peu comme le joint qui tournait avant » (éducateur en CAARUD).

Souvent perçu comme une bonne alternative à l'injection, la voie fumée permet de maintenir un capital veineux et/ou de le mettre au repos. Cette pratique est également perçue comme moins risquée que l'injection. Certains usagers des CAARUD, bénéficiaires du RSA, hébergés en établissement collectif ou en appartement, consomment de la cocaïne en début de mois puis se replient sur l'alcool, les médicaments et encore le cannabis. Ils sont dans des consommations occasionnelles de cocaïne mais sont polyconsommateurs.

Les dettes liées à l'achat de cocaïne ont des répercussions importantes sur les usagers et les professionnels craignent pour le logement et l'équilibre financier des plus précaires, ils ne

représentent cependant pas l'ensemble des usagers et d'autres types d'usagers sont repérés à Nancy, Metz, Epinal ou encore Thionville :

- Des poly-usagers des CAARUD, bénéficiaires du RSA, hébergés en établissement collectif ou en appartement et souvent injecteurs. Ils consomment de la cocaïne en début de mois puis se replient sur l'alcool, les médicaments (Valium® et Séresta®) ou encore sur le cannabis.
- Des usagers sous substitution, essentiellement sous méthadone, biens « calés » dans leur traitement qui consomment du free base. Globalement moins précaires, ces usagers se distinguent par un niveau d'insertion sociale plus élevé, ils ont pour la plupart un logement autonome, certains vivent en famille. Déjà repérés en 2018, ils sont encore nombreux à exprimer des demandes d'aide concernant le free base :

« Certains sont stabilisés à la métha depuis plusieurs années et reviennent nous voir pour des problèmes de cocaïne, surtout quand ils la basent » (infirmier en CAARUD)

D'autres viennent à l'inverse, pour baisser leur traitement :

« J'ai un suivi qui est bien calé avec la métha, il est venu me voir pour la baisser et consommer de la cocaïne basée » (médecin en CAARUD)

- Des usagers occasionnels, disposant d'un niveau d'insertion sociale et économique relativement important :

« Pas forcément dans des situations précaires. Nous rencontrons également des profils d'usagers plus intégrés socialement qui en consomment occasionnellement dans le cadre de soirée festive » (éducateur en CAARUD).

Une situation relevant de la CJC de Thionville a par ailleurs été observée :

« On suit une famille dont le fils de 20 ans est consommateur journalier de crack. Je crois qu'il base lui-même, il est déscolarisé depuis quelques temps et a de grosses dettes pourtant, il est intégré, il a un gros réseau social avec des amis en fac de médecine, il n'y a pas de précarité » (psychologue en CJC).

Cette situation illustre le basculement possible vers des usages plus importants et leurs conséquences négatives (dettes, etc.) pour des usagers intégrés qui peuvent perdre pied.

Fortes consommations d'alcool et RdRD

L'alcool demeure le produit le plus consommé et également celui qui entraîne le plus de dommages.

Pour faire face aux difficultés d'accompagnement des consommations massives d'alcool, certains CAARUD, et notamment celui de Metz, tentent d'élaborer de nouvelles réponses au travers d'une réflexion sur la réduction des risques et des dommages appliquée à l'alcool (RdRDA). La RdRDA :

« A pour but de permettre aux personnes usagères de substances psychoactives de traverser et de survivre à la phase de consommation avec un minimum d'atteintes sur les plans physique, psychique et social. C'est une approche centrée sur la diminution des conséquences néfastes d'un usage de d'alcool plutôt que sur l'élimination de cet usage et qui vise à ce que les usagers eux-mêmes puissent développer des moyens de réduire les effets négatifs liés à leurs pratiques d'usage »¹².

L'objectif est bien l'amélioration globale de l'état de santé général de la personne. Changement de paradigme concernant l'alcool, la RdRDA devient une alternative à l'abstinence et rejoint les fondements de la RdRD centrée sur les stupéfiants.

¹² Définition de la RdRDA, document support à la formation des professionnels du CSAPA/CAARUD de Metz, Mattieu Fieulaine, 2019

De nouveaux espaces *squattés*

Le territoire lorrain n'est pas connu pour compter d'importants lieux de squats mais, dans les villes de Thionville, Metz ou encore Nancy, nos informateurs observent une augmentation et une multiplication de petits endroits servant de lieux de vie à des personnes en situation de grande précarité.

C'est le cas de migrants installés sous des tentes à l'abri d'un pont. Ils peuvent squatter ces endroits, deux, trois voire cinq jours et nuits mais seront délogés et disparaîtront de l'espace public. D'autres prendront la relève et s'installeront à leur tour. Peu d'informations sont disponibles dans notre réseau sur la trajectoire de ces personnes : d'où viennent-elles ? Où vont-elles ? Qui sont-elles ?

Les parkings souterrains servent également d'abri à de petits groupes (2/3 personnes) :

« Avec une certaine tolérance de la part de gardiens, à condition que les lieux restent propres. Ce sont des gens qui ont des profils de nos usagers au CAARUD » (éducateur en CAARUD).

Certains usagers dorment également dans leur voiture (quelque fois même en panne).

Des maisons inoccupées sont également repérées à la frontière avec le Luxembourg pour abriter de petits groupes qui restent très discrets.

Des plus jeunes occupent des garages en centre-ville. Ils sont aperçus par les personnels du SAMU social. Consommateurs de produits, notamment de cocaïne, ils restent très vigilants à ne pas se faire repérer :

« Après, ce qu'on a pu voir cette année, c'est le squat de garages en centre-ville par des très jeunes, des 25 ans c'est vraiment un maximum et il y en a beaucoup qui ont moins de 18 ans. Ce sont des jeunes qui sont pour la plupart en institution, foyer de l'enfance par exemple, pris en charge par l'ASE. En fait, ils vont fuguer et se retrouver dans ces garages où il y a de la conso, beaucoup de conso et beaucoup de deal. Il paraît qu'on trouve du cannabis mais aussi des ecstasys, de la cocaïne. Il semblerait que ces garages appartiennent à la famille de certains d'entre eux, ce ne sont pas des squats comme on peut l'entendre, ils ne vont pas essayer de rentrer dans des endroits où personne ne va. Il y a beaucoup de cocaïne mais on trouve de tout, LSD, ecstasy et on a même entendu parler d'héroïne, très peu, mais ça existe. Et il y a au moins deux garages différents, peut-être plus, je ne sais pas mais sûr deux et c'est en plein centre-ville de Metz. Et ça à l'air assez stable, ça existe depuis quelques mois et c'est toujours squatté de la même façon, c'est assez permanent et toujours occupé par des très jeunes (GF Sanitaire, éducatrice Samu social) »

Ces lieux sont des *no man's land* que chacun s'approprie comme il le souhaite, le temps qu'il veut. Les étapes connues traditionnellement « *pour ouvrir un squat* » (surveillance, ouverture, appropriation, etc.) ne sont pas nécessaires dans ce cas de figure puisque le garage est un lieu privé dont les règles sont établies entre les jeunes qui y passent ou y vivent. Il n'a pas été possible de recueillir de plus amples détails sur le fonctionnement de ces lieux mais ces derniers feront l'objet d'une attention particulière des observateurs à l'avenir.

Environnements festifs : spécificités des espaces observés

Les espaces observés

L'espace électro alternatif regroupe les *free parties* et *rave parties*, autorisées ou non. Les participants à ces événements, les *teuffeurs*, adhèrent à des valeurs contre-culturelles qui se traduisent par des principes d'autogestion, de refus du mercantilisme, d'absence de service d'ordre, de liberté dans les usages de psychotropes ou encore par un prix d'entrée laissé à libre appréciation (dans ce contexte on parle de « participation aux frais » même si le montant peut être fixé d'avance, entre 3 et 5 €). Les organisateurs de ces soirées ne sont pas des professionnels, ils se regroupent en associations et forment des *sound systems*¹³. Ces soirées souvent organisées en extérieur, sur des terrains excentrés dans les Vosges ou à la frontière de la Moselle avec le Luxembourg, accueillent un nombre significatif de consommateurs de substances illicites (cocaïne, kétamine, MDMA, LSD, etc.). Ces teuffeurs se rassemblent autour de différents types de musique électronique, souvent pointus.

L'espace électro commercial regroupe des lieux publics (bars, clubs et discothèques) dont les entrées sont souvent gratuites pour des programmations de DJs moins connus du grand public. Ces soirées sont recensées par nos observateurs dans des établissements messins, souvent en fin de semaine. Elles sont accompagnées d'une communication (sur les réseaux sociaux et par flyers) qui cible un public inséré, bénéficiant d'un fort capital culturel, économique et disposant d'un réseau relationnel dense. Tous ne sont pas consommateurs de substances psychoactives mais on observe des usages de cocaïne, d'ecstasy, de LSD et de kétamine dans ces lieux. Les participants à ces soirées sont nommés les clubbers.

L'espace généraliste regroupe les festivals, salles de concert, bars, discothèques, soirées étudiantes dans lesquels la musique n'est pas exclusivement électro mais au contraire, plus variée et de tous styles musicaux (variété, rock, pop, etc.). Ces lieux accueillent le plus souvent des publics non-consommateurs de produits illicites.

Éléments transversaux aux espaces observés

Banalisation des usages de drogues et d'alcool

La banalisation des usages de drogues et d'alcool apparaît comme transversale aux espaces festifs observés tant chez les consommateurs que chez les non-consommateurs. Désormais les consommations de cocaïne, d'ecstasy comme celles d'alcool et de cannabis sont entrées dans le paysage de la fête et ce, même lorsqu'il s'agit de passer une soirée entre amis dans un bar de centre-ville voire chez soi avant de poursuivre sa soirée à l'extérieur. Si les produits sont devenus invisibles dans le sens où ils ne choquent plus par leur présence, leur consommation reste cependant discrète là où les usagers sont exposés au regard des autres :

« Des consommations fréquentes de cannabis qui se font en dehors des bars pour la plupart du temps, les individus vont un peu plus loin pour rester discrets » (ethnographie en espace festif généraliste)

Par ailleurs, les usages de cocaïne sont désormais perçus de façon plus positive :

« T'auras l'impression d'être digne, t'auras l'impression d'un certain charisme. Tu ressens, comme ça, une force en toi » (usagère de cocaïne, ethnographie en espace festif commercial)

¹³ *Sound system* : Système de sonorisation transportable permettant de diffuser la musique techno. Par glissement de sens, un *Sound system* désigne un collectif d'organisateur de free parties

Ces usages sont fortement dissociés de ceux de l'héroïne, produit dont les publics qui traversent les espaces festifs se méfient beaucoup.

Porosité des espaces et circulation des publics

La porosité entre les événements alternatifs et commerciaux est un phénomène déjà observé sur le territoire lorrain depuis 2014/15 et semble s'accroître au fil des années. Ainsi des publics fréquentant habituellement les clubs, les bars ou les salles de concerts sont plus fréquemment aperçus dans des soirées free. Ils recherchent ce type de soirées pour la musique mais aussi l'ambiance et l'atmosphère :

« *C'est la liberté totale, tu fais ce que tu veux, personne ne te dira rien* » (un clubber, espace festif commercial¹⁴).

L'absence de services de sécurité, la liberté de consommer, la facilité de se procurer des produits contribue à attirer en free de jeunes publics traditionnellement aperçus en clubs et boîtes de nuit :

« *Il y a l'émergence d'un public de clubbers en free* » (un teuffeur, espace festif alternatif¹⁵).

Le croisement de ces différents publics s'accompagne souvent d'une certaine méfiance :

« *La communauté des teuffeurs est peu inclusive, il y a un vrai rejet des nouveaux arrivants* » (GF usagers festif alternatif).

Le noyau dur des teuffeurs est traditionnellement attaché à des valeurs de respect de l'environnement, de solidarité, de liberté et de partage transmises aux plus jeunes par les plus anciens :

« *Il y a une éducation par les pairs, des codes à avoir pour être accepté* » (un teuffeur, espace festif alternatif¹⁶)

L'adhésion à des valeurs communes fait le terreau de la *communauté* et se traduit par des signes d'appartenance et de reconnaissance. Si la « traditionnelle » tenue de camouflage est remplacée par des sweats à capuche, pantalons larges et grosses baskets, les tatouages, piercing et autres écarteurs d'oreilles persistent comme signes distinctifs qui caractérisent les teuffeurs.

Consommateurs *experts* de stimulants et/ou d'hallucinogènes, les teuffeurs appliquent les principes de la RdRD, sont vigilants dans leurs usages (fractionnement des doses, compatibilité des substances associées, utilisation de matériel adapté, hydratation régulière, etc.) et transmettent leur savoir-faire aux plus jeunes. Ils ont pour la plupart entre 23 et 25 ans mais il est fréquent de voir des trentenaires, de façon plus exceptionnelle.

Les clubbers sont repérés par les teuffeurs d'une part parce qu'ils ne partagent pas toujours les valeurs traditionnellement associées aux soirées free, notamment pour ce qui concerne le respect de l'environnement :

« *Leurs saletés ne sont pas ramassées, ils sont consommateurs de fêtes sans avoir le respect de l'environnement* » (GF usagers festif alternatif)

Et d'autre part parce que certains empruntent des codes vestimentaires jugés inappropriés par les teuffeurs :

¹⁴ P. a 24 ans, il est étudiant et fréquente l'espace festif alternatif depuis environ 6 mois. Il est passionné de musique électro qu'il écoutait habituellement en clubs mais depuis une première soirée free, il y a 6 mois, il fréquente clubs et free, en fonction des programmations musicales.

¹⁵ V. a 37 ans, il fréquente les free party depuis l'âge de 16 ans à un rythme hebdomadaire les premières années et mensuel depuis environ 6 mois environ.

¹⁶ V. a 37 ans, op. cit.

« On les voit quand il ne fait pas 10 degrés avec leur petite tenue et leurs débardeurs ! » (Une teuffeuse, espace festif alternatif¹⁷).

Les pantalons *slim*, les *Stan Smith*[®] et tee-shirts courts adaptés à la chaleur des boîtes de nuit du centre-ville sont mal perçus dans un environnement où les nuits sont fraîches :

« C'est pas pour rien qu'on met des gros sweats, c'est parce qu'il fait froid alors je trouve que c'est de l'inconscience de se balader en petit tee-shirt comme certains » (Une teuffeuse, espace festif alternatif).

Par ailleurs, les pratiques de consommation des clubbers sont mal perçues par les teuffeurs :

« Les jeunes¹⁸ sont trop arrogants, trop fiers, c'est à dire qu'ils consomment directement la même chose que les plus anciens, et qu'ils ne prennent pas en considération les risques » (GF usagers festif alternatif).

Consommateurs de MDMA, ecstasy, kétamine et cocaïne, ils ont entre 18 et 22 ans. Ils ont été repérés par deux informateurs, principalement durant les mois d'été, dans une dizaine de soirées.

A l'inverse, certains habitués de la scène alternative hésitent moins à se rendre en clubs lorsque la programmation musicale répond à leurs attentes. Une nouvelle offre de soirées se développe progressivement en empruntant certains codes du milieu alternatif avec une tolérance vis-à-vis des produits et une programmation musicale jugée de qualité tout en conservant certains aspects des soirées commerciales, notamment les consommations et entrées payantes, un service d'ordre, etc.

En ce qui concerne les publics de l'espace festif généraliste, cette porosité est relative. Rares sont ceux qui fréquentent la scène alternative. Ils ont une préférence pour les bars et boîtes de nuit, et font leur choix en fonction du moment, de leur environnement amical et de la programmation musicale :

« On se donne souvent rendez-vous dans le même bar et après en fonction du groupe on choisit où on va passer la soirée, on choisit à plusieurs et on se met d'accord. En général on va là où il y a de la musique qu'on aime » (Usagère festif généraliste, étudiante, 21 ans)

Par contre, des habitués de l'espace festif généraliste sont repérés par nos informateurs pour fréquenter les lieux connus pour des programmations musicales électro. De jeunes hommes, souvent étudiants, ils ont entre 21 et 24 ans et semblent trouver dans certaines soirées électro des réponses à leurs attentes festives :

« Des soirées où on ne se prend pas la tête. C'est une ambiance tranquille, personne ne regarde ce que l'autre fait, c'est pas comme dans les autres boîtes. C'est plutôt des moments pour décompresser avec de la bonne musique » (usager des espaces généralistes et commerciaux, étudiant de 22 ans)

¹⁷ C. a 28 ans, habituée des free depuis une petite dizaine d'années, elle s'investit dans l'organisation de soirées depuis 3 ans. Salariée de la restauration, elle vit seule en ville.

¹⁸ Le terme « jeune » est employé ici par un teuffeur pour qualifier des publics qui font leurs premières expériences en free, quel que soit leur âge.

Les évolutions dans l'espace festif électro alternatif

L'offre de free party sur le territoire

Le territoire traditionnellement connu pour l'organisation de free party est localisé depuis de nombreuses années, dans les Vosges et au Sud de la Meuse pour la majorité, en Meurthe et Moselle également mais rarement en Moselle où alors à la frontière luxembourgeoise, comme l'indiquent les triangles sur la carte ci-dessous :



Source : www.actualitix.com

Bien que l'offre de soirées reste attractive sur le territoire, nos informateurs constatent depuis 2018 la baisse des propositions de gros événements (entre 2000 et 5000 personnes). La tendance à l'organisation de soirées plus intimistes se renforce en 2019.

Les organisateurs de gros événements poursuivent leur migration, déjà entamée en 2018 vers la Champagne-Ardenne ou encore l'Alsace (représentée par les flèches sur la carte ci-dessus). Subie plutôt que choisie, cette migration dépend notamment des autorisations préfectorales et de la disponibilité des terrains. Devant des propriétaires moins conciliants, des salles inaccessibles à la suite de litiges ou de plaintes d'habitants incommodés par le bruit et les déplacements, l'offre de lieux de soirées se tarie. La migration de gros événements dépend également de la réponse des forces de l'ordre et, dans ce cas, s'apparente à un va-et-vient entre les départements et les régions :

« Quand il y a beaucoup de répression, on cherche à aller plus loin et on dépasse les frontières du 54 ou du 88 et même dans d'autres régions et puis après on revient si ça se calme » (GF organisateurs de soirées)

Les organisateurs de soirées s'adaptent ainsi à une réalité qui dépasse les frontières et emmènent avec eux, des festivaliers fidèles.

En parallèle, nos informateurs de l'espace électro alternatif observent l'augmentation de l'offre de petites soirées sur le territoire lorrain (150/500 personnes). Déjà recensées en 2017 et 2018 et en augmentation en 2019, ces soirées plus intimistes rassemblent des habitués des free. Les invitations se distribuent de bouche à oreille en évitant la publicité, d'où le slogan qui circule *« no facebook, no pub »* et touchent un public restreint. Plusieurs multissons ont organisé ce type de soirées privées nommées, *soirées de calage* par les participants. Certains ont demandé et obtenu les autorisations préfectorales, d'autres organisateurs s'en sont abstenus. Ils s'installent sur des petits terrains privatisés pour l'occasion et sont particulièrement vigilants à maintenir leur environnement propre.

Un renouvellement des organisateurs et des soirées

Le nombre de *sound systems* actifs recensés sur le territoire lorrain se maintient depuis quelques années aux alentours de 25/30. La baisse observée en 2018 est compensée cette année par de nouvelles associations qui assurent la continuité des soirées.

Pour une écrasante majorité, les free party se sont déroulées en extérieur même si les terrains surexploités sont devenus extrêmement rares et les propriétaires frileux pour d'éventuelles locations. Teuffeurs et organisateurs gardent une préférence pour les « coins de nature » où ils bénéficient de grands espaces impliquant moins de problèmes liés aux nuisances sonores et offrent une grande liberté de consommer. A contrario, il est plus difficile pour les organisateurs, lors de soirées en extérieur, de gérer les participations aux frais, source non négligeable de revenus (loin d'enrichir les organisateurs, cette participation permet avant tout de financer d'autres soirées).

Comme l'an passé, les organisateurs de soirées mutualisent leurs moyens : les murs de son sont montés à plusieurs, des moyens financiers sont mis en commun et les moyens humains plus importants permettent d'assurer la tenue du bar, la collecte des participations aux frais ou encore le bon fonctionnement de la sonorisation.

Globalement, il règne une bonne entente entre les *sound systems* lorrains. Leurs capacités à innover pour mutualiser leurs moyens prouvent leur envie de continuer à organiser des soirées conformes à leurs valeurs.

Alsaciens et lorrains poursuivent leur collaboration et s'associent volontiers à des organisateurs belges ou hollandais (10 soirées en 2019 étaient organisées conjointement avec des sound system belges et hollandais) mais également en provenance de la Bourgogne et du Jura.

Des relations *aléatoires* entre pouvoirs publics et organisateurs de soirées

Proportionnellement, il y a eu plus de soirées alternatives illégales que de soirées organisées avec autorisation en 2019, c'est déjà le cas depuis quelques années. Que ce soit par choix et conviction ou alors par dépit devant la difficulté d'obtenir une salle et ses autorisations, certains organisateurs restent dans l'illégalité avec les risques de saisies, d'amendes et d'interpellations que cela implique.

Les relations entre les pouvoirs publics et les organisateurs de soirées dépendent de nombreux paramètres : individuels dans la façon dont les uns et les autres se comportent et collectifs en fonction de l'environnement et de l'implantation de la soirée, notamment dans la volonté de réduire les nuisances sonores :

« Les rapports avec les flics sont souvent aléatoires, ça dépend des organisateurs, s'ils montrent de la bonne volonté pour baisser le son par exemple mais ça dépend aussi des flics, il y en a qui sont plus dans la répression et d'autres moins. Il y en a avec qui on peut

s'arranger, discuter et d'autres non, de toute façon c'est du donnant-donnant » (GF Organisateur de soirées)

Les forces de l'ordre sont présentes lors de nombreuses free party et y réalisent des dépistages entraînant des suspensions voire des annulations de permis de conduire, amende, convocation devant le tribunal pour usages de substances illicites, etc. Mais les festivaliers s'organisent en conséquence. Certains envoient un *éclairé* prendre la route et signaler la présence policière pendant que d'autres :

« Misent sur la masse du public pour franchir barrages, bloquer les passages et créer des bouchons sur les petits et moyens axes routiers » (un teuffeur).

D'autres teuffeurs restent sur le site, le temps que les effets de leurs produits s'estompent et prennent la route, au volant de leur véhicule bien plus tard.

Il n'y a eu ni amende ni saisie de matériel en 2019, à l'inverse de 2018 où deux saisies, dont une ayant impliqué brigades canines, gardes-à-vue, interpellations et destruction de matériel de sonorisation, avaient été recensées. Globalement, au regard de la proportion et du nombre de soirées qui se déroulent sur le territoire, peu de saisies de matériel sont à déplorer, comme c'est le cas depuis 2014/15.

Des produits toujours disponibles dans les *free*

L'offre de produits n'a pas subi de fortes évolutions en 2019, conforme à la variété déjà disponible en 2018 et même les années précédentes. Kétamine, MDMA, cocaïne sont souvent associées aux free party et leur marché trouve un équilibre.

La kétamine est très disponible en free. Il est possible d'en trouver facilement à toutes les soirées ce qui la rend très accessible. En paillettes ou cuisinée, elle se négocie entre 30 et 40 € le gramme.

Elle est principalement inhalée. Même si elles existent, les pratiques d'injections demeurent très discrètes. Son association avec la cocaïne est toujours appréciée.

Selon nos informateurs, les usagers-revendeurs appartenant au mouvement des free party détiennent l'essentiel du commerce de kétamine. Ils peuvent se trouver à différentes strates : de l'utilisateur revendeur ponctuel aux vendeurs plus importants, capable de fournir d'autres vendeurs.

L'herbe de cannabis reste toujours moins disponible que la résine et son prix reste stable (de 4 à 8 € avec un prix courant de 5 €). Nous observons des ventes plus importantes de résine (60 %) que d'herbe (40 %). Ni la consommation, ni la vente de cannabinoïdes de synthèse ne sont remarquables.

Le speed est relativement disponible, son accessibilité forte et les vendeurs visibles. La demande semble en baisse même si le prix est stable (10 €/gramme). C'est sous sa forme de pâte que le speed est le plus disponible, rarement en poudre. Le produit est de bonne qualité. Il est sniffé la plupart du temps. Des parachutes sont également observés et de rares mélanges sous forme de spray.

La MDMA, sous forme d'ecstasy principalement est toujours disponible sur le marché en 2019. Son prix est stable, de 10 € le comprimé.

Le LSD est très disponible, il est vendu à la criée dans les soirées où il a été aperçu sous forme de buvards. Sa disponibilité ne subit cependant pas une grande variation en 2019.

Même si les consommations de free base tendent à se banaliser, la vente de ce produit est anecdotique et il reste plutôt difficile d'accès. Par contre la cocaïne sous forme de poudre est toujours très disponible et très accessible et son prix stable (80 €/gramme). La poudre est sniffée la plupart du temps.

Etat des lieux de l'espace festif commercial

Des lieux et des ambiances

Les données recueillies en 2019 dans l'espace festif commercial émanent d'un entretien semi-directif mené auprès d'une femme de 40 ans, organisatrice d'événements culturels et musicaux à la suite d'études en art. Présente depuis une vingtaine d'années dans ce milieu, elle bénéficie d'un réseau de connaissances professionnel et amical, particulièrement dense. Les éléments décrits par cette informatrice ont été croisés avec des observations ethnographiques menées dans un bar, au cours d'un événement électro organisé par la municipalité et dans deux soirées alternatives organisées en boîtes de nuit.

Les lieux qui composent la scène festive commerciale messine sont d'une part des bars et boîtes de nuit situés en centre-ville et des établissements, en zone périphérique, d'autre part. Le choix de notre informatrice s'est porté sur un établissement du centre-ville que nous pouvons qualifier d'hybride en raison des ambiances différentes qui s'y succèdent au cours de la journée :

« Il s'agit d'un bar, organisant régulièrement (1 à 2 fois par mois) des soirées électro. Il propose bar et restauration en journée, puis en début de soirée, une ambiance plutôt calme et en fin de soirée, essentiellement, en fin de semaine, des concerts « électro », où l'ambiance est totalement différente, qualifiable d'ambiance de discothèque. La lumière est subitement modifiée, passant d'assez éclatante avec des teintes roses, à des colorations plus sombres, notamment indigo et rouge. L'ameublement, comme il s'agit aussi d'un espace de restauration en journée, est surtout composé de tables et de chaises, qui ne sont pas forcément enlevées au cours de la soirée, le public étant habitué à danser partout, même sur les meubles. La programmation musicale change au cours de la journée, allant du rock au jazz en après-midi, à la house et à l'électro en soirée. Les personnes qui fréquentent souvent ce lieu en soirée l'associent à l'ambiance des lieux underground de Berlin » (ethnographie, espace commercial)

Des populations hétéroclites

Les données recueillies à l'appui de nos observations nous ont conduits à mettre en évidence la disparité des publics qui traversent l'espace festif commercial ainsi que les pratiques de consommation qui leur sont propres.

La plupart de ces personnes sont célibataires, homosexuelles pour la grande majorité, à fort revenus et sortent donc régulièrement. Elles ont plus d'une quarantaine d'années, exercent le même métier depuis une longue période (pour certains, formateurs en entreprises, ou encore coiffeurs, secrétaires ou comptables, mais pour la majorité, banquiers au Luxembourg – souvent avec très peu de formations – ils ont pu entrer dans leurs entreprises à une époque, fin des années 1990, début des années 2000, où les postes étaient bien plus nombreux.

Pour la grande majorité propriétaires de leurs appartements, situés dans des quartiers aisés de Metz (centre-ville, quartier de la gare), elles ont optimisé leurs revenus importants et réguliers sur une vingtaine d'années pour s'assurer d'un train de vie « d'apparat » - vêtements de « prêt à porter » de marques, par Kooples® ou de marques dites « prêt-à-porter couture », Sonia Rykiel® ou Claudie Pierlot® par exemple.

Petit à petit, ces personnes ont étoffé leur réseau de connaissance et ont associé leurs sorties à la consommation de cocaïne, poppers, GBL, alcools forts, pour se détendre et discuter avec des personnes qu'ils n'auraient jamais pu rencontrer dans leurs milieux d'origine. Maintenant, ils ont une certaine influence dans le milieu messin – sont invités à des soirées « select », mais sont assez marginalisés et dénigrés, du fait de leurs consommations. Malgré leurs forts capitaux économique et culturel, ils ne seront jamais vus comme pouvant « dicter les règles du jeu ». Ils dépendent de ceux qui organisent ces soirées, appartenant à des milieux sociaux bien plus aisés (même s'ils arrivent à

organiser de temps en temps quelques soirées de contre-culture, par le biais d'une association qu'ils ont créée, mais ils leur sont aussi indispensables, car ils fédèrent des « clients potentiels » de tous horizons : du milieu culturel (danseurs professionnels, comédiens..., même parisien, venant ponctuellement sur Metz.

D'autres part, serveurs, plongeurs, cuisiniers, barmans et autres constituent les « petits travailleurs » du milieu de la nuit participent à ces soirées festives après leur service. Ces employés précaires, ont pour la plupart un bagage universitaire, qui leur permet de s'intégrer aux échanges avec les populations plus aisées et ainsi d'être invités régulièrement à les rejoindre au cours des soirées.

Ils consomment très régulièrement de l'alcool –comme le Spritz ou les cocktails, mais la plupart du temps des alcools à bas coût – vins, bières, en grande quantité, pour se détendre- et ils consomment occasionnellement de la cocaïne, car leurs petits revenus ne leur permettent pas d'avoir une consommation plus importante, mais ils ont souvent du mal à se contrôler, privilégiant alors leurs sorties et leurs consommations au détriment de leurs charges courantes et sollicitant alors leurs réseaux d'organisateur d'événements culturels pour faire des extras qui leur permettraient de ne pas accumuler trop de dettes. Très occasionnellement, ils consomment des produits hallucinogènes, qu'on leur propose en bouteilles, lors des événements de plein air (comme les concerts de DJ organisés par les festivals de la Ville de Metz) ou encore du poppers ou du GBL, qu'on leur propose en soirées privées.

Leurs codes vestimentaires sont « jean, tee-shirt, baskets » mais aussi les vêtements « tendance », la plupart du temps issus de friperies ou de magasins comme H&M, Zara, André... pour coller le plus possible aux modes en cours.

Les évolutions dans l'espace festif généraliste

L'espace *généraliste* regroupe les festivals, salles de concert, bars, discothèques, soirées étudiantes dans lesquels la musique n'est pas exclusivement électro mais au contraire, plus variée en termes styles musicaux (variété, rock, pop, etc.). Ces lieux accueillent le plus souvent des publics non-consommateurs de produits illicites.

Métamorphose d'un quartier et impact sur la ville

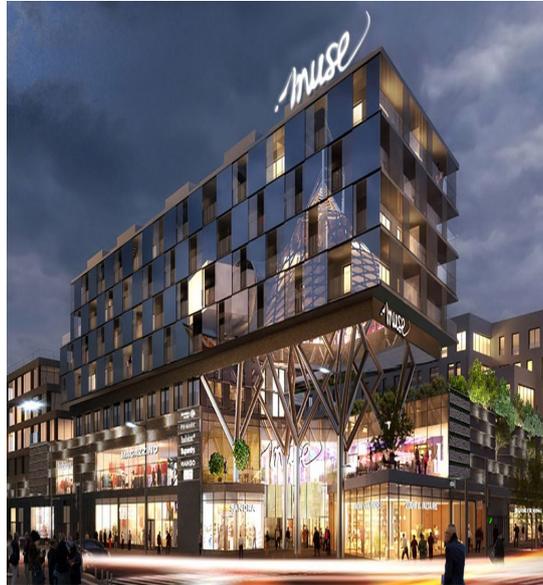
Depuis 2015, la ville de Metz a subi de profondes transformations déjà décrites de façon détaillée dans le rapport 2018. Il est cependant important d'en reprendre ici les grandes lignes pour marquer les évolutions de cet environnement.

A proximité de la gare SNCF, le quartier de l'Amphithéâtre est construit autour de l'emblématique Centre Pompidou et de *Muse*. *Muse* est un espace moderne, au cœur de ce nouveau quartier. Il comprend un centre commercial d'environ 37 000 m² de 112 enseignes, plus d'une dizaine de restaurants, 10 000m² de bureaux spécialisés dans l'immobilier d'entreprises, 400 logements dans une gamme élargie, des résidences pour seniors et des logements locatifs aidés. Il abrite 800 habitants.

Malgré le fait que 70 % des enseignes présentes à *Muse* sont différentes de celles présentes dans l'hyper centre historique, l'attraction du public pour ce nouvel espace a un impact non négligeable sur les autres commerces de la ville. De nombreuses boutiques de prêt à porter ont fermé et les locaux commerciaux restent vacants. Face à des loyers devenus chers et devant le refus ou l'impossibilité pour les bailleurs de les baisser, certains commerces quittent le centre-ville pour sa périphérie. Ce phénomène de désertification de l'hypercentre n'est pas lié à la seule présence de *Muse*. Les choix, en matière de stationnements, devenus coûteux et de plus en plus rares contribuent à ce phénomène :

« Les citoyens qui vivent au centre-ville de Metz ont de plus en plus de mal à trouver un endroit où stationner. Les places sont onéreuses et les tarifs d'abonnement coûteux. Certains

individus, se sentant mis à l'écart, cherchent à quitter le centre dans le but de trouver une résidence permettant de se garer facilement et gratuitement. De nouveaux usagers accèdent aux places dans les quartiers en périphérie, raréfiant encore l'accessibilité. Les parkings tendent peu à peu à disparaître, et ceux qui étaient gratuits jusqu'alors deviennent payants. Une majeure partie des commerçants en sont réellement impactés » (ethnographie espace généraliste).



Source : <https://metz.fr/>

En parallèle, l'hyper centre historique a subi une vaste opération de rénovation des façades, d'élargissement des accès aux piétons et aux cyclistes, d'aménagement de nouveaux espaces verts et « d'embellissement » de certaines places. Il s'agit de répondre à des objectifs d'amélioration de la qualité de vie des habitants mais également de renforcement de la politique touristique locale à destination des français mais également des étrangers, catégorie en constante augmentation ces dernières années :

« Les touristes étrangers sont en majorité des Européens (près de 80 % des nuitées), notamment des Allemands (18 %) et des Anglais (17 %), des Hollandais (12 %) et des Belges (10 %). L'Asie-Océanie est la deuxième zone d'origine des touristes étrangers (16 %) puis viennent les États-Unis et d'Afrique. L'évolution de la fréquentation asiatique et notamment chinoise est remarquable sur ces dernières années. En effet, le nombre de visiteurs asiatiques dans les hôtels de Metz Métropole a quasiment doublé et le nombre de visiteurs chinois a plus que triplé entre 2014 et 2015. Ainsi en 2015, les arrivées de clients chinois ont été presque aussi nombreuses que celles de clients allemands (20 000 contre 22 000). Le nombre d'arrivées de clients chinois a été multiplié par sept depuis 2012.¹⁹ ».

Une vie touristique en pleine mutation, une vie étudiante en développement et un environnement urbain devenu propice aux piétons ont profondément transformé la ville et les façons de vivre de ses habitants. Alors que le quartier de l'Amphithéâtre se désertifie à la fermeture des bureaux et des commerces, l'hyper centre s'anime. Chaque place accueille ses bars et restaurants et l'offre en la matière s'est considérablement diversifiée ces dernières années (bars à thèmes, bars associatifs, café-concert, bar littéraire et restaurants de tous types).

¹⁹ Une destination touristique qui se confirme, Sabine Brousse, Office de Tourisme de Metz - Pierre-Jean Guerra, Metz Métropole Développement

Nos observateurs ont par ailleurs constaté la pratique de la « manche », en journée autour de *Muse*, phénomène inconnu jusqu'à présent, le quartier étant en construction. Les publics qui pratiquent la manche aux coins de ces nouvelles rues sont connus du CAARUD et des Equipes Mobiles, ils sont présents à l'ouverture des commerces et disparaissent pour rejoindre l'hypercentre historique, en soirée. Repérés en 2018, leur nombre a tendance à augmenter en 2019 selon nos observateurs.

Densification de la vie festive autour des places emblématiques de la ville

Les premières observations menées fin 2018 montraient déjà une densification de la vie festive en hyper centre. L'augmentation et la diversification de l'offre d'établissements de soirées sont directement corrélées à l'augmentation de la clientèle et à l'évolution des temps de la fête. Désormais moins concentrées le week-end, les sorties s'improvisent le long de la semaine :

« Il y a beaucoup de monde en ville à partir du jeudi avant c'était surtout le vendredi et samedi » (un habitant du centre-ville)

Par ailleurs, les lieux de fête en centre-ville, concentrés autour des places de la ville attirent une clientèle diversifiée. Dans son article du *Républicain Lorrain*, Mattias Corrasco²⁰ décrit les clients des emblématiques places de Metz comme « *les potes, les bobos, les bourgeois* » en fonction de celle qu'ils affectionnent plus particulièrement et sur laquelle ils s'arrêteront le temps d'un verre entre amis.

Partant de cette hypothèse d'une différenciation géographiques des consommations en fonction de la clientèle, nos informateurs ont approfondi leur analyse sur trois sites :

- La place Saint Louis



Source : <https://metz.fr/lieux/lieu>

La place Saint-Louis est l'un des lieux les plus appréciés de la ville tant par les touristes que ses habitants. Construite au Moyen-Âge (XIII^e siècle), elle a subi de nombreuses transformations au fil du temps et apparaît aujourd'hui comme incontournable.

Cette place accueille de nombreux bars sous ses arcades qui déploient de grandes terrasses, ils sont fréquentés par de nombreux étudiants mais également par une clientèle de quarantenaires fidèles.

²⁰ « Dis-moi quelle est ta terrasse, je te dirai qui tu es », *Le Républicain Lorrain*, 01/09/19, <https://www.republicain-lorrain.fr/edition-de-metz-ville>

Les immeubles de la place sont fréquemment habités par des étudiants. Les logements assez exigus et des accès systématiques par des escaliers limitent leur possibilité d'aménagement et sont peu pratiques.

De fréquentes consommations de cannabis sont perçues aux alentours des bars. Les fumeurs s'isolent la plupart du temps, près d'une fontaine au centre de la place pour consommer. Si le cannabis est perceptible par son odeur, les consommations ne sont pas visibles et aucun fumeur ne consomme à sa terrasse, même en cachant son joint.

Des consommations régulières de cocaïne sont observées et de MDMA sous forme de comprimés, de façon plus rare. Les consommations ont lieu généralement dans les toilettes et concernent ceux qui ne peuvent pas rentrer chez eux.

À proximité de la place Saint- Louis se trouve un établissement très hétéroclite qui propose des concerts variés en termes musicaux (métal, jazz, musiques orientales...), des conférences ouvertes au public ou encore des ateliers thématiques. C'est un lieu alternatif où se côtoie une clientèle qui varie en fonction des soirées et dans lequel des débordements, violents et des bagarres sont régulièrement constatés.

Le cannabis est consommé de façon assez ostentatoire à l'extérieur du bar et des consommateurs de cocaïne sont régulièrement observés. Plus rarement, des consommateurs d'ecstasy sont repérés et exceptionnellement des usagers d'amphétamines.

- La place Saint-Jaques



Source : <https://metz.fr/lieux/lieu>

À côté de la cathédrale, la place Saint-Jacques est connue depuis de très nombreuses années pour ses bars, accueillant la sortie des cinémas tout proches. Sur le même schéma de construction que la place Saint Louis, de nombreux appartements sont mis à la location aux étages des différents immeubles. Les produits ne diffèrent pas non plus de sa place voisine mais les consommateurs restent moins nombreux et plus discrets.

- La place de Chambre



Source : <https://metz.fr/lieux/lieu>

Les profondes transformations de cette place, à proximité de la cathédrale, du marché couvert et de l'université (routes piétonnes, implantations de nouveaux restaurants, « embellissement » des rues...) ont eu pour impact de la rendre incontournable, c'est la place *branchée* de la ville.

Sur cette place, l'offre de restaurants y est particulièrement variée et de haute qualité sans aucune proposition de restauration rapide. Les clients, trentenaires ou plus âgés, bien insérés, s'y retrouvent pour bien manger, déguster de bières et vins de bonne qualité.

Peu d'étudiants fréquentent ces endroits mais nombreux sont ceux qui traversent la place pour rejoindre l'université ou deux des principaux bars qui les accueillent avec les lycéens voisins (l'un de ces bars vend la bière la moins chère de Metz, à 2 € la pinte).

La place de Chambre est une très ancienne place, elle est à la jonction de nombreuses ruelles typiques le long de la Moselle où l'on peut rapidement se trouver à l'abri des regards et isolé. Dans ces endroits, il n'est pas rare de trouver quelques trentenaires ou étudiants, un joint à la main, de façon plus ou moins visible, sur le chemin d'un autre bar.

L'organisation du trafic en hyper centre

Aperçu au courant de l'été 2018, un groupe de trois vendeurs faisait commerce de cannabis, cocaïne et ecstasy en pleine rue. Installés avec table et chaises autour de leur chicha, ces jeunes de 18 à 24 ans ont été interpellés par les autorités à la suite de plaintes du voisinage, ce type de commerce n'a pas été observé en 2019.

Des vendeurs avaient été aperçus en 2018 dans les entrées de certains immeubles mal verrouillés. Certains d'entre eux sont encore visibles en 2019 :

« Ils connaissent les immeubles qui ne ferment pas à clé, ils sont moitié sur voie publique et à moitié dans le couloir et ils dealent à l'intérieur » (ethnographie, espace généraliste).

Par ailleurs, deux vendeurs faisant la tournée des bars, déjà repérés en 2018, poursuivent leur activité en ciblant leur clientèle :

« Des bars fréquentés par 30/35 insérés (commerçants, professions médicales, juristes, personnels du Luxembourg) aux moyens aisés » (ethnographie, espace généraliste).

Ainsi, le trafic en hyper centre s'organise pour toucher une clientèle insérée :

« J'entends parler de communication assez intensive entre la place Saint Louis et la place Saint Jacques, il semblerait qu'il y ait pas mal de mouvements avec des clients plutôt place Saint Louis et des gens en situation de précarité qui font les porteurs alors je sais que ça s'organise par téléphone et ça concerne essentiellement la cocaïne auprès de clients qui sont en général hyper insérés, dentistes, anesthésistes, infirmiers, etc. » (GF Sanitaire, chef de service en CHRS)

L'approvisionnement au domicile du vendeur et/ou du client est une alternative jugée efficace, séduit des clients avides de discrétion. Ce mode d'approvisionnement ne cesse de se développer ces dernières années. Les transactions s'effectuent par téléphone portable, outil indispensable pour fixer rendez-vous, souvent chez l'utilisateur. Les réseaux sociaux permettent également aux vendeurs de développer voire de fidéliser leur clientèle citadine :

« Il y a aussi de l'ecstasy au centre-ville de Metz. Je sais que le deal se fait par snap. A priori, celui qui achète est en contact sur le réseau, il poste régulièrement son snap. Le dealer se déplace là où le client le demande, il peut fournir cannabis, ecstasy, herbe, cocaïne. en fait à ce que j'ai compris, le deal de cannabis, herbe et ecstasy en centre-ville est organisé par 3 dealers, le premier récupère l'argent, le deuxième donne le matos et le troisième donne le contact sur Snapchat pour le prochain achat comme ça s'ils se font choper par les flics, un seul a l'argent et les contacts se font sur snap. Le compte snap change tous les deux mois et les dealers donnent à chaque fois leur nouveau snap à leurs clients. Ces gamins, ils ont 16/18 ans montent leur petit trafic sur les réseaux sociaux et louent des chambres d'hôtel pour faire la fête et dépenser ce qu'ils gagnent. J'ai aussi entendu parler de dealers qui achèteraient directement sur internet et revendraient dans la rue à un point de vente, ils vendraient 10 € le comprimé d'ecstasy » (animateur, intervenant en espace festif).

Usages privés : quand les produits de la fête s'invitent à domicile

Traditionnellement consommés en espaces festifs, cocaïne, kétamine et free base sortent peu à peu de la fête et s'invitent à domicile. En 2018, des usagers de CAARUD qui consommaient de la kétamine à leur domicile, des usagers insérés qui fumaient de la cocaïne le soir après le travail ou des étudiants qui avaient intégré la cocaïne à leurs soirées entre copains étaient déjà observés par les CAARUD, les CSAPA, les CJC. En 2019, ce phénomène perdure sans pour autant réellement s'amplifier. Le trait commun entre ces usagers est une bonne connaissance des substances, en 2019 encore :

« C'est un profil qui a de l'expérience dans les produits, ce n'est pas trop des novices »
(Educateur spécialisé en CAARUD).

Certains usagers ont acquis leurs connaissances des produits et leurs compétences de préparation à l'occasion de leurs sorties festives en espace *alternatif ou commercial*, d'autres au travers des réseaux sociaux et les plus novices trouvent des pairs qui fréquentent/aient les soirées free, capables de les initier dans un cadre privé :

« J'ai au moins deux potes qui ont jamais mis les pieds en soirées qui prennent de la cocaïne quand ils font des soirées chez eux, fumée ou sniffée, les deux, ils ont appris avec d'autres et puis voilà » (Usager de cocaïne, 26 ans, en couple, informaticien, teuffeur depuis 10 ans).

Les données recueillies sur cette thématique en 2018 s'articulaient autour des usages privés dans les espaces collectifs et de la tendance à l'augmentation de l'usage privé de kétamine et de cocaïne/free base. En 2019, les observations montrent une stabilisation des usages privés de kétamine, une tendance au renforcement des usages de cocaïne et des pratiques de basage de la cocaïne qui restent confinés à des connaisseurs.

Paradoxe des espaces privés en hébergement collectif

La chambre d'une personne accueillie en Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) est du domaine privé :

« C'est un espace personnel donc il y a des limites à notre intervention, on ne peut pas y pénétrer si on y est pas invité. On ne peut y pénétrer que s'il y a un problème de sécurité ou un problème technique » (GF Sanitaire, Chef de service, CHRS).

Certains CHRS sont équipés de chambres doubles, de chambres simples et d'appartements *relais*. Dans ce cas, le protocole veut que l'accueilli partage une chambre avant de pouvoir prétendre à disposer d'une chambre seule voire à accéder à un logement autonome. D'autres établissements, plus rares, offrent des hébergements individuels à l'ensemble des personnes accueillis avec des possibilités d'accès à des logements autonomes. Dans ce contexte, même si les consommations de produits sont clairement interdites ou régulées (pour l'alcool et le cannabis) par les règlements intérieurs, elles sont néanmoins bien présentes et l'usage de cannabis soulève des questions épineuses, liées à son odeur et sa fumée.

Du point de vue des personnes accueillies, les données recueillies en 2018 montraient déjà que la cohabitation pouvait poser problème à un double niveau :

- Quand l'un des colocataires est fumeur de tabac et/ou de cannabis et l'autre pas, le second subit les désagréments de la consommation de l'autre. Les risques de tensions dans ces situations sont élevés et les conflits fréquents :

« La cohabitation en chambre double c'est un petit peu compliqué si on a un fumeur et un non-fumeur, on peut avoir une information qui remonte d'un voisin qui en a plein le dos de profiter des effluves et ça peut aller loin dans les prises de tête » (GF social, éducateur, CHRS).

- Si les colocataires sont tous les deux consommateurs de tabac et de cannabis, celle-ci risquent de s'accroître :

« On peut avoir aussi deux mecs qui vont se mettre à fumer du matin au soir, on va rentrer dans la piaule et on va avoir un nuage de fumé. Cette piaule reste la leur et il faut veiller à ce que ça ne gêne pas trop le voisin s'il est non-fumeur » (GF Sanitaire, Chef de service, CHRS).

En ce qui concerne les autres produits, loin des odeurs et des fumées, les usagers s'entourent de secrets, de silences et cherchent l'invisibilité. Dans ce contexte et bien que le cadre légal soit rappelé dans chaque établissement, les transgressions sont nombreuses et les consommations fréquentes :

« On sait qu'il y a des injections en CHRS parce qu'à un moment donné, les éducateurs trouvaient des seringues un peu partout malgré le règlement intérieur qui stipule que c'est interdit » (GF social Educatrice spécialisée, prévention spécialisée).

Le tabou qui entoure les pratiques de consommations et notamment les injections n'empêche en rien les traces visibles de consommations invisibles :

« Je l'ai bien vu quand on a repeint les chambres, on a trouvé des feuilles d'aluminium du CAARUD dans quasiment toutes les chambres, les seringues sont planquées mais elles existent et on a trouvé des pipes, des grilles... bref on voit bien qu'il y a des consos... » (Educatrice spécialisée, dispositif TAPAJ).

Ces usages privés dans un espace collectif soulèvent des questions importantes de sécurité sanitaire pour les équipes de professionnels comme pour les accueillis et des réponses voient le jour avec des initiatives concrètes :

« On a bossé avec les équipes des CHRS en leur disant soit vous laissez les choses comme elles sont, soit vous acceptez l'idée que malgré le règlement il y ait des consommations et on a pu mettre en place des boîtes pour récupérer les seringues ce qui permet de protéger l'équipe et les autres résidents du foyer c'est une solution qui vaut ce qu'elle vaut, de toute façon ça consomme dans les foyers » (Educatrice spécialisée, dispositif TAPAJ).

Bien que les initiatives engagées en 2018 perdurent, 2019 n'est pas marqué par des évolutions significatives dans la prise en compte spécifique des usages de drogues en CHRS. Entre les désagréments liés aux odeurs et fumées, le rappel au règlement intérieur en cas de transgression et l'acceptation de la vie privée, les équilibres sont quelque fois difficiles à maintenir et des temps de régulation, entre professionnels et usagers, souvent nécessaires.

La kétamine sort de la fête

Dérivée de phencyclidine, la kétamine est un anesthésiant utilisé en médecine humaine et animale en milieu hospitalier et vétérinaire. Elle est classée comme stupéfiant. Traditionnellement observés en espaces festifs, les usages de kétamine s'étendent progressivement aux soirées privées et évoluent. Ils quittent la scène publique pour entrer dans la sphère privée d'usagers comme cela était déjà observé en 2018 :

« Ce sont des gens qui n'ont pas forcément une consommation régulière de kétamine, quand il y en a, ils vont en prendre ou alors ils vont essayer, de temps en temps mais plus qu'avant j'ai l'impression, en ramenant à la maison ». (Educatrice spécialisée, intervenant en espace festif alternatif sur des missions de RdRD).

En 2019, des usagers de kétamine sont encore repérés. Peu nombreux, ils ont acquis les connaissances et l'expérience des produits au travers des soirées qu'ils fréquentent (aient) :

« Au début dans mes soirées, je ramenaient jamais rien, c'était une règle mais c'est quand même là que j'ai appris... Je voulais pas ramener chez moi parce que je savais que j'allais

conso. Et puis petit à petit ça s'est fait... Après c'est pas tout le temps non plus... Je sais ce que je prends. Quand je prends un peu de ké chez moi avec des potes, je sais ce que je fais... C'est quand on rentre de soirées et quand il y en a plus, c'est pas grave » (Usager de 24 ans, habitué des free party, étudiant)

En dehors des associations avec l'alcool et/ou le cannabis, la kétamine est fréquemment associée à la cocaïne :

« J'ai rencontré des usagers qui consomment de la kétamine chez eux, à la maison. Je remarque que la cocaïne est souvent mélangée à la kétamine » (Animateur en CAARUD mobile)

Les conséquences de sessions de consommation associant kétamine et cocaïne sont décrites par les professionnels comme délétères pour les usagers :

« C'est comme F quand il vient le lundi avec ses lunettes de soleil, tu sens que le week-end a été difficile et tu vois qu'il souffre parce que kétamine/cocaïne, ça te met à la ramasse. Des fois, il arrive seulement le mercredi au CAARUD, il ne sait plus où il est parce qu'il a passé deux jours à dormir » (éducateur spécialisé en CAARUD).

La kétamine est souvent achetée en espace festif puis ramenée à la maison, sans que d'éventuelles livraisons n'aient été observées.

D'anciens fêtards qui ont conservé leurs habitudes sont repérés par des professionnels :

« Un profil d'anciens teuffeurs, ils ont quitté les soirées depuis quelques années mais continuent avec la kétamine à la maison, ils consomment pas mal de cannabis en association » (Animateur en CAARUD mobile)

D'autres usagers qui ne fréquentent pas la scène festive et s'initient en privé sont observés en 2019 dans les Vosges ou la Meuse, comme en 2018 et les constats sont similaires. Moins visibles, ces usagers motivent souvent leur choix par un souci d'économies financières en réduisant une consommation de cocaïne devenue difficile à gérer :

« Dans le sud de la Meuse, on trouve beaucoup de kétamine, j'ai des échos de gens qui disent être passés de la coke à la kétamine pour des raisons de coûts et les mecs ne vont même pas en teuf, ils restent chez eux et prennent de la kétamine » (éducateur spécialisé en CAARUD)

Des usagers plus isolés, travailleurs saisonniers, consommateurs de kétamine pour soigner des maux de dos ont été repérés par des professionnels de CAARUD, à la frontière des Vosges et de la Haute Marne. Peu d'informations sur ces profils sont disponibles.

Les pairs jouent souvent un rôle d'initiateur et de conseil mais certains utilisent également Internet pour parfaire leurs compétences en matière de préparation. Relativement isolés, ces usagers vivent en milieu rural où ils sont fréquemment sans emploi et accèdent difficilement aux espaces urbains et à leurs équipements. À Nancy, la cocaïne a été observée comme jouant un rôle important comme porte d'entrée à la kétamine :

« Il dit qu'il vit dans un loft en fait c'est un garage qu'il appelle « le loft » et donc lui c'est plutôt un profil cocaïne, RSA, c'est quelqu'un qui est hyper abordable tu vois et il consomme de la kétamine dans son loft » (éducateur spécialisé en CAARUD).

Les usagers ont accès à leur kétamine dans les rues de Nancy, Metz, Thionville ou Épinal comme c'est le cas dans cet exemple :

« Il l'a choppé à des dealers en ville sous forme liquide ou sous forme de poudre directement et il la prépare lui-même. Il a même initié des potes à lui à l'injection de kétamine en intra musculaire » (animateur en CAARUD)

Les usages de kétamine en espace privé observés depuis fin 2018 gagnent en visibilité avec un marché qui s'organise pour maintenir une offre de proximité :

« On voit bien qu'ils existent des gens qui prennent de la kétamine chez eux pour passer la soirée et il y a une offre par certains dealers en ville. Ce sont les mêmes qui vont vendre des ecstasys en ville » (éducateur spécialisé en CAARUD).

Cependant, fortement associés à la fête, les usages privés de kétamine restent souvent ponctuels :

« C'est pas tout le temps, souvent quand on revient de soirées, le temps d'épuiser ce qu'il nous reste et puis on arrête » (usager de 23 ans, habitués des free party, vit chez ses parents, maçon)

Cocaïne et MDMA : les substances de la convivialité

Des consommations de MDMA, sous forme de poudre ou de comprimés, en espace privé ont été repérées en 2018 par des professionnels d'une Consultation Jeunes Consommateurs (CJC) :

« On entend aussi parler de MDMA, dans les discours c'est mieux perçu que le GHB par exemple. Ils la consomment en sniff ou prennent des comprimés d'ecstasy sans forcément être en espace festif alternatif. Les consommations sortent du cadre des soirées, certains achètent en soirées et consomment chez eux après et d'autres achètent dans la rue. Ils font des soirées privées, entre amis » (GF Sanitaire, psychologue en CJC).

Des profils plutôt insérés sont encore observés en 2019. Ils sont lycéens ou étudiants, vivent chez leurs parents et se retrouvent de temps en temps, entre copains. Ils ne sont pas des usagers réguliers mais occasionnels et ne recherchent pas systématiquement de produit y compris pour leurs soirées :

« On cherche pas toujours à consommer quand on est entre nous... bon j'avoue, le cannabis fait souvent partie de nos soirées et puis l'alcool aussi mais pour le reste c'est en fonction du moment. L'autre jour par exemple, on était en soirée avec deux potes et ce qu'on n'a pas pris on l'a ramené chez nous. Il n'y avait pas grand-chose : même pas un ½ gramme de C et quelques taz » (Usager 22 ans, fréquente de temps en temps les free parties, vit chez ses parents, en école d'ingénieur).

Des consommations de cocaïne sont également repérées au travers des CJC :

« On a l'exemple d'un groupe à la frontière qui consomme de la cocaïne entre eux et chez eux » (GF Sanitaire, psychologue).

D'autres usagers de cocaïne en espace privé sont repérés dans le cadre des stages de sensibilisation aux dangers de l'usage de stupéfiants²¹. Ils fréquentent ou ont fréquenté des soirées *alternatives* et ont des profils qui se rapprochent des consommateurs de kétamine, décrits ci-dessus. Dans l'exemple suivant, la motivation principale est la recherche de confort et de bien-être :

« Chez moi, c'est beaucoup plus tranquille, on est posé. On écoute de la bonne musique, on se marre, on mange et on discute. Avant je fumais que du shit chez moi, de toute façon quand je suis seule je fume que du shit. Quand on est à plusieurs on boit de l'alcool et si on a l'occasion, on prend d'autres trucs... un peu de cocaïne de temps en temps. J'ai déjà essayé la kétamine comme ça mais j'ai pas aimé, je préfère en soirée, la MD c'est pareil, c'est pour les soirées. Un peu de coke et puis voilà... » (Usagère de 25 ans, fréquente l'espace festif *alternatif* régulièrement, deux soirées par mois en moyenne. Elle est fleuriste et vit seule en centre-

²¹ Le stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de produits stupéfiants est une sanction située entre la poursuite pénale et le suivi médical. Elle élargit la palette des choix pour un traitement différencié et individualisé en matière d'usage ou d'incitation à l'usage de produits stupéfiants (<https://www.drogues.gouv.fr/ce-que-dit-la-loi/>, 2020)

ville. Elle est consommatrice quotidienne de cannabis chez elle et y associe d'autres substances comme la cocaïne lorsqu'elle est accompagnée de ses amis).

Dans cet autre exemple, la cocaïne aura sa place, ponctuellement, en fonction de la disponibilité, des envies, du contexte et sera consommée avec précaution :

« Avant j'allais en free mais j'adhère plus trop à l'ambiance maintenant je préfère les soirées dans certaines boites où on passe de la bonne musique. J'ai pris de la coke pour la première fois en soirée, à l'époque c'était régulier. On prenait aussi d'autres trucs mais j'aimais moins, la cocaïne c'est bien, t'es pas assommé ou complètement halluciné. J'en prends pas souvent chez moi, quand il y a des potes, quand on veut se faire une soirée un peu spéciale... Il faut quand même faire attention, t'as vite fait de t'habituer si t'en prends trop régulièrement alors de temps en temps ça va... ».

Cet homme de 31 ans est intérimaire dans le bâtiment. Interpellé pour usage de cannabis au volant, il est condamné à un stage de sensibilisation et à un retrait de 6 points sur son permis de conduire. Il n'a pas d'antécédent judiciaire. Il consomme régulièrement du cannabis mais également d'autres produits, à son domicile. Il est célibataire, vit seul et fréquente les établissements où passe de la musique électro.

Modification des pratiques de consommation et usages privés en centre-ville

Un tournant majeur a été observé dans les pratiques de consommation de produits psychoactifs en 2019. Les usagers de drogues se sont adaptés au risque accru d'être interpellé en possession de stupéfiants, du fait d'un événement médiatisé, le décès d'une femme de 42 ans dans un club d'*after* de Metz avec suspicion d'un usage d'héroïne et de cocaïne et de l'accentuation des « descentes de police » dans les établissements festifs.

Ainsi, le mot d'ordre actuel est de ne plus avoir de produit sur soi lorsqu'on se rend dans les bars et discothèques. Les traditionnelles consommations repérées dans les toilettes ont progressivement gagné en discrétion et sont moins visibles. Les usagers se retrouvent désormais chez les uns et les autres pour consommer et s'adapter à cette nouvelle réalité répressive.

Plutôt que de *soirées privées*, il s'agit de *moments privés* ; avant de sortir boire un verre dans un bar ou passer le reste de la nuit en discothèque mais également entre deux bars, tout au long de la soirée. Un usager peut parfaitement aller boire un verre, rejoindre son appartement ou celui d'un ami pour une trace de cocaïne et rejoindre son groupe d'amis pour un autre verre, voire se rendre dans un autre bar.

Dans les situations observées, les personnes sont invitées à se rendre chez une autre qui accepte de recevoir le groupe le temps de ces sessions de consommations. Le produit (principalement de la cocaïne) est préparé en ligne, en général sur la table basse du salon ou sur la table à manger et le propriétaire du produit invite les autres à consommer (toujours inhalé jamais injecté). Dans ce contexte, une informatrice relate une accélération des prises du produit :

« Lorsque le mouvement est lancé, une personne peut atteindre un rythme de consommation d'une « trace » toutes les 5 à 10 minutes, par exemple. Bien entendu, ce rythme dépend du niveau de consommation propre à chacun, quotidien avec très peu de phases de descente, à occasionnel, lors de soirées » (ethnographie, espace festif commercial)

A l'occasion de ces moments privés de partage de produit, chacun participe à hauteur « d'un billet » pour compenser le coût de la cocaïne et dédommager celui qui l'a avancée.

En termes de régulation, l'association avec d'autres substances a pour but d'optimiser les effets de la cocaïne. L'ajout de cannabis, poppers, MDMA, ecstasy se fait en fonction des envies, personnes et des moments. L'alcool est quasiment toujours associé, car la dimension festive est primordiale.

Les effets négatifs sont uniquement décrits comme dus à un taux de pureté moindre, avec une utilisation de produits de coupe aux effets secondaires très désagréables :

« Nervosité, tremblements, problèmes de mâchoire, tics de langage, problèmes à s'exprimer »
(ethnographie, espace festif commercial)

La cocaïne consommée dans ces espaces privés aurait pour provenance les Pays-Bas. À ce stade, il n'est pas possible de vérifier si ces personnes vont directement chercher le produit lors de déplacements d'affaires ou si elles mandatent des personnes de leur entourage personnel ou professionnel pour se rendre aux Pays-Bas. Elles sont décrites comme aisées :

« C'est des gros riches qu'on ne penserait pas, c'est des personnes plutôt aisées, qui ont des grosses situations implantées à Metz qui gèrent ce réseau » (ethnographie, espace festif commercial)

Une autre source d'approvisionnement a été décrite par le biais de deux dealers repérés dans plusieurs bars et discothèques :

« Deux hommes, d'environ 25-30 ans, habillés de manière très discrète – jean, pull, baskets – le plus souvent en noir, mais quelques fois en blanc. Ils ne parlent que très peu et ne se mélangent pas à la foule » (ethnographie, espace festif commercial)

Les investigations en 2020 affineront certaines observations, notamment les événements « électro » de grande ampleur, dans lesquels l'usage de produits hallucinogènes a été décrit.

Approche par produits

Les prix des principales drogues observés en Lorraine en 2018

Principaux produits		Prix relevés	Tendance	Commentaires
Héroïne		Prix bas : 12 €/g Prix haut : 50 €/g Prix courant : 20 €/g	→	Augmentation du fractionnement des doses.
Cocaïne		Prix bas : 45 €/g Prix haut : 120 €/g Prix courant : 80 €/g 0,1g : 10 €	→	Grande variabilité des prix en fonction de la qualité et du territoire.
Kétamine		Prix bas : 15 €/g Prix haut : 40 €/g Prix courant : 20 €/g	→	Possibilité d'achat en grosse quantité dans certaines soirées.
Cannabis	Herbe	Entre 8 et 20 €/g	→	Grande variabilité du prix en fonction de la qualité et de la nature du produit (surtout pour l'herbe si importée ou locale).
	Résine	Entre 4 et 10 €/g		
LSD		Prix du buvard : 10 € Prix à la goutte : 10 €	→	Son prix est stable depuis 3 ans.
MDMA	Ecstasy (comprimé)	Prix bas : 4 € Prix haut : 10 € Prix courant : 10 €	→	Grande disponibilité des comprimés moins de demandes de MDMA en cristaux
	Poudre/cristal	Prix courant : 30 à 40 €/gramme		
Méthadone		5 € le flacon de 40mg	→	Prix constant depuis de nombreuses années. La méthadone fait l'objet de troc mais plus rarement de transactions financières.
Buprénorphine haut dosage (BHD)		3-5 € le comprimé (20 € en Allemagne) 20 € la plaquette de 7 comprimés	→	Le trafic de Subutex® persiste en espace urbain. Sa forme générique est sensiblement moins chère mais également moins recherchée.
Amphétamines		Prix bas : 5 € Prix Haut : 20 € Prix courant : 10 €	→	Prix au gramme

Alcool

L'alcool est de loin le produit le plus consommé et ce, dans l'ensemble des espaces observés. Les usagers des CAARUD laissent des déchets aux abords des services. Les cannettes de bières fortes sont régulièrement trouvées sur le bord des fenêtres par exemple. Entre deux discussions à l'intérieur, certains ressortiront régulièrement pour boire dans la rue. Des usagers de CSAPA qui se rendent à un rendez-vous avec un médecin ou un éducateur s'arrêtent dans le bar voisin avant de l'honorer. Dans tous les espaces observés, l'alcool est présent, associé ou non à d'autres substances.

Pour atténuer des effets de descente de la cocaïne, nombreux sont les usagers qui l'associent avec de l'alcool avec le risque accru d'augmentation du rythme cardiaque. Cannabis et alcool consommés conjointement affecte le jugement, la coordination et le temps de réaction. Consommé avec l'héroïne, l'alcool augmente son effet d'endormissement. Pour des raisons variées, l'alcool est ainsi consommé dans de multiples situations.

Opioides et opiacés

Les opiacés constituent une famille de produits dérivés de l'opium, substance provenant de la culture du pavot, comme c'est le cas de la morphine (ou sulfate de morphine). Les opioides sont des substances synthétiques dérivées partiellement ou totalement de l'opium ayant des effets similaires, c'est le cas de nombreux médicaments classés, pour les besoins de notre étude, en deux catégories :

- * les médicaments indiqués dans le traitement des douleurs intenses ou rebelles aux autres analgésiques (codéine, sulfates de morphine (Skénan®), fentanyl...)

- * les médicaments de substitution aux opiacés (méthadone et buprénorphine haut dosage ou BHD (Subutex®)).

Les opiacés ont pour caractéristiques d'entraîner de fortes tolérance et accoutumance au produit et présentent un risque majeur de dépression respiratoire, l'overdose.

Héroïne

L'héroïne disponible en Lorraine, sous forme de poudre ou de caillou est de couleur brune, rarement blanche et exceptionnellement de couleur rosée. Elle est désignée par les usagers par différentes appellations : « *héro, schmak, chnouf, came, Hélène, de la machine, cheval, du brun etc.* »

L'héroïne est disponible depuis de nombreuses années sur le territoire lorrain et on observe peu de changements dans ce domaine. Toujours disponible et accessible, c'est l'héroïne brune qui est la plus présente le marché, la blanche étant quasi inexistante.

Le marché de l'héroïne ne connaît pas de grosses variations de prix. Au plus bas, à la condition de connaître le bon vendeur et d'acheter par dizaines de grammes, il est possible de négocier le gramme à 5/6 €. Son prix varie entre 15 € et 50 €, souvent en fonction de sa qualité et se négocie couramment à 20 €/g.

Des représentations négatives persistent toujours autour de ce produit, particulièrement quand il est injecté : « *l'injecteur devient celui qui n'a pas été en capacité de gérer sa consommation* » (éducateur en CAARUD). L'héroïne est à la fois recherchée pour ses effets particulièrement intenses mais reste un produit dont il faut se méfier pour les risques de dépendance qu'il induit. Pour les non usagers, l'héroïnomanie est : « *celui qui se gratte, qui vole et à qui on ne peut pas faire confiance* ».

L'injection reste un mode d'administration le plus fréquent même si les injecteurs sont perçus de façon négative et souvent assimilés à « *des vieux tox* ». Étant taboues, les pratiques d'injection sont souvent discrètes voire secrètes et ne se parlent pas. Par contre nous observons un glissement de

l'injection vers la *chasse au dragon*²² lorsque le capital veineux est trop endommagé. Pour mettre les veines au repos, certains usagers alternent leur mode d'administration entre injection, inhalation et chasse au dragon, souvent en fonction de leur état de santé.

L'héroïne est fréquemment associée à la cocaïne et permet de « *mieux supporter la descente de stimulants* ». De nombreux usagers alternent entre l'héroïne et les TSO afin d'éviter les phénomènes de manque mais le principal produit consommé en association reste de loin l'alcool.

Les principaux problèmes sanitaires observés avec l'héroïne sont les risques d'overdoses, de dépendances, les difficultés liées au manque et les complications liées au mode d'administration (principalement le système veineux dégradé et les abcès chez les injecteurs).

L'héroïne disponible et de bonne qualité

Le marché lorrain de l'héroïne n'a pas subi de profondes modifications en 2019 et cette année encore, même si des disparités existent sur le territoire, l'héroïne reste disponible sur le marché de rue en Lorraine. Elle est de bonne qualité et son prix n'a pas subi de variations significatives. Le gramme se monnaie entre 30 et 50 € à Thionville, 12 et 30 € à Épinal et entre 10 et 40 € Nancy et Metz, en fonction de la qualité. Le prix courant reste inchangé à 20 € le gramme sur l'ensemble du territoire. Bien qu'elle soit réputée de meilleure qualité à Metz, des usagers ont cependant observé que, en fin d'année, sa qualité s'était nettement améliorée à Épinal. Les pratiques de fractionnement des quantités vendues, déjà observées en 2018, se sont renforcées cette année et désormais l'utilisateur peut acheter « en fonction de l'argent disponible » (éducateur en CAARUD) et non plus seulement au gramme.

Dans les différents espaces festifs observés, elle est « inexistante ». Étant donné son image particulièrement négative, les rares usagers d'héroïne en espaces festifs mettent en œuvre des stratégies pour rendre leur consommation invisible des autres personnes présentes.

Constance des modes d'approvisionnement

Le mode d'approvisionnement dépend en partie de la situation géographique des usagers et de leur proximité des frontières et n'a pas subi d'importantes évolutions en 2019.

Dans les grands pôles urbains (Metz et Nancy par exemple), la plupart des usagers vont se fournir en héroïne dans les *cités*, c'est là qu'elle est réputée la meilleure. Ils prennent les transports en commun pour leur rapidité et leur discrétion et se rendent souvent chez un vendeur qu'ils connaissent :

« Je me fournis toujours chez le même gars, j'ai confiance, je sais qu'il a toujours du bon produit et il est discret » (Usager, 28 ans, consommateur d'héroïne depuis 6 ans, fréquente régulièrement le CAARUD de Metz)

Il n'est pas toujours nécessaire pour un usager de se déplacer, l'offre d'héroïne est également fréquente aux abords des CAARUD, Totem et autres CHRS même si elle reste discrète et peu visible. Entre usagers, elle fait l'objet de troc, d'échange, de dépannage et d'entraide :

« Un usager collecte l'argent des copains pour acheter quelques grammes à un vendeur avant de redistribuer leur part aux autres et prendre sa commission, entre et 0.1 et 0.2 par gramme » (éducateur en CAARUD)

²² La *chasse au dragon* est un mode de consommation de l'héroïne dans lequel il s'agit d'inhaler avec un tube, de l'héroïne sur une feuille de papier aluminium doucement chauffée par en dessous

Certains frontaliers des secteurs de Briey, Villerupt ou encore Thionville se déplacent à Luxembourg-ville, rejoignent des connaissances et dans la rue, font l'acquisition d'héroïne souvent de bonne qualité :

« Quelques-uns vont au Luxembourg. Ils traînent autour d'Abrigado²³, ils y retrouvent des connaissances. Ceux qui traînent au Luxembourg reviennent de Belgique, Liège souvent et ont l'habitude de vadrouiller dans ces coins-là. Certains que ces voyageurs ramènent pour leurs proches et se déplacent ponctuellement » (infirmière en CAARUD)

Pour certains CSAPA lorrains, la proximité des frontières a par ailleurs des conséquences inattendues sur la distribution de matériel de RdRD comme c'est le cas dans le *Pays Haut* :

« On observe la chute de la distribution des Stéribox® chez nous et on a fait l'hypothèse avec les collègues du lien avec l'ouverture de la salle de shoot de Esch sur Alzette²⁴, les gars vont là-bas maintenant, on est à côté » (éducateur en CSAPA)

Des professionnels observent également des usagers solitaires qui souhaitent consommer des produits de qualité tout en restant éloignés des réseaux d'approvisionnement locaux comme c'est le cas pour cet homme :

« Par rapport à l'héroïne, j'ai un usager qui a fait le choix de ne plus du tout se fournir à Nancy, il va systématiquement en Hollande, pour lui le produit est de meilleure qualité et il ne veut pas d'embrouilles avec des dealers de Nancy. Il sort du boulot, se change, s'en va et revient dans la nuit. Il achète de l'héro 25 € par gramme, il dit qu'elle est peut-être très chère mais elle est aussi très forte. Il a fait 125 voyages en trois ans et vend de quoi rembourser ses frais de déplacements et dépanne ses potes, c'est pas du gros trafic, c'est plus de la débrouille » (éducateur en CAARUD)

L'héroïne en milieu rural

Sans être un fait nouveau, nos observateurs constatent la présence d'héroïne dans les zones rurales, par exemple les environs de Lunéville, Pont-à-Mousson, Boulay, Bouzonville ou encore Sarrebourg.

Dans le département de la Meuse, de nombreux usagers d'héroïne sont également repérés par les professionnels du CARUUD mobile, récemment implanté. Ils sont en majorité des hommes, entre 30 et 40 ans, en situation de précarité pour la plupart :

« On a quand même beaucoup d'héroïne : 80 personnes sur les 100 qu'on suit, 62 qui injectent » (GF Sanitaire)

L'approvisionnement de l'héroïne en zones rurales est fréquemment le fait de déplacements des usagers vers les pôles urbains mais comme nous l'avons vu en première partie de ce rapport, les livraisons par les vendeurs (dans un appartement prêté ou directement chez l'utilisateur) se développent. Dans la Meuse, deux modes d'approvisionnement se distinguent :

« La Meuse est un peu coupée en deux, il y a des gens qui sont sur le Nord meusien vont s'approvisionner quasiment exclusivement sur les Pays Bas, ils ont plus de facilité pour aller là-bas et les gens du Sud meusien vont plutôt sur Nancy et Metz et on retrouve essentiellement de l'héroïne chez nous. » (GF Application de la loi, représentant la gendarmerie)

Une certaine porosité est constatée entre les pôles urbains et les zones rurales avec des usagers qui se déplacent d'un environnement à l'autre. Ils sont repérés par les forces de l'ordre et cherchent une plus grande discrétion :

²³ Abrigado est centre d'accueil de jour équipé d'une salle de consommation à moindre risque

²⁴ Avec Abrigado à Luxembourg ville, la salle d'Esch sur Alzette est la seconde salle de consommation ouverte dans le pays.

« Après, l'aspect rural aussi était constaté et le fait que quand on va dans les CLSPD²⁵ en zones rurales, type Dieuze, Château Salins, on entend bien que le sujet des stupéfiants est souvent abordé y compris pour des personnes qui se mettent un peu au vert en allant à la campagne pour être noyées dans la masse, par soucis de discrétion et vivre leur dépendance sur un mode néo rural » (GF Application de la loi, représentant la gendarmerie)

Concernant les modes de consommation de l'héroïne, nous ne pouvons pas établir de distinction entre les environnements ruraux et urbains. L'injection est fréquente dans les deux types d'espaces, quoique moins visible à la campagne, et l'inhalation est partout observée par les professionnels du soin.

Opium-Rachacha

L'opium est une substance végétale obtenue à partir du latex du pavot. Il se présente sous la forme d'une pâte marron plus ou moins compacte. Il se consomme essentiellement fumé et ingéré et plus exceptionnellement par voie intra-rectale

Nous n'avons aucune information particulière à signaler concernant l'opium en dehors d'un usager repéré au CAARUD de Nancy, il consomme de l'opium venue des Vosges et dit moins ressentir les symptômes de manque qu'avec l'héroïne. À Nancy toujours, les professionnels des CAARUD observent également la présence d'opium chez un public en grande précarité.

Il s'agit d'un produit peu observé par TREND, sur l'ensemble des espaces investigués.

Buprénorphine haut dosage - BHD

Opiacé de synthèse, la Buprénorphine Haut Dosage (BHD) est utilisée dans le traitement de la dépendance à l'héroïne et autres opiacés. Elle est commercialisée en France depuis 1996 sous le nom de Subutex[®]. Les génériques sont apparus sur le marché en 2006 mais ne semblent pas être appréciés de la même façon que le Subutex[®] par les usagers qui le détournent.

La BHD se présente sous la forme de comprimés à laisser fondre sous la langue et prescrite bien souvent en première instance dans des unités de délivrance de la méthadone et peut être prescrite par un médecin généraliste et délivré en pharmacie pour une durée de 28 jours maximum, renouvelable.

Le Subutex[®] se monnaie entre 3 € et 4 € le comprimé de 8 mg (B8) et aux alentours de 20 € la boîte de 7 comprimés. La même boîte se vend 50 € en Allemagne et le trafic persiste toujours à la frontière.

Aucune observation ne fait état de la présence de cette molécule en milieu festif. Par contre, la BHD reste facilement disponible et accessible sur les marchés de rue.

Il n'existe pas de marché organisé de revente en Lorraine, il s'agit essentiellement d'usagers qui vendent la partie de leur traitement qu'ils ne consomment pas. Le marché s'organise dans la rue, à proximité des CHRS et CAARUD, autour des gares ou encore en appartements mais il reste discret.

Les pratiques de détournement persistent chez les usagers des CAARUD mais les complications liées à l'injection sont en baisse constance ces dernières années. L'utilisation de filtres (filtres toupie et Stérifilt[®]) plus performants explique l'amélioration de l'état de santé des injecteurs.

Les profils des usagers de BHD détournée connus dans les CAARUD lorrains n'ont pas évolué. Ils sont souvent en grande précarité, hébergés en CHRS, touchent les minimas sociaux et n'ont pas les

²⁵ Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance

moyens d'accéder à l'héroïne ou de façon très ponctuelle, en début de mois. Il est possible de distinguer deux profils de consommateurs de Subutex®. Les premiers y sont arrivés par le biais d'une substitution aux opiacés, sont fréquemment polyconsommateurs, injecteurs ou non, font surtout mésusage de Subutex® en cas de pénurie d'héroïne. Les seconds sont des primoconsommateurs. Souvent initiés en prison, ils ont commencé leur parcours d'usagers d'opiacés avec le Subutex®. Plus jeunes, ces usagers ne cherchent pas un état de défonce mais plutôt un calmant, ils ne l'injectent pas, le prennent en sublinguale mais en sont dépendants.

Quelques injecteurs de Subutex® sont repérés par des professionnels qui interviennent à domicile. Ils sont insérés mais sont souvent isolés dans leur pratique et sont réceptifs aux messages de RdRD pour améliorer leur état de santé.

Les usagers perçoivent le produit comme « *fiable, constant dans ses effets et sont sûrs de la qualité* » (GF Sanitaire). Il est avant tout considéré comme un traitement pour pallier au manque même dans le cas de son détournement.

Méthadone

La méthadone (6-diMETHylAmino-4,4-Diphenyl- 3-eptanONE), agoniste morphinique est un médicament de substitution aux opiacés. En France, elle se présente sous forme de sirop à l'origine, et de gélule depuis 2008. Sa délivrance est soumise à un protocole précis et réservé aux médecins exerçant en centres de soin (CSAPA) ou en services hospitaliers spécialisés. Le relais de prescription peut ensuite être fait en médecine de ville après stabilisation du dosage, pour une durée maximale de 14 jours, renouvelable. La prescription de méthadone-gélule est encore plus encadrée, et nécessite officiellement un an de stabilisation du traitement.

Les faits marquants en 2019

Le marché de rue reste stable

À l'image de l'an passé, la BHD reste le traitement de substitution aux opiacés le plus détourné mais la méthadone est également disponible et accessible au marché de rue en Lorraine. Les modalités du trafic sont sensiblement les mêmes pour les deux substances : peu disponibles dans les quartiers, plus accessibles en centre-ville. C'est un trafic peu visible, principalement entre pairs, dans la rue ou alors en appartements. Traditionnellement, c'est sous sa forme sirop que la méthadone est la plus accessible.

Les patients sous substitution sont les principaux fournisseurs de ce marché parallèle. La vente, le troc ou l'échange de méthadone répondent plus à des stratégies de « débrouille » pour les usagers qui cherchent plus à compenser les manques d'héroïne qu'à une volonté marchande et lucrative. La plupart d'entre eux vont donc la conserver pour leur propre usage. Cependant, certains vont préférer baisser leur dosage et conserver le surplus à des fins d'échange, de troc ou de revente ultérieurs (ces réserves faites d'économies de traitement représentent parfois jusqu'à une centaine de fioles).

Le tarif de la fiole de méthadone est généralement fixé à un euro les 10 mg ce qui ramène la fiole de 40 mg à 4 € mais il n'est pas rare de la trouver à 5 €. Pour la gélule, la tarification suit la même logique.

Le prix de la méthadone n'a pas beaucoup évolué ces dernières années. Il se situe dans la fourchette moyenne de 10 € le flacon de 60 mg avec une variation entre 4 € et 10 € pour cette même dose. Le prix d'une plaquette de 7 gélules se négocie entre 20 et 25 € (7,86 € en pharmacie). Fournis à titre indicatif, ces prix peuvent toutefois varier d'un endroit à l'autre, d'une personne à l'autre.

En espace festif, on observe de rares cas de consommation de méthadone en sirop mais pas de trafic autour de ce produit.

Pratiques et modes d'usages : compenser les effets de manque de l'héroïne

La méthadone est d'abord utilisée pour compenser les effets de manque de l'héroïne. Avant d'adhérer à un protocole de délivrance de substitution en établissement spécialisé, de nombreux usagers s'initient à la méthadone en dehors de tout cadre réglementaire :

« La plupart des gens qui viennent pour la métha l'a déjà essayé avant, au moins testée. Certains patients nous disent même quelle dose leur convient. Ils connaissent le produit, ils savent que ça peut bien les aider et ils viennent au centre pour des raisons économiques et cessent de l'acheter au marché noir et se font rembourser ». (Infirmière, dans une unité de délivrance de substitution en CSAPA)

Elle est principalement administrée par voie orale. Sa rapidité d'action est du plus grand intérêt pour les usagers : « *tu la prends et t'es bien tout de suite* » (CAARUD de Nancy). Dans les cas de surdosage, les usagers peuvent se retrouver *trop assommés* mais globalement, ils parviennent très rapidement à un équilibrer leur dosage pour trouver leur zone de confort.

Nombreux sont encore les usagers qui se plaignent de la teneur en sucre de la méthadone :

« Le sucre, y'a un moment où mon corps a dit stop, je germais ma métha, je suis obligé de la couper avec de l'eau maintenant ».

Un cadre de prescription souvent trop exigeant

Les usagers de méthadone ont des profils relativement hétérogènes en termes de sexe, d'âge, de parcours de soins, d'expériences des produits, etc. Ils ont entre 30 et 45 ans, ont fréquemment un passé voire une actualité difficile avec l'héroïne mais ils cherchent à prendre leur distance avec le produit. Relativement stable dans leur logement, ces usagers bénéficient souvent de droits mis à jour et de prestations sociales (AAH, RSA) voire d'un emploi. La plupart des usagers de méthadone détournée sont des hommes même si quelques femmes sont également concernées.

Les motifs et raisons du recours au marché noir sont liés à plusieurs facteurs :

- La distance pour les usagers les plus éloignés et notamment en période de délivrance journalière, entre leur domicile et les centres spécialisés ;
- La précarité de la situation de certains usagers, quand ils vivent à la rue par exemple, quand le produit reste la priorité devant les rendez-vous à honorer ;
- Les délais d'attente trop longs (quelques fois de 2 mois).

Contrairement à ce qui est noté pour le Subutex®, il semble assez courant que des usagers cherchent à acquérir de grandes quantités pour ne pas multiplier les petites transactions et obtenir le traitement pour plusieurs semaines. C'est notamment le cas d'usagers ayant une activité professionnelle qui n'accèdent pas à un protocole de soins par manque de temps, de disponibilité ou encore par volonté de discrétion et préfèrent alors se fournir au marché noir.

Le danger lié aux surdosages est une préoccupation récurrente chez les usagers en CAARUD. Ils sont par conséquent vigilants à l'association avec d'autres substances, notamment les opiacés.

Médicaments contenant de la codéine et des opiacés

Recherchés pour leurs effets récréatifs, substitutifs ou encore anxiolytiques, les médicaments codéinés sont susceptibles d'être consommés par des profils très variés d'usagers, dans un cadre festif ou encore privé.

Fentanyl (Durogesic®)

Le fentanyl est analgésique opioïde, dérivé de la phénylpipéridine. Son action porte sur les récepteurs morphiniques du cerveau, de la moelle épinière et des muscles. L'effet analgésique du fentanyl est rapide et de courte durée. Son effet est 100 fois plus puissant que celui de la morphine et 40 fois supérieur à celui de l'héroïne.

Délivré sous forme de patchs transdermiques ou de comprimés, son usage est également détourné pour une consommation récréative.

En 2018, nous n'avons relevé aucune donnée concernant la circulation, l'usage ou le trafic de fentanyl. En 2019, au CAARUD de Metz, un usager dit être parvenu à extraire la substance d'un patch transdermique. Cet homme de 25 ans qui fréquente très régulièrement l'environnement festif électro alternatif a décrit un procédé d'extraction en chauffant le patch à 80° dans de l'eau, sans mentionner d'une éventuelle utilisation de solvants et a consommé son produit en l'injectant. Ce sont de fortes douleurs à l'épaule qui l'ont conduit chez son médecin généraliste qui lui avait prescrit les patchs.

D'autre part, un usager a fait part d'une cocaïne en provenance de Belgique qui aurait été coupée au fentanyl : « *C'est de la coke qui fait piquer du nez* ». Sans analyse du produit, il est difficile de confirmer l'information.

Codéine et Tramadol®

La codéine est un dérivé semi synthétique de la morphine utilisé pour ses propriétés analgésique, antitussive ou somnifère. En vente libre jusqu'au 12 juillet 2017 mais face à l'engouement de l'usage de Purple Drank et aux risques accrus de mésusage et de surdose, les autorités sanitaires ont pris la décision de rendre ces médicaments accessibles uniquement sur ordonnance. Le Purple Drank (lean, sizzurp) est un cocktail principalement consommé par les adolescents dans un contexte festif, élaboré à partir de codéine, d'un antihistaminique et de soda (parfois d'alcool).

Le Tramadol® est prescrit pour la prise en charge de douleurs modérées voire intenses, également utilisé à des fins antalgiques.

Depuis plusieurs années, l'usage détourné de médicaments codéinés ne faisait pas l'objet d'observations particulières. Cependant, les boîtes vides remarquées dans certains arrêts de bus laissaient à penser que son usage perdurait.

Mais l'année 2019 marque un tournant dans la visibilité des usages de Tramadol®, notamment dans certains CSAPA, à propos de femmes :

« On a un phénomène émergent cette année, c'est une augmentation des prises en charge pour la codéine et le tramadol® et là, on a un profil assez spécifique, c'est principalement des femmes d'une cinquantaine d'années qui sont plutôt insérées socio professionnellement et qui utilisent des antalgiques anesthésiants par voie orale et sont dépassées par leurs consommations » (intervenant en CSAPA).

Ces usages découlent souvent de traitements prescrits contre des douleurs aiguës qui s'avèrent difficiles à gérer :

« Elles viennent sous injonction familiale mais surtout médicale, parce que la consommation pose problème mais globalement, elles ont des traitements prescrits par leur généraliste. Au départ ce sont des patientes traitées pour des douleurs diverses, surtout des douleurs de dos par exemple et petit à petit elles sont devenues dépendantes de leurs traitements et elles n'arrivent plus à s'en passer » (intervenant en CSAPA)

La question du devenir des usagers de codéine détournée et notamment des jeunes consommateurs de Purple Drank avant l'entrée en vigueur de la législation de 2017 (voir encadré) s'est posée dans le cadre d'une rencontre avec les CAARUD régionaux mais peu de réponses ont pu être formulées devant le constat d'une absence de recours aux soins. Ont-ils fait des réserves ? Ont-ils obtenu des traitements adaptés ?

Sulfate de morphine : usages de Skénan®

Le Skénan® est un sulfate de morphine utilisé comme antalgique dans le cadre de traitement des douleurs persistantes intenses ou rebelles aux autres analgésiques, en particulier les douleurs d'origine cancéreuse.

« Bien que ne disposant pas d'autorisation de mise sur le marché dans le traitement des dépendances aux opiacés, les sulfates de morphine sont parfois prescrits dans cette indication, que ce soit dans la *circulaire Girard* du 27 juin 1996 ou en dehors de ce cadre. Ces médicaments peuvent en outre faire l'objet d'usages non substitutifs de la part des usagers de drogues et de détournement vers le marché noir²⁶ »

Les faits marquants en 2019

Un produit dont les usagers se méfient

Le Skénan® est présent de façon occasionnelle sur le territoire lorrain. Selon nos informateurs en CAARUD, certains usagers sont méfiants face aux effets du Skénan®, jugés trop puissants, et d'autres le consomment dans le cadre d'une automédication voire d'une substitution :

« Le Skénan est connu pour être un produit très fort qui n'attire pas forcément un grand nombre d'usagers. Il reste très attaché à la notion de soin et d'antidouleurs. Pour les usagers réguliers, qui le consomment soit dans le cadre de douleurs chroniques soit dans le cadre d'une substitution, cette molécule leur convient parfaitement » (infirmier en CAARUD).

Dans les Vosges, seules quatre personnes sont connues par les professionnels du CSAPA/CAARUD d'Épinal pour en consommer, principalement en association avec de l'héroïne.

Le Skénan® est généralement dilué puis injecté.

Il n'y a pas de trafic structuré de Skénan. Ce sont des consommateurs qui l'obtiennent par prescription et le revendent à d'autres usagers. Le comprimé de 200 mg se vend entre 5 € et 10 € pour un prix courant de 8 €.

La puissance de ses effets amène ses usagers à une grande vigilance, ils se méfient de l'accoutumance et de la dépendance liées à la substance.

²⁶ L'usage de sulfate de morphine par les usagers de drogues en France. Tendances récentes 2012-2013, Paris le 24/04/2014, OFDT

Point sur la Naloxone

Depuis 2015, l'ANSM²⁷ a permis un accès plus large et facilité à la naloxone pour le traitement d'urgence des overdoses aux opioïdes médicamenteux, tels que la morphine et la méthadone ou illicites tels que l'héroïne ou les fentanyl de synthèse, dans l'attente d'une prise en charge médicale. La Nalscue® a ainsi été mise à disposition par le biais d'une Autorisation Temporaire d'Utilisation (ATU) d'une cohorte de 2 000 patients au départ. À ce traitement administré par voie nasale s'est ajouté le Prenoxad® en mai 2019, administré quant à lui par voie injectable. Disponibles en pharmacies de ville, ces traitements le sont aussi en CSAPA et en CAARUD. Peu d'informations sont remontées sur l'utilisation de ces substances mais les professionnels en font régulièrement la promotion à leurs usagers. Il faudra probablement attendre pour en mesurer les premières utilisations concrètes.

Les médicaments psychotropes non opioïdes détournés de leur usage

L'Artane®

De la famille des anticholinergiques, l'Artane® est principalement prescrit dans le traitement de la maladie de Parkinson et des syndromes parkinsoniens induits par les neuroleptiques.

Globalement, peu d'observations font état de consommation de cette substance en dehors de Nancy. Disponible sur ce secteur, l'Artane® reste cependant peu accessible. Il est nécessaire de connaître un revendeur pour s'en procurer. Le marché n'a pas évolué en 2019. Considéré comme « l'ecsta du pauvre », l'Artane® est vendu en officine aux alentours de 1,20 € la boîte et 5 € le cachet, au marché noir à Nancy.

Le flunitrazépan (Rohypnol®) et le clonazépam (Rivotril®)

Le Rohypnol® (flunitrazépan) est indiqué dans les troubles sévères du sommeil. Depuis les années 90, diverses mesures ont été prises par l'Agence nationale de sécurité du médicament pour limiter le mésusage de cette spécialité : restriction d'indication thérapeutique aux « troubles sévères du sommeil », suppression du dosage à 2 mg (1996), retrait des boîtes de 20 comprimés (1999), modification de la réglementation concernant les conditions de prescription et de délivrance (prescription sur ordonnance sécurisée, prescription limitée à 2 semaines avec délivrance fractionnée de 7 jours en 2001). L'adjonction d'un colorant bleu en 1998 avait également pour but de limiter les risques de soumission chimique. Le flunitrazépan fait d'autre part partie de la liste des médicaments concernés par l'arrêté du 1^{er} avril 2008 pour lesquels l'inscription du nom du pharmacien sur les ordonnances est obligatoire ainsi que la mise en place d'un protocole de soins en cas de mésusage.

Le Rohypnol® est absent du paysage lorrain. Devant la réticence des médecins généralistes à la prescription de Rivotril® ainsi qu'à leur vigilance accrue face à d'éventuels mésusages, cette benzodiazépine (BZD) n'est pratiquement plus disponible à la vente au marché noir sur les sites lorrains observés. C'est déjà le cas depuis quelques années et ce phénomène se confirme en 2018.

²⁷ Agence Nationale de Sécurité du Médicaments et des produits de Santé (ANSM)

L'oxazépam (Séresta®)

L'oxazépam est également une substance de la famille des benzodiazépines. Commercialisé notamment sous le nom Séresta®, ce médicament aux propriétés anxiolytiques, hypnotiques, sédatives et anticonvulsantes est surtout recherché comme anxiolytique et parfois comme hypnotique dans le traitement ponctuel de l'insomnie.

Dans le prolongement des observations de ces dernières années, l'usage détourné de ce médicament reste assez fréquent à Nancy où il est très facile d'accès et très disponible au marché noir, mais également sur l'ensemble du territoire lorrain. Nos informateurs des CAARUD de Metz, Épinal, Thionville ou Briey font ce constat mais également certains professionnels de CSAPA qui mettent l'accent sur les troubles associés à une surconsommation de cette benzodiazépine.

Son prix au marché noir n'a pas varié d'une année à l'autre et avoisine les 50 centimes le comprimé de 50 mg et les 10 € pour une boîte de 20 comprimés (2,07 € les 20 comprimés de 50 mg en pharmacie).

Afin d'amplifier ses effets, le Séresta® est fréquemment associé à l'alcool pour un « effet défoncé », pour réduire les angoisses et mieux dormir. Cette pratique génère des risques de dépendance mais également de comportements violents, quelques fois associés à des pertes de mémoire.

D'autres associations sont observées notamment avec la cocaïne, pour en faciliter la descente, avec du cannabis et de l'héroïne.

Le profil des consommateurs réguliers de Séresta® est inchangé. Ils sont pour la plupart très marginalisés, vivent en foyers d'hébergement, fréquentent le milieu de la rue et se font souvent repérer à la suite des actes, violents, commis sous l'emprise de produit.

Le diazépam (Valium®)

Le diazépam est une benzodiazépine (BZD) commercialisée sous le nom de Valium®. Cet anxiolytique est recherché par certains usagers, essentiellement dans une perspective de potentialiser les effets de l'alcool.

La visibilité du valium sur le marché est variable mais sa présence indéniable. Une majorité de consommateurs de Séresta®, par exemple, prend également du valium et la part des consommateurs de médicaments est constante dans les CSAPA/CAARUD.

Substances psychostimulantes

Cocaïne

La cocaïne est un puissant stimulant du système nerveux central, c'est un alcaloïde extrait de la feuille de coca principalement cultivée en Amérique du Sud. Sous sa forme chlorhydrate, elle se présente en poudre blanche pour être injectée ou sniffée. Sa forme *base* est obtenue par ajout de bicarbonate de soude ou d'ammoniaque (et deviendra un caillou) pour être fumée. La forme basée est appelée crack ou, si l'usager la transforme lui-même, free-base.

Les faits marquants en 2019

Une timide stabilisation de sa diffusion

Depuis 2014, le marché et les usages de cocaïne suivent une courbe ascendante en Lorraine ainsi que dans le reste de la France. Entre démocratisation et accessibilité accrue, les usagers de cocaïne se sont très largement diversifiés.

Qu'elle soit consommée de façon expérimentale ou plus fréquente, en contexte festif ou encore comme support à des obligations de performances et de compétitivité professionnelles, chez soi entouré d'amis ou seul, en 2019, la cocaïne reste très présente dans les différents espaces observés. .

Son prix ne subit pas de variations et se maintient entre 40 et 100 €/g pour un prix courant de 80 €, bien souvent en fonction de sa qualité. Les pratiques de fractionnement des doses vendues (par exemple à la *trace*) sont encore observées cette année, en fonction de l'argent dont l'usager dispose, ou en fonction de l'usager :

« On peut trouver de la cocaïne de 40 à 100 € le gramme en fonction de la qualité et quelques fois du dealer. Tous ne vendent pas la même qualité de produit mais globalement son prix ne varie pas beaucoup et reste au prix courant de 80 € le gramme pour un produit de bonne qualité. Il y a aussi une autre dimension à prendre en compte, la fidélité d'un client à son fournisseur est souvent un gage de qualité » (éducateur en CAARUD)

Dans les Vosges, des ventes en appartements ont été repérées, souvent pour des quantités assez importantes et au détriment du locataire :

« Les dealers en gros de cocaïne semblent avoir la fâcheuse habitude de s'installer dans l'appartement de quelqu'un et d'y établir leur commerce. Nous entendons parler de "gros" dealers qui, soit viennent le matin et repartent en fin d'après-midi, soit squattent jour et nuit chez un tiers » (éducatrice en CAARUD)

Les ventes de cocaïne en appartements occupés à cet effet se développent et les livraisons à domicile ou sur un lieu de rendez-vous sont désormais courantes. Par ailleurs, dans les territoires ruraux, à la frontière avec l'Alsace par exemple, nos observateurs font le constat d'une vraie proximité entre certains vendeurs et leurs clients fidèles :

« J'ai entendu plusieurs fois parler des dealers de Strasbourg qui ont une vraie relation de confiance avec leurs clients, ils leur donnent des produits pour les essayer et s'ils sont satisfaits, ils reviennent » (GF éducateur).

La vente dans les soirées électro-alternatives et commerciales est organisée par certains usagers-revendeurs indépendants, qui détiennent de 10 à 30 grammes à écouler et participent à la fête. Des usagers-revendeurs viennent également en soirée avec une vingtaine de grammes destinés à la vente. Le bénéfice sert à payer leur propre consommation. D'autres réseaux, mieux organisés et sans attache avec la fête interviennent en temps limités, démarchant leurs clients sur les parkings, à l'écart des scènes de danse et quittant les lieux dès la marchandise écoulée. Parfois, ils incitent leurs

clients sur les parkings et à l'écart des scènes de danse. Parfois, en soirées électro-alternatives principalement, la vente peut se faire à la criée.

Usages et usagers

Femmes, hommes, chômeurs, salariés, jeunes, adultes, étudiants, travailleurs frontaliers... Il n'y a pas de profil spécifique de l'utilisateur de cocaïne dans les espaces festifs observés. L'adaptation des tarifs aux budgets facilite d'autant plus la grande diversité des consommateurs.

Les usagers de cocaïne en CAARUD sont majoritairement des hommes entre 25 et 40 ans (35 ans en moyenne). Ils consomment seuls ou en groupes (dans leur chambre de foyer, dans un squat ou un appartement) et sont globalement dans des situations de précarité que la cocaïne et les importantes dettes qui lui sont associées viennent renforcer. Pour certains de ces usagers, les aller-retours entre les épisodes de manche et l'achat de produit aggravent considérablement leur état de santé, déjà précaire.

Le free base poursuit sa diffusion

Il n'y a pas de crack en Lorraine mais de la cocaïne basée destinée à être fumée. Le caillou n'est pas disponible à la vente mais le *basage* artisanal est une pratique courante.

Les pratiques de basage de la cocaïne sont toujours aussi importantes et sont à mettre en lien avec sa constante disponibilité sur le territoire. L'ammoniaque est toujours plébiscitée pour sa transformation dont le savoir-faire s'est largement diffusé au point que chaque usager observé maîtrise la technique du basage.

Bien que cette information ne soit pas triangulée, certains professionnels constatent que le recours à la voie fumée de la cocaïne pourrait s'expliquer par un produit qui induirait des désagréments lorsqu'il est inhalé :

« Je trouve que les gens justifient de plus en plus leur consommation par la voie fumée par le fait que le produit est très sale c'est-à-dire qu'ils font un ou deux snif et ils commencent à avoir le nez qui coule et le lendemain, ils se retrouvent avec des sinusites purulentes même s'ils n'ont pas consommé grand-chose et donc, pour eux, l'avantage de la fumette c'est d'être sur une voie de consommation plus propre » (GF Sanitaire)

Ecstasy - MDMA

L'ecstasy sous forme de comprimés et la MDMA sous forme de poudre (méthylènedioxymétamphétamine), comprennent une molécule de la famille chimique des amphétamines, responsable d'effets psychoactifs qui combinent certains effets des stimulants et ceux des hallucinogènes.

Les effets généralement recherchés avec la consommation d'ecstasy sont d'abord la sensation d'énergie, de bien-être et d'euphorie, la désinhibition, l'exacerbation des sens et la facilitation du contact avec les autres.

La poudre de MDMA est recherchée pour ses effets entactogènes favorisant une sorte de symbiose avec la musique et le public. Sans avoir d'effets aphrodisiaques à proprement dit, la MDMA semble prisée pour ses vertus désinhibantes.

La MDMA est très répandue en espaces festifs, notamment alternatif et commercial et dans une moindre mesure, en espace festif généraliste.

Les faits marquants en 2019

Le marché reste fleurissant

Très disponible et très accessible en espace festif, la hausse de la disponibilité de l'ecstasy amorcée en 2014, se poursuit en 2019 alors que la consommation de MDMA en poudre ou en cristaux tend à se stabiliser. Cette année davantage encore que l'an passé, l'offre a régulièrement supplanté la demande. Dans certaines soirées en espace *alternatif* et *commercial*, les vendeurs se voyaient en difficulté pour écouler leur poudre ou comprimés.

Le prix d'un comprimé reste stable en 2019, entre 5 et 15 €, et s'élevant très souvent à 10 €. Le gramme de MDMA en poudre se négocie, quant à lui, entre 30 et 60 € avec un prix courant de 40 €.

Dans l'espace festif *alternatif*, on observe un léger désintérêt pour les cristaux, peu pratiques à doser en parachutes, ce qui n'est pas le cas dans l'espace *généraliste* ni dans l'espace *commercial* où la demande de MDMA est plus élevée.

Ecstasy et MDMA sont mises à disposition par de nombreux vendeurs, issus du milieu de la fête ou non. Plusieurs (jusqu'à six selon les observations) comprimés différents (logo, forme, couleur) peuvent être disponibles à la vente dans une même soirée.

Usages et usagers

La prise d'ecstasy par voie orale est considérée par les usagers comme une méthode propre et plutôt sûre. Le sniff de MDMA, pratique présentée par les usagers comme déplaisante avec des altérations sur les sinus dues au passage d'une poudre mal préparée, est observé en milieu festif avec de l'ecstasy et de la MDMA. La voie fumée est peu visible.

L'injection, pratique plus rare, a été évoquée par des usagers polyconsommateurs, injectant d'autres produits et poussés par curiosité à expérimenter la MDMA. L'avantage de ce mode d'administration semble résider dans l'instantanéité des effets.

Amphétamines (ou speed)

Les amphétamines sont des psychostimulants puissants, utilisés comme s dopants ou pour leurs effets stimulants et anorexigènes. Appelées communément « speed » par les usagers, elles se présentent sous la forme d'une poudre ou d'une pâte, aux couleurs variées.

Les modes d'administration les plus pratiqués sont le « sniff », après un concassage, ou l'ingestion sous forme de « bonbonne » (poudre emballée dans une feuille de papier à cigarettes puis ingérée). Les effets sont différents selon le mode de consommation (gober, sniffer, fumer, shooter). En le gobant, les premiers effets apparaissent entre 1/2 heure et 1 heure après la prise ; il faut quelques minutes si le speed est sniffé et quelques secondes s'il est fumé ou shooté.

Le speed est choisi pour ses propriétés stimulantes majeures. Il est décrit comme provoquant une hyperactivité, un important besoin de parler, beaucoup d'assurance, de l'euphorie. Il provoque aussi des résultats plus négatifs comme l'insomnie, la perte d'appétit, une hyper-nervosité et des angoisses pendant la descente.

Pour accompagner la descente d'une consommation de speed, les consommateurs prennent volontiers du cannabis ou de l'héroïne. Son association avec de l'alcool permettrait de contenir les situations d'ivresse alcoolique et favoriserait la récupération des fonctions cognitives.

Les faits marquants en 2019

Stabilité du marché

Les amphétamines sont très présentes en milieu festif alternatif, sous des appellations telles que : *speed*, *amphet*, *pep's* ou encore *vitesse* (par SMS). Elles sont principalement sniffées, quelques fois ingérées et aucune pratique d'injection n'a été relevée en 2019. Moins présentes en espace *urbain*, les amphétamines sont consommées par quelques usagers occasionnels.

Le prix des amphétamines n'a pas subi de variations en 2018 et se situe toujours dans une moyenne de 5 à 20 € le gramme en poudre, avec un prix courant de 10 €. Il peut être plus élevé, vers les 10-20 € le gramme lorsqu'il est présenté en pâte, une forme qui jouit d'une bonne réputation du fait d'une plus forte concentration. Les usagers frontaliers avec l'Allemagne ont la possibilité d'en acheter pour moins cher : « *en Allemagne on en trouve beaucoup et beaucoup moins cher avec des effets qui ressemblent à ceux de la cocaïne* » (usagère d'un CAARUD à Forbach).

La vente de *speed* s'opère à découvert, quelque fois, à la criée. Comme pour l'*ecstasy*, il s'agit le plus souvent d'usagers-revendeurs, bien connus des habitués des *free parties*. Dans certains cas, notamment pour les fêtes les plus importantes, des semi-grossistes peuvent alimenter les usagers-revendeurs pour satisfaire la demande. Sa disponibilité est signalée dans toutes les soirées électro-alternatives mais le *speed* est cependant plus discret en espace festif commercial. L'offre permet généralement de satisfaire la demande, elle est même quelquefois supérieure.

Hallucinogènes d'origine naturelle

Les champignons/plantes hallucinogènes

A l'image de 2018, l'année 2019 ne se démarque pas s'agissant de champignons hallucinogènes.

Les champignons proviennent d'autoproductions à partir de kits de culture en barquettes, achetés sur internet. Peu disponibles sur le marché, les champignons sont échangés contre du cannabis ou de la cocaïne, dans le cercle amical, ou conservés dans le cadre privé comme c'est le cas dans les Vosges ou dans la Meuse. Peu d'informations sont disponibles sur les profils de ces consommateurs.

Hallucinogènes d'origine synthétique

LSD

Le LSD (diéthylamide de l'acide lysergique) est une substance synthétisée à partir d'un champignon parasite qui atteint le seigle, le froment et l'avoine.

Il se présente le plus souvent sous la forme de petits morceaux de papier buvard imprégnés de la substance et illustrés de dessins. Il peut également prendre la forme d'une sorte de mine de crayon (« micro pointe »). Il peut être vendu en « goutte » sous forme liquide ou de gélatine.

Les effets attendus par les usagers de LSD sont des effets *psychédéliques*, des modifications de leur perception : « délires », hilarité, sentiments mystiques. Selon la concentration du produit en diéthylamide d'acide lysergique, son dosage et les conditions de bonne conservation, les effets surviennent entre 40 minutes et une heure après absorption.

Les faits marquants en 2019

Un produit de la fête

Le LSD est très disponible sur le marché festif lorrain, principalement en *électro alternatif* et *commercial*. Il se vend sous forme de buvard à 10 €, avalé avec une boisson ou sous forme de goutte (entre 10 et 15 €, prix courant 10 €), avalée ou prise par la voie nasale. Le LSD vendu sous forme de micro pointes est plus rare et concerne des cercles d'initiés plutôt fermés. Selon nos observateurs, l'offre est assurée par quelques usagers-revendeurs et vendeurs qui écoulent des quantités de 25 buvards et des fioles contenant de 50 à 100 gouttes, dans les soirées où ils sont repérés.

Ce produit est peu consommé par les usagers en situation de précarité rencontrés dans les CAARUD.

Des usagers expérimentés

Les usagers de LSD sont globalement expérimentés. Ils fréquentent souvent l'espace festif *alternatif* et *commercial* mais on observe également des micro pointes de LSD consommées dans des bars du centre-ville accompagnées d'alcool par des publics jeunes décrits de la sorte :

« Un public 25/30 ans alter mondialiste qui prend soin de lui : vegan, trip écolo, progressiste, capital intellectuel haut pour capital économique plus bas » (informateur espace festif généraliste).

Les produits consommés en association avec le LSD sont le plus souvent le cannabis et l'héroïne ou la cocaïne. Le cannabis est censé adoucir la descente du LSD ou les moments d'émotions trop fortes.

Certains affirment au contraire, consommer du cannabis pour relancer les effets du LSD. L'héroïne aurait des effets régulateurs et permettrait de minimiser les méfaits de la descente des hallucinogènes.

La descente de LSD semble difficile pour la plupart des usagers qui évoquent leur difficulté à s'endormir alors qu'ils ressentent une fatigue physique couplée à un énervement persistant. Certains évoquent aussi leurs mâchoires douloureuses.

Kétamine

La kétamine est à l'origine un médicament, dérivé de la phencyclidine, utilisé comme anesthésiant général en médecine humaine et animal. Elle se présente sous la forme de poudre cristalline blanche, de liquide (ampoules, flacons) ou de comprimés ou gélules (rare en France).

La « ké », « kéta » se consomme essentiellement en sniff, le dosage des effets semble plus facile sous cette forme. Occasionnellement injectée, cette pratique reste cependant rare.

C'est au bout de 10-15 minutes que les effets se font ressentir lorsque le produit est inhalé, au bout ½ heure lorsqu'il est ingéré. Les sensations ressenties dépendent de la quantité absorbée. De petites doses semblent provoquer une sensation de légèreté mais également une perte d'équilibre, une diminution des réflexes et un repli sur soi. Avec des doses plus importantes, les usagers ont des impressions de déconnexion entre corps et cerveau et leur perception spatiale semble perturbée provoquant crises de panique, chutes et blessures.

Les faits marquants en 2019

Présence de la kétamine en festif alternatif

La kétamine est surtout présente en espace festif alternatif. De façon épisodique, nous entendons parler de ventes aux alentours de bars en centre-ville mais nous ne sommes pas parvenus à réellement trianguler cette information.

Par contre, sur certains territoires, on observe une plus grande disponibilité de la kétamine. C'est notamment le cas des Vosges. Elle est principalement consommée par des usagers qui fréquentent le milieu de la fête où ils s'approvisionnent.

Sur Nancy ou Metz, la kétamine est acheminée de Belgique et d'Angleterre, généralement sous forme liquide et conditionnée au litre : « *le litre coûte entre 200 et 300 €, il sera transformé pour obtenir 150 à 200g de poudre* ». Son prix reste stable, entre 40 et 60 € le gramme avec un prix courant de 40 €, en espace festif comme en espace urbain.

Il existe plusieurs appellations pour la kétamine : gold, cheval, india, ké, kéta, obiwan, sont les plus fréquentes.

La kétamine, un produit d'expert

La kétamine nécessite différentes phases de préparation et réalisées la plupart du temps, par des initiés. Ils la cuisinent généralement sur le lieu de consommation. Le liquide est chauffé au bain-marie ou dans une poêle jusqu'à obtention d'une poudre : « *la préparation peut durer deux heures* » (un usager). La kétamine est principalement inhalée.

L'association kétamine/LSD entraîne quelques fois une sensation de *bad trip* et certains usagers peuvent éprouver de grandes difficultés à gérer l'incidence d'un des deux produits sur l'autre. De fortes hallucinations peuvent également provoquer des crises de panique difficiles à gérer.

Les effets anesthésiants de la kétamine empêchent certains usagers de prendre conscience de leurs blessures. De plus, la perte d'équilibre, due au produit, augmente les risques de chutes., L'association avec la cocaïne vise à y pallier. Bien que des chutes dans certaines soirées free aient été rapportées, les accidents liés à la kétamine ne sont pas plus nombreux cette année.

Le mélange avec l'alcool a tendance à potentialiser les effets des deux produits ce qui entraîne souvent la sensation de vertige et des vomissements.

Chez les usagers réguliers, la kétamine est perçue comme « *un peu dangereuse* » en référence aux traumatismes subis (entorses, coupures, fractures, etc.) en cas de chute sous l'effet du produit. Parmi les non usagers, la kétamine est toujours considérée comme très dangereuse.

Solvants : poppers, protoxyde d'azote

Le protoxyde d'azote est un gaz d'usage courant, stocké dans des cartouches pour siphon à chantilly, des aérosols d'air sec ou des bonbonnes utilisées en médecine ou dans l'industrie.

En espace festif *électro alternatif* et *commercial*, le poppers est présent mais 2019 ne marque pas de grands changements concernant son usage. Vasodilatateur, il est généralement employé pour provoquer des sensations d'allègement, de chaleur, de compression de la tête et une augmentation de la sensibilité de la peau.

Le protoxyde d'azote ou gaz hilarant est observé par le dispositif TREND depuis 2017 sur la scène festive *alternative* avec des ventes de ballons à 2 € l'unité, 1 € avec consigne. C'est encore le cas en 2019. Un vendeur isolé qui achète le produit en bonbonne pour le vendre en ballons dans les soirées est toujours actif depuis fin 2017. Mis à part ce vendeur, il n'y a pas de réel trafic en 2019 et certains usagers anticipent leurs consommations :

« *Après des fois c'est une bande de potes qui achètent un petit peu pour eux à la teuf tu vois ou des trucs comme ça mais sinon, c'est souvent la même personne* » (EOB bilan festif alternatif).

Cannabis et ses dérivés

Sous forme d'herbe ou de résine, le cannabis se consomme presque exclusivement en le fumant mélangé à du tabac sous la forme de joint. Avec un gramme, il est possible de faire de 3 à 4 joints selon son dosage. L'utilisation du bang ou de la pipe à eau est moins fréquente et s'opère quasi systématiquement à domicile. L'ingestion est un mode de consommation du cannabis plus marginal, surtout en milieu urbain. Les expériences d'ingestion sont souvent associées à des séjours aux Pays-Bas où le temps d'un week-end elles sont permises et recherchées. Elles sont également associées aux temps de la fête et s'observent par conséquent plus aisément en milieu festif.

Les effets recherchés varient en fonction de l'âge du consommateur et de ses modalités de consommation, les deux étant en partie liés. Des effets d'euphorie, la convivialité et le sentiment de se sentir décontracté sont recherchés par les plus « novices ». Les plus habitués aux effets, recherchent plutôt des sensations de relâchement et d'apaisement.

Le cannabis calme et permet à certains usagers de réguler les effets des produits consommés en association.

Les faits marquants en 2019

Cannabis

Le marché reste stable

Produit omniprésent depuis longtemps déjà, ni la consommation de cannabis ni son offre n'ont subi d'évolutions significatives en 2019.

En espace festif, sa présence est constante bien qu'il n'existe pas de trafic d'ampleur de ce produit et même si ses consommateurs redoutent les tests salivaires que peuvent leur faire subir la gendarmerie lorsqu'ils quittent le lieu de fête. Les teuffeurs, consommateurs de cannabis, viennent le plus souvent avec leur propre produit. Lorsqu'il est disponible à la vente, c'est en petite quantité rapidement écoulée.

En milieu festif alternatif, le trafic repose sur des usagers-revendeurs qui vendent en petites quantités. Beaucoup de consommations ont lieu en matinée afin de faire face à la pénurie d'autres produits. Assez disponible, le cannabis est pourtant peu accessible. Les usagers viennent souvent avec leur propre consommation.

L'offre de résine est légèrement supérieure à celle de l'herbe. Les prix varient de 5 à 10 €/gramme pour la résine et de 7 à 13 €/gramme pour l'herbe. Le cannabis est ingéré, fumé et l'utilisation de la pipe à eau n'est pas rare.

En espace *urbain*, c'est surtout le trafic de cité qui prédomine et la disponibilité du produit est constante, son accessibilité rendue encore plus facile par les livraisons (à domicile ou sur un lieu déterminé). C'est sous forme de résine qu'il est le plus disponible. Plusieurs types de résines sont proposées à la vente : du *pollen* (gras et plus cher), du *SEUM* (d'origine marocaine) et de l'*afghan*, sur le marché lorrain surtout en été.

Les usages et usagers

L'association du cannabis avec les benzodiazépines permet d'accentuer l'effet apaisant. Consommé avec l'alcool, le cannabis aurait plutôt tendance à exciter et à perdre ses vertus relaxantes.

Paranoïa, sensation d'oppression, perte de mémoire, états dépressifs sont fréquemment constatés chez des usagers réguliers. Parmi les effets néfastes, des problèmes respiratoires, pulmonaires, des tachycardies et des céphalées sont également mis en avant. Même s'il ne semble pas y avoir de grandes différences entre résine et herbe, la consommation d'herbe est toujours considérée comme moins nocive pour la santé.

La perception du cannabis par les usagers est à mettre en relation avec les quantités consommées. La consommation occasionnelle et modérée n'est pas considérée comme problématique mais lorsque l'utilisateur est *bloqué* dans sa consommation sans parvenir à la réguler, les discours s'inversent.

Que ce soit en milieu festif ou en milieu urbain, la consommation de cannabis s'est fortement banalisée ces dernières années. Dans les rues de Metz, aux abris bus qui desservent les lycées, les odeurs d'herbe et de résine sont fréquentes et ne semblent plus susciter de réactions des passants. Bien que banalisé, le cannabis n'est pas toujours perçu comme inoffensif. Sur le CSAPA de Metz par exemple, 9 % des usagers considéraient le cannabis comme le produit le plus dommageable en 2017, ils sont passés à 23 % en 2018 et à 25 % en 2019²⁸. Dans la CJC du même établissement, le cannabis est le produit le plus dommageable pour 68 % des usagers en 2017 et pour 82 % d'entre eux, en 2018 et 2019. La consommation de cannabis implique des dommages sanitaires (toux), sociaux (conflits familiaux, absentéisme scolaire), et surtout judiciaires (interpellations, gardes-à-vues et perquisitions). Les professionnels observent des usages très hétérogènes de cannabis : « *En CJC on rencontre des profils très différents de fumeurs de cannabis. Le jeune de 15 ans qui s'est fait surprendre par ses parents, qui a fumé deux fois dans sa vie, des jeunes plus âgés, 18/22 ans qui fument plus régulièrement, en soirée avec leurs copains et certains d'entre eux, plus en difficulté sont consommateurs quotidiens, on voit vraiment des jeunes très différents* ²⁹ ».

Des éducateurs de rue, en maraude, notent plus souvent la consommation de cannabis et d'alcool parmi des petits groupes réunis devant certains lieux d'hébergements collectifs, skate parcs ou parcs publics. Garçons et filles, ils ont la vingtaine, se déplacent à pied, en vélo, trottinette ou skate et consomment du cannabis dans la rue. Certains sont hébergés en CHRS, se rassemblent à 3 ou 4 dans les parcs publics pour consommer du cannabis associé à des bières fortes. D'autres sont plus insérés, étudiants et lycéens, vivent chez leurs parents ou en logement universitaire.

Un intérêt croissant pour le CBD

Le cannabidiol (CBD) est un cannabinoïde présent dans le cannabis. Il était inexistant sur le marché mais également dans les discours, jusqu'en 2018 où transparait un intérêt croissant pour cette substance. Les effets du CBD induisent apaisement et relaxation musculaire.

L'an passé, le CBD semblait bénéficier d'un engouement qui s'est avéré un effet de mode. En 2019, la question du CBD n'a pas été soulevée.

²⁸ Sur une file active de 1410 personnes en 2017 et 1353 en 2018. Source : Rapport d'activité des structures ambulatoires, Ministère des Affaires Sociales et de la Santé, Csapa Les Wads-Metz, 2017 et 2018

²⁹ Propos recueillis auprès d'une professionnelle de la CJC de Metz

Nouveaux produits de synthèse (NPS)

La définition des NPS telle que la propose l'OFDT a guidé nos observations de terrains. Les NPS s'envisagent comme *un éventail très hétérogène de substances qui imitent les effets de différents produits illicites (ecstasy, amphétamines, cocaïne, cannabis, etc.). « Leurs structures moléculaires s'en rapprochent, sans être tout à fait identiques. Cette spécificité leur permet, au moins à court terme, de contourner la législation sur les stupéfiants ; certains sont classés (comme la méphédronne), d'autres n'ont pas de statut juridique clair. Généralement achetés sur Internet, les NPS sont connus soit par leurs noms chimiques, soit à travers des noms commerciaux »*³⁰.

5 familles de NPS se distinguent : les cathinones, les pipérazines, les tryptamines, les phénéthylamines et les cannabinoïdes.

Les faits marquants en 2019

Aucune consommation de NPS n'est observée en espace *urbain* en 2019. En espace festif alternatif, quelques situations de vente de 2CB (hallucinogène) sont observées mais les NPS restent rares.

Des consommations de cannabinoïdes par vapotage

Des consommations de cannabinoïdes de synthèse sous forme de liquide ont été rapportées par le groupe focal sanitaire de la part de jeunes (23/25 ans) qui se fournissent sur internet et vapotent entre pairs. Quelque fois l'un d'eux centralise une commande pour fournir le groupe et sera *« considéré comme le grand seigneur, (il) va avoir une place hégémonique sur le groupe puisque c'est celui qui détient le produit mais ça ne s'organise pas autour du commerce de ces produits »* (GF Sanitaire). Au vu des prix relativement bon marché de ces produits, il n'existe a priori pas de revente.

Le CEIP de Nancy a toutefois soulevé les consommations de l liquide d'une centaine de jeunes reçus aux urgences des hôpitaux marnais. Bien que ces constats soient en dehors du territoire d'observation de TREND, la proximité avec le site lorrain mérite que nous soulignons la problématique :

« Dans la majorité des cas, il n'y a pas de complications très graves, il y a des jeunes qui arrivent aux urgences et repartent mais nous avons quand même eu des cas de dépendances aux cannabinoïdes de synthèse avec des craving très puissants et des sevrages très difficiles c'est quand même des produits très très puissants du coup, le pouvoir addictogène est quand même nettement supérieur »

Globalement, la présence de cannabinoïdes de synthèse ne peut guère être documenté en Lorraine probablement parce que ceux-ci sont retreint à des cercles d'utilisateurs qui maintiennent une grande discrétion autour de leur pratique.

Visibilité plus importante des chemsex³¹

C'est notamment en milieu hospitalier que les professionnels constatent une plus grande visibilité des consommateurs de NPS, souvent de cathinones :

« Je n'ai jamais rencontré avant 2019 alors on sait aussi que c'est le milieu gay qui est le plus touché jusqu'à présent mais le milieu hétéro commence à l'être aussi, le milieu échangiste par exemple » (GF Sanitaire, médecin, équipe de liaison)

L'approvisionnement en NPS se fait principalement par des commandes passées sur internet même si le CAARUD de Nancy a eu écho d'un vendeur qui fournissait la communauté HSH nancéenne.

³⁰ Martiniez M., *Nouveaux produits de synthèse*, Drogues et addictions, données essentielles, OFDT, 2019, p.151

³¹ Le chemsex, contraction des termes « chemical » et « sex », signifie de façon littérale, l'utilisation de produits psychoactifs en contexte sexuel.

La consommation est peu visible, elle s'effectue à l'occasion de soirées privées dans lesquelles chacun apporte son produit. Les informations recueillies concernent les 3MMC et 4MEC. Ces molécules de synthèse, de la famille des cathinones, sont proches de la méphédronne, un alcaloïde du khat. Leurs prix varient de 18 € le gramme de 3MMC et de 14 à 16 € le gramme de 4MEC.

Pratiques et modes de consommation

Consommés par inhalation, parachute ou plug anal pour des effets et un délai d'action plus longs, ces NPS sont également injectée (*le slam*). L'effet intervient à la première seconde et des étourdissements associés à des images troubles s'ensuivent souvent au bout d'une à deux minutes. Provoquant un effet rapide et court mais qui entraîne une descente plus rapide et plus dépressive, la 4MEC est préférée pour l'injection, auquel cas elle est alors diluée puis souvent chauffée (bien que certains jugent cela inutile) et injectée.

Les effets de désinhibition et d'excitation correspondent à la recherche de performance sexuelle des usagers de NPS dans ce contexte particulier. La consommation de 3MMC et de 4MEC est fréquemment suivie d'une baisse de l'érection.

Les associations de NPS avec d'autres substances répondent à des logiques de régulation particulières :

- Prises en préalable de GBL et GHB pour potentialiser les effets ;
- Prise de poppers ou de chloroethyl (spray anti contusion vendu légalement en Allemagne mais interdit en France) pour ses effets vasodilatateurs ;
- Prises de Viagra ou son générique, le Cialis, pour améliorer l'érection ;
- Prises de compléments alimentaires sous formes de thé, vitamine c et magnésium (pratique peu répandue) pour lutter contre les pertes de mémoire.

Ces produits sont considérés comme plus efficaces que la cocaïne, en contexte sexuel.

Usages et usagers

Le public d'hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH) rencontré principalement par les services de l'association AIDES consomme en majorité des nouveaux produits de synthèse (NPS), méphédronne et cathinones tels que la 4-MEC et la 3 MMC. Les usagers pratiquent essentiellement le slam (voie injectable). Leur âge va de 30 à 50 ans. Ils ont souvent de hautes positions sociales, cadres, ou cadres supérieurs tels que hauts fonctionnaires, patron d'établissements à caractère festifs.

On distinguera les clubbers des chemsexuels dans la population HSH. Les premiers âgés de 18 à 25 ans, dans les clubs messins consomment surtout ecstasy, poppers, MDMA, cocaïne et alcool dans un cadre convivial plutôt que sexuel. La motivation sexuelle, si elle ne prévaut pas, peut néanmoins intervenir. La consommation se fait par inhalation pour le poppers et la coke (cocaïne), par gobage pour l'ecstasy et souvent par parachute pour la MDMA (sous forme de cristaux, poudre, elle est enroulée dans une feuille à rouler et prise avec de l'eau ou boisson alcoolisée).

Chez le public chemsexuel, hétérosexuel ou bisexuel, la cocaïne est utilisée pour son « pouvoir érotique ». Elle est consommée en sniff essentiellement. L'usage du cannabis est aussi répandu. Le viagra, cialis, sildénafil (100mg) est consommé pour augmenter les performances sexuelles et l'endurance face à la multitude de partenaires.

Les risques sanitaires et sociaux de ces pratiques sont :

- L'addiction : quand la consommation devient chronique, y compris en dehors d'un contexte sexuel ;
- La difficulté à avoir des rapports sexuels sans produit ;
- L'augmentation des prises de risque liées à une baisse de la vigilance ;
- La perte de mémoire et de la notion du temps.